



# **LES ANNALES DE L'IFORD**

**VOL 13 N° 1**

**JUIN 1989**

**REVUE SEMESTRIELLE PUBLIEE**

**PAR**

**L'INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DEMOGRAPHIQUES**

Directeur de la Publication : Prof. M. SALA-DIAKANDA  
Coordination : R. MFOULOU  
Collaboration : E. NGWE  
Diffusion : OWONO MBIDA

I.FO.R.D.  
Section des Publications  
B. P. 1556 YAOUNDE (Cameroun)  
Tél. 22-24-71

Télex : 8304 KN (PNUD)  
8441 KN (MULPOC)

© I.FO.R.D. YAOUNDE  
ISBN 2-905327-09-X

NOTE AUX AUTEURS

Les manuscrits doivent être envoyés à la Direction de l'IFORD; l'auteur s'engage à ne pas présenter son texte à une autre revue durant un délai de quatre mois. Tout manuscrit est soumis de façon anonyme à deux lecteurs par le Comité de Rédaction qui transmet à l'auteur leurs observations. Le Comité se réserve le droit de faire des modifications mineures portant sur la forme, mais aucun changement de fond ne sera effectué sans consultation préalable l'auteur.

Les manuscrits devront répondre aux conditions suivantes :

1) DACTYLOGRAPHIE

Le manuscrit doit être dactylographié en double interligne sur papier blanc de dimension 21 x 29,7 (25 lignes de 10 à 12 mots par page). La longueur des articles ne doit pas excéder 30 pages y compris les tableaux, graphiques et résumés. Une dérogation pourra être accordée par la Direction de l'Institut après avis du Comité de Rédaction.

2) TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Ils sont respectivement insérés dans le texte et numérotés séquentiellement en chiffres arabes. Les auteurs veilleront à ce que les légendes des graphiques et les titres des tableaux et des graphiques soient clairement indiqués sur ceux-ci. Les graphiques doivent être fournis à l'échelle compatible avec le format.

3) FORMULES MATHÉMATIQUES

Elles doivent être manuscrites et transcrites très lisiblement.

4) NOTES INFRAPAGINALES

Les notes en bas de page sont numérotées séquentiellement par article et ne comportent, ni tableaux, ni graphiques.

5) RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Elles sont disposées en fin d'article, numérotées par ordre alphabétique des auteurs et pour chaque auteur dans l'ordre chronologique des articles. La présentation sera la suivante :

- Pour une revue :

LOCOH, T. - La nuptialité au Togo. Evolution entre 1961 et 1970, in Population, Vol. 31, n° 2; 1976; pp. 379-400.

- Pour un ouvrage :

HENRY, L. - Démographie : Analyse et modèles, Paris, Larousse, 1972, 337p. : tabl., graphes, index.

6) RÉSUMÉS

Tout article doit être accompagné d'un résumé en français d'une quinzaine de lignes.

7) TITRES A PART : 10 exemplaires sont envoyés gratuitement à chaque auteur.

8) Les auteurs ne sont en aucun cas rémunérés.

9) Seuls les manuscrits non retenus sont renvoyés aux auteurs.

=====  
" "  
" "  
" *Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs* "  
" *auteurs et ne sauraient être considérées comme reflétant le* "  
" *point de vue de l'IFORD .* "  
" "  
" "  
" =====

# LES ANNALES DE L'IFORD

VOL 13 N° 1

JUIN 1989

## SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
Emmanuel NGWE : Marginalisation socio-économique : facteur endogène de l'émigration rurale ? Le cas de l'Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun	7
Samuel INACK INACK : Le rendement interne de l'enseignement supérieur au Cameroun : Le cas de l'Université de Yaoundé	19
BM'NIYAT BAGAMBOULOU TE NIYA Dieudonné : Intégration des variables démographiques dans la planification du développement : Cas de la Centrafrique	49
Samuel KELODJOUE : Dynamique démographique, évolution des systèmes agraires et productions agricoles dans les zones à fortes densités rurales au Cameroun	81

REVUE SEMESTRIELLE PUBLIÉE

PAR

L'INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DEMOGRAPHIQUES

RÉSUMÉS DES ARTICLES

- 1) **Emmanuel NGME** : Marginalisation socio-économique : facteur endogène de l'émigration rurale ? Le cas de l'Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun .

L'Ouest et l'Extrême-Nord sont deux provinces du Cameroun présentant des écarts de développement remarquables . La première recèle des conditions de vie paysanne beaucoup plus favorables que la seconde . Au plan des migrations, cela devrait prédisposer l'une à une faible émigration rurale et l'autre à une forte émigration . Mais les résultats de l'enquête sur la pression démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun réalisée en 1983 comme ceux du recensement général de 1976 révèlent curieusement une situation inverse : malgré ses conditions de vie difficiles, l'Extrême-Nord est encore moins touché par l'émigration que l'Ouest .

Les différences constatées dans le comportement migratoire des deux régions s'expliquent essentiellement par les motivations individuelles des migrants à l'origine de leurs départs ainsi que par l'ancienneté du mouvement . Les motivations varient suivant la région et le sexe . Quant à l'ancienneté du mouvement, il apparaît que l'émigration est beaucoup plus ancienne dans l'Ouest que dans l'Extrême-Nord .

- 2) **Samuel INACK INACK** : Le rendement interne de l'enseignement supérieur au Cameroun : Le cas de l'Université de Yaoundé .

Une unité de production, fut-elle publique, a intérêt à connaître le mécanisme de la formation de ses coûts à partir de ses structures internes .

Ce papier démontre que seule une analyse de la population étudiante dans une optique diachronique permet de mesurer efficacement les phénomènes qui déterminent les différents coûts de production .

La méthodologie utilisée qui est celle des cohortes reconstituées a permis d'établir que les indicateurs de rendement interne (quantitatif) sont meilleurs dans le secteur fermé de l'université (grandes écoles) que dans le secteur ouvert constitué des facultés .

Fort de ce constat qui prouve que les indicateurs de rentabilité sont à leur optimum dans les grandes écoles selon l'optique quantitative du rendement interne, nous avons suggéré que parmi les objectifs de production dans les institutions universitaires, il faut intégrer le concept de qualité du produit dans les recherches futures .

- 3) **EM'NIYAT BAGAMBOULOU TE NIYA Dieudonné** : Intégration des variables démographiques dans la planification du développement : Cas de la Centrafrique (1) .

La planification du développement n'est certes pas nouvelle en République Centrafricaine, mais les expériences du passé se sont toutes soldées par des échecs, et les problèmes sociaux et économiques ne font que s'aggraver . Tout en relevant les faiblesses méthodologiques et stratégiques des premiers plans, l'auteur pense qu'il y a nécessité de tenir compte dans la planification de la dimension sociale et démographique du développement . Il propose dans cet esprit un schéma pour arriver, dans le cas spécifique de la Centrafrique, à une bonne intégration des variables démographiques dans la planification en vue d'un développement intégral .

- 4) Samuel KELODJOUÉ : Dynamique démographique, évolution des systèmes agraires et productions agricoles dans les zones à fortes densités rurales au Cameroun (1) .

L'interdépendance entre la population et le développement est devenue une question d'actualité dans les pays en développement où la dynamique démographique tend à aggraver le déséquilibre entre l'offre et la demande alimentaire . En étudiant l'évolution des systèmes agraires dans les trois zones rurales de fortes densités démographiques du Cameroun, l'auteur montre à travers les interrelations entre les facteurs démographiques, économiques et sociaux qui sont à la base des mutations qui s'y opèrent, que le vrai problème à résoudre, est celui de la pauvreté, de la justice sociale, seule voie pour maintenir un équilibre social durable y compris l'autosuffisance alimentaire dans les zones à fortes densités .

---

(1) Ces deux articles ont été réalisés par les auteurs comme TRAVAIL FINAL au Centre International de Formation et de Recherche en Population et Développement en Association avec les Nations-Unies (CIDEP) en juillet 1988 .  
A la demande des auteurs, la Rédaction des Annales de l'IFORD a accepté de les publier après révision et correction du texte original .

MARGINALISATION SOCIO-ECONOMIQUE\*  
FACTEUR ENDOGENE DE L'EMIGRATION RURALE ?  
LE CAS DE L'OUEST ET DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN

par E. NGME \*

---

\* Coordonnateur de la Recherche, IFORD, Yaoundé

## 1. Introduction

L'émigration rurale est l'un des courants migratoires les plus importants au Cameroun . L'analyse des données du recensement général d'avril 1976 montre que les principaux foyers de peuplement du pays que sont les Hauts Plateaux de l'Ouest, la zone montagneuse de l'Extrême-Nord et la Région de Yaoundé, sont très inégalement touchés par cette migration (Ministère de l'Economie et du Plan, 1978) . Très forte dans l'Ouest et dans la région de Yaoundé, elle est plutôt faible dans l'Extrême-Nord . On est alors amené à s'interroger sur l'origine de cette différence dans le comportement migratoire régional .

Parmi les facteurs souvent évoqués pour expliquer cette différence figure en bonne place la pression démographique sur les terres disponibles . Barbier, Courade et Gubry pensent notamment que la propension à émigrer traduit la manière dont la pression démographique est ressentie par les populations sans en être une manifestation directe (Barbier J.C., Courade G. et Gubry P., 1978) . Ils soulignent que "dans les zones de densités élevées, de fortes contraintes se posent au cultivateur limitant ses possibilités de modernisation : l'introduction des cultures commerciales, par exemple, passe nécessairement après l'assurance de la sécurité alimentaire" (Barbier J.C., Courade G. et Gubry P., 1978) . Devant ces difficultés de promotion économique, les jeunes paysans n'ont parfois pas d'autre choix que de quitter le village pour chercher cette promotion ailleurs. Une autre explication généralement avancée est que la propension à émigrer d'une région rurale est principalement liée au niveau de développement de celle-ci . Cela signifie que plus une région rurale est développée, moins sa population aura tendance à en partir . Les conditions économiques et sociales difficiles des zones rurales en Afrique seraient donc le principal facteur de départ des villages . C'est cette idée qu'on retrouve dans le modèle d'émigration rurale de Todaro . Celui-ci établit en effet que "l'espérance d'un gain meilleur" en ville est le facteur déterminant de la décision de migrer (Todaro M.P., 1969 et 1971) .

Parmi les autres études consacrées à l'analyse des facteurs de l'exode rural au Cameroun, on peut citer celle de Ela qui lie ce phénomène aux rapports de domination entre groupes sociaux dont sont victimes les populations rurales (Ela J.M., 1982), ainsi que celle de Bessat et Trouvé qui analyse les effets catalyseurs de la politique de développement rural, notamment de la politique agricole, sur l'exode rural (Bessat C. et Trouvé J., 1982) .

La politique gouvernementale de lutte contre ce phénomène met un accent particulier sur les actions de développement rural, avec pour objectif d'augmenter la rétention de la population dans les villages (1) . Cette politique est fondée sur l'hypothèse que ce sont les conditions de vie médiocres des populations rurales qui expliquent pour une large part leur départ massif vers les villes ou d'autres régions rurales plus développées (zones des grandes plantations) .

Or, on constate que dans certaines régions rurales du Cameroun ayant atteint un niveau de développement relativement élevé comme l'Ouest, l'exode rural y a atteint paradoxalement une ampleur considérable . Par contre, dans d'autres régions encore marginalisées sur les plans économique et social comme l'Extrême-Nord, l'émigration, sans être totalement inexistante, demeure faible.

C'est que la différence de niveau de développement, tout comme la pression démographique, ne suffit pas pour expliquer les écarts observés dans le comportement migratoire de deux régions . Celui-ci est aussi et peut-être même surtout fonction des motivations individuelles des migrants, même si le contexte économique et social des régions conserve un certain poids . Une enquête démographique réalisée par le Centre de Recherches Economiques et Démographiques (CREDE) de Yaoundé

---

(1) Cette politique est baptisée "Politique de revitalisation des communautés villageoises" .

dans les deux régions sus-mentionnées et appelée "Enquête sur la pression démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun," a tenté de vérifier cette hypothèse . L'exposé qui suit en donne quelques résultats .

## 2. Aperçu méthodologique de l'enquête

### 2.1. Objectifs

Les principaux objectifs assignés à "l'enquête sur la pression démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun", sont :

- l'analyse des causes et des conséquences de l'émigration au lieu de départ ;
- l'étude des départs dans l'année, de leurs motivations et de leurs destinations ;
- l'étude des caractéristiques des migrants et des non-migrants ;
- l'étude du rôle de la pression démographique dans l'exode rural .

### 2.2. Méthode d'observation

La méthode de collecte utilisée est une enquête à passages répétés, à deux passages à intervalle annuel (mars 1982 - mars 1983) . L'échantillon a été obtenu par choix raisonné de deux zones d'enquête, sur la base des indications fournies à la fois par le recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976 et des monographies . La taille de la population a été fixée à 18 000 habitants environ par zone pour avoir des résultats significatifs .

## 3. Caractéristiques des régions d'enquête

Le tableau 1 ci-après résume les différences physiques et socio-économiques des deux régions.

Alors que sur le plan physique les deux régions présentent quelques traits communs, leurs caractéristiques socio-économiques sont divergentes, traduisant ainsi l'inégalité de leurs niveaux de développement respectifs .

### 3.1. Traits physiques

Malgré les différences bioclimatiques et pédocologiques assez marquées, les deux régions présentent d'autres caractéristiques physiques communes qui sont un relief montagneux et un peuplement relativement dense, comparé à la moyenne du Cameroun (20 habitants au km<sup>2</sup> en 1982) .

### 3.2. Caractéristiques socio-économiques

Au plan socio-économique, la marginalisation de la province de l'Extrême-Nord apparaît d'abord dans sa sous-scolarisation : d'après les données du recensement de 1976, le taux d'analphabétisme est de 94% dans l'arrondissement de Nkololo contre 53% dans l'arrondissement de Bazou, où se situent respectivement les deux régions d'enquête .Par ailleurs, les taux de scolarisation primaire y sont respectivement de 12% et 89% .

Le niveau de mortalité élevé dans la province du Nord traduit aussi son faible niveau de développement social : d'après les résultats de l'enquête nationale sur la fécondité du Cameroun (1978), c'est dans le Nord que la mortalité infantile est la plus élevée ; les résultats de l'enquête sur la pression démographique montrent par ailleurs que la mortalité générale est plus forte dans la région septentrionale que dans celle de l'Ouest .

Au plan de l'activité économique, les deux régions pratiquent certes l'agriculture vivrière intensive sur les pentes, mais la pauvreté relative des sols de la région de l'Extrême-Nord y entraîne une insuffisance de la production, si bien que la sous-nutrition et la malnutrition sont

caractéristiques de cette région . Les cultures commerciales, très développées dans l'Ouest où on cultive le café arabica et robusta source d'importantes revenus pour la population rurale, sont pratiquement inexistantes dans la région d'enquête de l'Extrême-Nord : le coton y est cultivé accessoirement au pied des massifs . C'est en réalité une culture des plaines alluvionnaires . Il s'ensuit un faible niveau de revenu des populations rurales de cette région .

L'électrification villageoise a atteint la plupart des villages enquêtés dans l'Ouest, alors qu'elle est tout à fait inexistante dans l'Extrême-Nord .

Ces quelques indicateurs montrent suffisamment l'écart de développement qui existe entre les deux régions et qui devrait faire de l'Extrême-Nord une zone privilégiée d'émigration rurale . Mais le recensement de 1976 et l'enquête du CREDES montrent paradoxalement une stabilité relative de la population .

Tableau n° 1 : Quelques caractéristiques des régions d'enquête

CARACTERISTIQUES RETENUES	REGION D'ENQUETE	
	Ouest	Extrême-Nord
Milieu climatique	Soudanien d'altitude	Soudano-Sahélien
Sols	Ferralitiques fertiles	Sableux ou fertugineux pauvres
Altitude	960-1924 m	500 - 1494 m
Densité	72 hab/km <sup>2</sup>	214 hab/km <sup>2</sup>
Taux de scolarisation	87 %	15 %
Taux de mortalité infantile	112‰	135‰
Taux brut de mortalité	21,7 ‰	39,5 ‰
Enmigration	40%	5%

#### 4. Comportement migratoire des deux régions

##### 4.1. Résultats du recensement de 1976

Les questions prévues dans le recensement de 1976 pour saisir les mouvements migratoires concernent les variables suivantes : la situation de résidence, la résidence habituelle, la résidence antérieure, le lieu de naissance, la durée de résidence .

Lorsqu'on considère les échanges migratoires interdépartementaux et interprovinciaux, la province de l'Ouest apparaît comme une région d'émigration par excellence . Le volume absolu des migrants vers les villes est un indicateur qui illustre cette affirmation . En effet, les arrondissements les plus touchés par les migrations vers les villes se situent dans cette province . C'est dans certains des arrondissements de celle-ci qu'ont été enregistrés les plus gros effectifs de migrants, supérieurs à 25.000 (Bangangté : 45 750, Bafang : 30 891, Bangou : 23073 etc.) . Les arrondissements de l'Extrême-Nord par contre figurent parmi les moins frappés par les départs : le nombre de ceux-ci varie entre 5 000 et 10 000 .

Le "quotient" d'émigration vers les villes est un autre indicateur qui permet d'apprécier l'ampleur du phénomène : il met en relation le nombre absolu de migrants partis vers les villes avec la population née dans l'arrondissement de départ . Ce "quotient" représente la proportion des personnes émigrées vers les villes par rapport à la population née dans l'arrondissement (Ministère de l'Economie et du Plan, 1978, p. 60) .

L'examen de cet indice montre aussi que l'Ouest est la province la plus fortement touchée par le phénomène migratoire . Dans cette province, les arrondissements de Bangangté (qui fait partie de la région d'étude), de Bangou et de Bana ont les quotients les plus élevés du pays (plus de 40%) . Mais les arrondissements de l'Extrême-Nord, avec ceux de l'Est et du Nord-Ouest connaissent une faible émigration : le quotient y est généralement inférieur à 5% . Particulièrement dans la zone d'enquête, il se situe autour de 2% .

#### 4.2. Résultats de l'enquête sur la pression démographique et l'exode rural (EPD)

Parmi les résultats de l'EPD, nous mentionnerons les effets de l'émigration sur les pyramides des âges des deux zones d'enquête, les effectifs des enfants émigrés, les motifs de départs et les migrations inter-censitaires .

##### 4.2.1. Pyramides des âges et émigration

La population enquêtée était respectivement de 18 901 habitants en 1982 et 19 457 en 1983 dans le Nord et 18 304 en 1982 et 18 602 dans l'Ouest .

L'examen des pyramides confirme les différences de comportement migratoire des deux régions. Alors que le Nord a une pyramide quasiment régulière, l'Ouest a une pyramide caractérisée par d'importants creux des deux sexes qui traduisent la ponction démographique due à l'émigration. En effet, le déficit observé dans l'Ouest à partir de 15 ans est considérable, particulièrement pour le sexe masculin pour lequel, du reste, ce déficit s'accroît entre 30 et 50 . Il ne devient très important qu'entre 30 et 40 ans pour le sexe féminin .

Il y a certes déficit dans l'Extrême-Nord, mais il est bien moins marqué que dans l'Ouest et reste plus prononcé chez les hommes que chez les femmes pour lesquelles il n'est réellement observable qu'entre 30 et 45 ans .

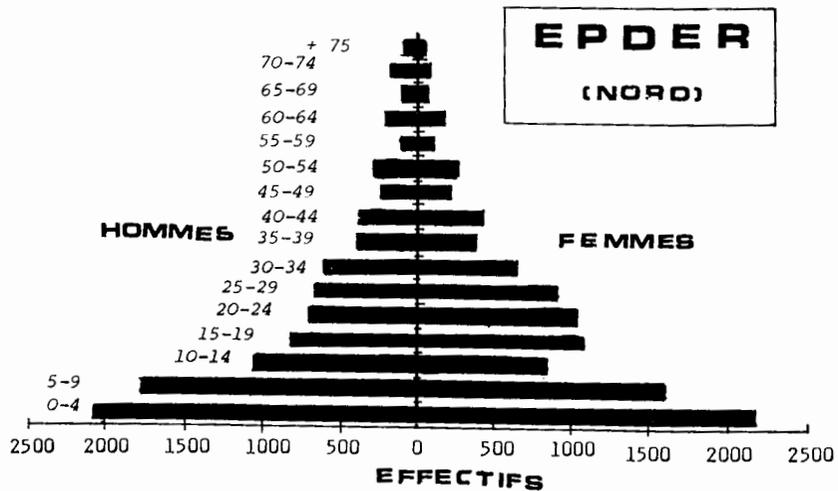
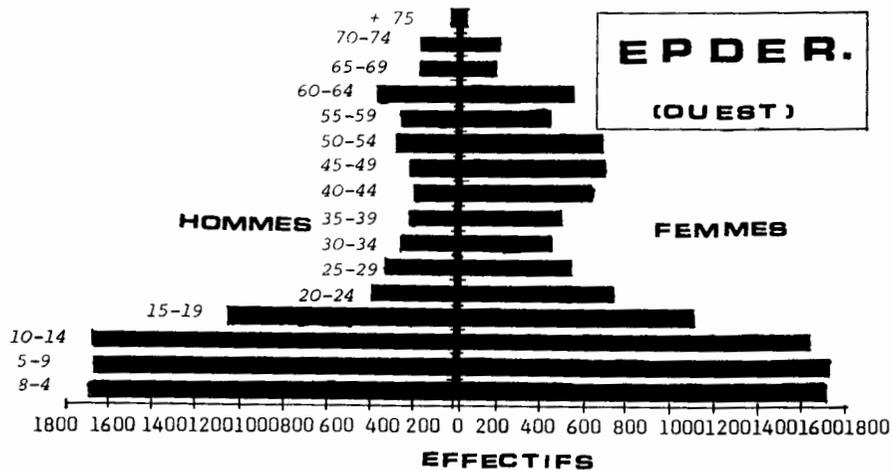
Les effets néfastes de la guerre civile des années 1960 à 1965 expliquent pour une large part le déficit humain constaté dans l'Ouest . Le creu observé sur la pyramide de l'Extrême-Nord à 10-14 ans résulte sans doute du report des femmes mariées à moins de 15 ans dans le groupe d'âge 15-19 ans, le recensement de 1976 ayant montré la précocité du mariage féminin dans cette région .

En définitive, les deux pyramides visualisent bien les différences par région et par sexe du comportement migratoire de la population .

##### 4.2.2. Migrations inter-censitaires

Au cours des deux passages de l'enquête, on a procédé à chaque fois au dénombrement de la population et au second passage, on a saisi les mouvements de la population effectués entre les deux passages . Il s'agit des mouvements suivants :

- entrée : pour toute personne venue s'installer définitivement dans le village ;
- sortie : pour toute personne résidente au premier passage mais ayant quitté le village avant le second passage ;
- absence : pour toute personne résidente au premier passage mais déclarée absente lors du second ;



- retour : pour toute personne recensée comme résidente absente au premier passage mais revenue dans le ménage entre-temps ;
- visite : pour toute personne recensée comme visiteur lors du second passage ;
- départ : pour toute personne recensée comme visiteur au premier passage et repartie entre-temps .

Le tableau 2 donne la répartition de ces mouvements suivant la région .

Tableau n° 2 : Déplacements de la population entre les deux passages suivant la région

Nature du déplacement	Extrême-Nord	Ouest
Entrée	508	864
Sortie	300	826
Absence	60	625
Retour	151	171
Visite	43	969
Départ	53	876

Plusieurs constatations s'en dégagent . D'abord la population de l'Ouest accuse une forte mobilité, ce qui corrobore sa forte propension à émigrer . En effet, en un an, les zones de l'Ouest ont connu 2,7 fois plus de départs que celles du Nord . Le taux d'émigration de la période est de 4,5% dans l'Ouest contre 1,6 dans l'Extrême-Nord .

Le nombre de visiteurs enregistrés dans une zone constitue un indicateur de l'ouverture de cette dernière vis-à-vis de l'extérieur et peut expliquer dans une certaine mesure la faible influence de l'extérieur sur la zone et partant, son faible taux d'émigration ou la faible propension de la population à émigrer . Les données du tableau 2 montrent précisément que l'Extrême-Nord connaît nettement moins d'ouverture que l'Ouest avec un taux de visite de la période inférieur à 1% contre 5,2% dans l'Ouest .

On ne saurait conclure à l'existence d'une société fermée dans cette région . Il s'agirait plutôt d'un retard à l'ouverture qui ne va certainement pas durer encore longtemps .

L'importance relative de l'immigration dans l'Extrême-Nord paraît surprenante à première vue. L'explication est à rechercher pour une large part dans les restrictions imposées à l'immigration au Nigéria en janvier 1963 et le refoulement des migrants consécutif à ces mesures durant la période de l'enquête .

#### 4.2.3. Nombre total d'enfants émigrés

Rappelons que le questionnaire-descendants est une technique d'observation indirecte de l'émigration fondée sur l'analyse des renseignements obtenus en interrogeant les parents sur le

sort de leurs enfants émigrés en particulier sur leur nombre, leur résidence et leur occupation actuelles, et les motifs de départ. L'utilisation de ce questionnaire se fonde sur l'hypothèse, sans doute discutable, selon lequel les parents, notamment le père, peuvent fournir des informations suffisamment fiables sur leurs enfants qui vivent hors du ménage (Gubry P., Lamlem B. S., Ngwe E. et Tchegho J.M., 1983).

Le nombre total d'enfants vivant à l'extérieur du village est un indicateur de l'ampleur du phénomène de l'émigration à l'instar du nombre de départs entre les deux passages, à la différence qu'il s'agit là de migrations toutes durées confondues. Les résultats de l'enquête confirment l'affirmation antérieurement faite sur la prépondérance de l'émigration dans l'Ouest : 5 134 enfants partis de cette région pour 1 653 pères contre 1 085 enfants partis de l'Extrême-Nord pour 3 716 pères, soit un nombre moyen d'enfants émigrés par père de 3,1 dans la première région et de 0,3 dans la seconde. Le nombre moyen d'enfants vivant à l'extérieur par rapport aux pères montre donc qu'il y aurait 10 fois moins de départs dans le Nord que dans l'Ouest. Cet indicateur calculé par rapport au nombre total d'enfants par ménage serait encore plus intéressant à examiner mais les données disponibles n'ont pas permis de l'obtenir.

Les tableaux 3 et 3bis donnent la répartition des enfants vivant à l'extérieur selon l'âge actuel et le sexe. Signalons à cet égard que l'âge demandé lors de l'enquête était plutôt l'âge actuel et non pas l'âge au départ, si bien qu'il est difficile à partir des informations ainsi recueillies d'apprécier l'influence de l'âge sur les départs. Certes on peut estimer l'âge au départ en comparant la durée de résidence à l'extérieur avec l'âge actuel. Les deux tableaux mentionnés ci-dessus montrent une forte concentration des migrants entre 10 et 40 ans dans l'Extrême-Nord et dans l'Ouest.

On observe un relatif équilibre des sexes dans l'Ouest alors que dans l'Extrême-Nord les femmes semblent plus disposées à partir. Il s'agit sans doute de l'effet des mariages dont le caractère précoce révélé par les données du recensement de 1976 peut expliquer la prédominance des départs féminins entre 10 et 20 ans, voire jusqu'à 30 ans. A la précocité du mariage il faudrait ajouter la polygamie assez répandue dans l'Extrême-Nord.

Quels que soient la région et le sexe, plus de 40% des enfants émigrés ont actuellement un âge compris entre 20 et 30 ans, plus de 15 % entre 30 et 40 ans alors que 25 % se situent entre 10-20 ans. Cette répartition est liée en partie à la grande variété des motifs de départs. Une proportion non négligeable des migrants ayant atteint actuellement l'âge adulte implique-t-elle une ancienneté relative de la migration ? Cela n'est pas absolument vérifiable.

Tableau n° 3 : Enfants émigrés selon le sexe et l'âge actuel (Ouest)

Age	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
0 - 9	120	4,5	135	5,4	255	5,0
10 - 19	726	27,3	567	22,9	1 293	25,2
20 - 29	1 222	46,0	1 187	47,9	2 409	46,9
30 - 39	441	16,6	461	18,6	902	17,6
40 - 49	118	4,6	101	4,1	219	4,3
50 et +	31	1,2	25	1,0	56	1,1
Total	2 658	100,0	2 476	100,0	5 134	100,0

Tableau n° 3bis : Enfants émigrés selon le sexe et l'âge actuel (Extrême-Nord)

Age	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
0 - 9	21	5,9	43	5,9	64	5,9
10 - 19	89	25,0	183	24,1	272	25,1
20 - 29	148	41,7	329	45,1	477	44,0
30 - 39	62	17,5	129	17,7	191	17,6
40 - 49	24	6,8	36	4,9	60	5,5
50 et +	6	1,7	7	1,0	13	1,2
Non déclaré	5	1,4	3	0,4	8	0,7
Total	355	100,0	730	100,0	1 085	100,0

#### 4.2.4. Durée de la migration

Outre l'âge et le sexe des enfants émigrés, la durée de résidence à l'Extrême-Nord semble aussi être un facteur de différenciation du comportement migratoire ; la durée majeure de séjour à l'extérieur déduite du tableau 4 révèle le caractère récent de l'émigration dans l'Extrême-Nord .

En effet, alors qu'elle est de 10 ans dans l'Ouest, elle n'est que de 4,7 ans dans l'Extrême-Nord, compte non tenu de l'incidence des non déclarés . Cette dernière région, ne se serait donc ouverte que récemment aux influences extérieures . Cette constatation corrobore sa marginalisation évoquée plus haut .

La durée moyenne de séjour est toutefois variable selon le sexe dans cette région, plus longue chez les hommes (5,9 ans) que chez les femmes (3,8) . Mais dans l'Ouest, on note un certain équilibre entre les deux sexes . : 10 ans pour les hommes et 9,8 ans chez les femmes .

Le croisement des variables "durée de résidence à l'extérieur" et "motifs de départ" pourrait révéler un certain lien entre les deux variables et expliquer en partie la caractère récent ou ancien de la migration dans les deux régions .

#### 4.2.5. Motifs de départs

Pour cerner les motifs de départ, on avait prévu une question ouverte sur les raisons pour lesquelles l'enfant avait quitté le village, en dépit d'une part, des réserves émises sur l'aptitude des parents à connaître les motifs réels du départ de l'enfant, et d'autre part de la complexité reconnue aux questions ouvertes quant à leur exploitation . Les résultats obtenus semblent significatifs . Le tableau 5, montre clairement la différence de comportement migratoire des deux régions à travers les motifs de départs . Alors que les motifs économiques (recherche d'un emploi), la scolarisation et le mariage déterminent plus de 50% des départs dans l'Ouest, seuls le mariage et les raisons économiques interviennent dans l'Extrême-Nord . L'influence négligeable de la scolarisation sur les déplacements dans cette région traduit son retard dans ce domaine . Mais il importe aussi de souligner les différences de comportement selon le sexe . Dans l'Ouest comme

dans l'Extrême-Nord, les motifs économiques sont presque inexistantes chez les femmes, sans doute à cause de la faible participation des femmes camerounaises en général à l'emploi salarié et particulièrement des femmes des régions septentrionales . Cette situation trouve son explication dans un certain conservatisme masculin encore vivace dans l'Extrême-Nord .

Tableau n° 4 : Enfants émigrés selon la durée de séjour à l'extérieur et le sexe .

Durée	Ouest			Extrême-Nord		
	M	F	Total	M	F	Total
0 an	86	88	174	19	33	52
1 - 4 ans	720	615	1336	188	297	485
5 - 9	534	596	1130	74	224	298
10 - 14	357	343	700	40	109	149
15 - 19	244	240	484	19	29	48
20 et +	372	304	676	15	32	47
Non déclaré	343	288	631	0	6	6
Nombre total d'enfants	2 658	2 476	5 134	3 355	730	1 085
Durée moyenne	10,0	9,8	9,9	5,9	3,8	4,7

Dans l'Extrême-Nord, le mariage explique la presque totalité des déplacements féminins (88,5%), tandis que la scolarité tout comme les motifs économiques est insignifiante . Ceci traduit quelque peu la marginalisation socio-économique des femmes qui ne peuvent sortir de leur village que pour se marier ainsi que leur très faible scolarisation, notamment au niveau secondaire .

S'agissant des motifs scolaires, il convient de préciser que si les écoles primaires sont relativement bien réparties sur l'ensemble du territoire, jusque dans les villages, par contre les établissements d'enseignement du second degré sont concentrés dans les villes . Une partie importante de la population rurale jeune s'installe donc en ville dans le but de poursuivre les études.

Il est intéressant de noter que tant chez les hommes de l'Ouest que chez ceux de l'Extrême-Nord, les motifs économiques sont prépondérants . Mais ils le sont plus encore dans cette seconde région à cause, sans doute, de la forte émigration vers le Nigéria voisin où le commerce frontalier a pris beaucoup d'ampleur et où les possibilités d'emploi saisonnier sont nombreuses .

L'analyse des données de l'E.P.D. présentée ici est susceptible d'être approfondie et élargie à d'autres variables pour une bonne compréhension de la spécificité du comportement migratoire de chaque région .

Par ailleurs, les informations recueillies auprès des parents dans le milieu de départ mériteraient d'être confrontées et peut-être complétées par les déclarations des migrants eux-mêmes dans le milieu d'arrivée . Cela suppose un autre type d'investigation .

Tableau n° 5 : Enfants émigrés selon le sexe et le motif en % .

Motif	Ouest			Extrême-Nord		
	M	F	Total	M	F	Total
Scolarité	28,1	11,4	19,7	7,6	1,2	4,4
Mariage	1,4	56,1	28,7	2,8	88,5	58,2
Divorce	0,1	0,5	0,3	0,0	0,1	0,1
Conflits familiaux	0,9	0,9	0,9	8,2	2,1	5,1
Santé	0,8	0,6	0,7	2,3	0,8	2,7
Economique	34,1	2,8	18,5	56,9	1,0	28,9
Affectation	1,0	0,4	0,7	4,8	0,0	2,4
Déplacement familial	11,5	9,9	10,7	6,2	0,0	3,1
Autre	14,3	9,7	12,0	9,0	1,5	5,2
Non déclaré	7,9	7,7	7,8	2,3	0,7	1,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Au lieu de demander les motifs de départ de ceux qui sont partis, peut-être serait-il plus intéressant de connaître les raisons du non départ de ceux qui sont restés . Cela permettrait sans doute d'analyser d'autres aspects de la marginalisation socio-économique .

##### 5. Conclusion

Le caractère récent et relativement faible de l'émigration dans l'Extrême-Nord n'exclut pas l'inexistence dans cette province de fortes potentialités d'émigration future, de même que l'ancienneté du mouvement dans l'Ouest ne laisse pas présager d'un recul du phénomène dans un proche avenir . L'évolution future des migrations rurales au Cameroun reste largement tributaire de la politique nationale de développement et particulièrement de la politique d'aménagement du territoire .

L'étude des migrations internes au Cameroun doit privilégier l'analyse des facteurs de celles-ci, l'ampleur et la structure de celles-ci étant relativement bien connues à travers les recensements .

Les deux méthodes d'observation à partir du lieu de départ et du lieu d'arrivée des migrants se complètent . A cet égard, l'enquête du CREDES pourrait se révéler avantageuse . Seul l'approfondissement de l'analyse des données issues de cette enquête pourra le prouver .

BIBLIOGRAPHIE

**BARBIER, (J.C.), COURADE (G), GUBRY (P) - 1978 -**  
L'exode rural au Cameroun .  
Travaux et Documents de l'ISH, n° 11, 113 p.

**BESSAT (C.), TROUVE (J.) - 1982 -**  
L'exode rural des jeunes et les politiques de développement : l'expérience camerounaise  
BIT Genève, 298 p.

**ELA, (J.M.) - 1982 -**  
L'Afrique des villages  
Edition Khartala  
Paris, 228 p.

**DONGMO, (J.L.) - 1974 -**  
L'immigration bamiléké étudiée dans la zone de départ .  
Département de géographie, Université de Yaoundé, 37 p. multigr.

**FRANQUEVILLE, (A.) - 1973 -**  
L'immigration rurale dans le département de la lékié . Contribution à l'étude des relations  
ville-campagne dans le Sud-Cameroun .  
Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines  
Paris, Vol. X, n° 2-3, pp. 151-193 .  
- 1987 : Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le Sud du  
Cameroun.  
- Editions de l'ORSTOM, 646 p.

**GUBRY, (P.), LAMDIEN (B.S.), NGWE, (E.), TCHEGHO, (J.M.) - 1983 -**  
Le questionnaire-descendants, une méthode d'approche de l'exode rural dans les zones de  
départ . Communication à la Chaire Quetelet (6-9 septembre 1983) - U.C.L. Louvain - 15 p.  
multigr.

- 1988 : L'enquête sur la pression démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest  
du Cameroun : Méthodologie .

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN - 1978 -**  
Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976 .  
Volume II, tome 5 . "Migrations internes", 195 p.

LE RENDEMENT INTERNE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

AU CAMEROUN :

LE CAS DE L'UNIVERSITE DE YAOUNDE

par Samuel INACK INACK\*

---

\* Chargé de Recherche au Centre de Recherches Economiques et Démographiques, (CRED), Yaoundé

Le terme rendement est très utilisé en économie agricole ou industrielle . Il signifie le rapport entre la production réalisée sur une unité spéciale ou temporelle et la production totale sur l'ensemble des unités . Ce rendement est généralement exprimé en valeur absolue (ex : on dit que le rendement du cacao est de 5 tonnes à l'hectare) . Cette notion se rencontre aussi en économie de l'éducation, et l'on parlera ainsi de rendement du système éducatif et de formation . Ici on fait référence à l'ensemble des élèves ou étudiants qui atteignent les objectifs assignés à l'institution qui les accueille (admission à un diplôme, à un concours, acquisition des connaissances d'un niveau d'études donné, etc. ) . Le rendement en éducation s'exprime aussi par rapport aux objectifs externes au système éducatif (compétitivité des produits du système sur le marché du travail, temps d'attente d'occupation du premier emploi, etc. ) .

L'université de Yaoundé, sous l'angle du cheminement des étudiants dans les diverses filières, peut être divisée en deux sous-ensembles : le premier sous-ensemble est un secteur fermé (grandes écoles), où après une sélection à l'entrée, la progression des étudiants s'y fait avec de faibles risques d'échec et d'abandon ; le second sous-ensemble ( Facultés: Sciences, Lettres et Sciences Humaines, Droit et Sciences Economiques) est caractérisé par un processus de sélection plus continu avec des déperditions en cours d'études qui atteignent un niveau considérable . Ce dernier sous-ensemble regroupe la majeure partie des étudiants de l'Université (88% en 1987/88) .

Ce phénomène de déperdition bien que connu depuis longtemps, ne fait pas l'objet d'analyses systématiques au Cameroun . Faute d'études en profondeur, les statistiques sur l'Enseignement Supérieur ont toujours été présentées sous forme synchronique : la population universitaire est photographique à un moment donné, ce qui a au moins deux conséquences :

- 1°) les redoublements sont masqués : une population située à un niveau d'études donné est hétérogène en ce sens qu'elle est constituée d'étudiants entrés à des périodes différentes dans le système .
- 2°) les abandons et les migrations en cours d'études sont intégrés dans les statistiques fournies sans que l'on ne puisse mesurer ni leur ampleur ni les niveaux auxquels ils se situent .

Cette présentation ne permet pas d'analyser les déterminants respectivement de la réussite, de l'échec et des abandons . Elle permet seulement de prendre conscience des déperditions en comparant, par exemple, l'effectif des inscrits pour la première fois dans le système au nombre de diplômés observé après le délai théoriquement nécessaire pour obtenir le diplôme . On raisonne donc en termes de stock alors qu'il faudrait le faire en termes de flux . Cette approche transversale est incapable de fournir des enseignements précieux pour une politique de l'Enseignement Supérieur qui nécessite de connaître les variables qui, statistiquement, apparaissent comme responsables de ces phénomènes . Par opposition à cette approche, nous nous proposons d'analyser la population étudiante dans une optique diachronique, c'est-à-dire, à partir de cohortes d'étudiants pour lesquelles on a construit un graphe de cheminement, ce qui permet de mesurer ces phénomènes et constitue un point de passage obligé si l'on veut réduire efficacement les déperditions .

L'objectif du présent article est d'établir le rendement interne dans les établissements de l'Université de Yaoundé . Notre présentation comprendra deux parties : la première sera consacrée à l'exposé de la méthodologie utilisée tandis que les résultats seront abordés dans la seconde .

## I - METHODOLOGIE

L'analyse du rendement interne s'opère traditionnellement selon trois méthodes principales :

- la méthode des cohortes réelles ,
- la méthode des cohortes apparentes ,
- la méthode des cohortes reconstituées .

La méthode des cohortes réelles est celle qui donne les meilleurs résultats . Elle consiste à suivre chaque élève entrant dans le système à l'aide d'un dossier ou d'un numéro . C'est une méthode contraignante, pratiquée avec succès par seulement quelques pays développés comme la Suède et d'autres pays européens .

La méthode des cohortes apparentes est tellement simplificatrice qu'elle perd de son intérêt. Elle est en effet fondée sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de redoublements puisque toute différence constatée entre le nombre d'élèves inscrits dans une classe donnée et celui des élèves inscrits l'année suivante dans la classe immédiatement supérieure est assimilée à des abandons .

La méthode des cohortes reconstituées peut présenter quelque intérêt pour les pays africains à cause de ses exigences limitées en ce qui concerne l'appareil et les données statistiques . Il suffit en effet d'avoir pour chaque classe par année scolaire les effectifs répartis entre promus et redoublants .

Le choix de l'une de ces méthodes est fonction de la possibilité d'avoir ou non des informations sur des cohortes réelles, dont le suivi exige la mise en place d'un dispositif sophistiqué, inaccessible à la plupart des pays africains en l'état actuel des choses .

L'état des statistiques à l'Université de Yaoundé, nous oblige plutôt à utiliser la méthode des cohortes reconstituées à partir de l'année 1979/80 .

Les rendements que nous obtenons à différents niveaux ne sont qu'un indicateur "dynamique", qui traduit une évolution d'effectifs et qui quantifie le flux des élèves et étudiants à l'entrée, au travers du système et à la sortie ; il mesure l'efficacité interne du système comme un des résultats des politiques scolaires mises en oeuvre sans pour autant prétendre exprimer totalement ces résultats (1) . Un autre aspect qui retiendra également notre attention est l'incidence des redoublements et abandons (déperditions) scolaires sur les coûts de production .

Pour mesurer le rendement interne du système, nous présentons ici le modèle qui a été utilisé : la mesure de la scolarisation par rapport à la classe en analyse longitudinale sera la méthode retenue . (2)

Compte tenu du système au Cameroun qui permet au plus deux redoublements (au premier cycle par année), nous retiendrons le modèle avec redoublement , ce qui nous permettra de mieux juger le phénomène de scolarisation dans sa complexité .

---

(1) Deblé, (I.) A. Louis, (A) Botti, (M) et Huynh Cao,  
Coûts et rendements de l'enseignement du second degré dans quatre pays africains d'expression française, Paris, I.F.D.F.S. Tome I analyses

(2) L'intérêt que présente cette analyse a été relativement développé en introduction .

Exposé du modèle (3)

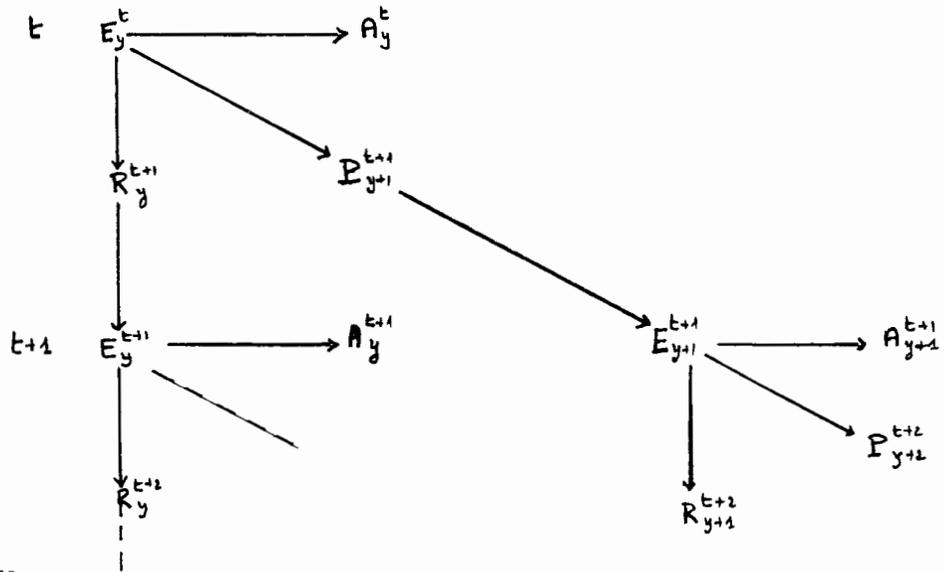
Les effectifs d'une cohorte  $t$  dans une classe  $y$  (soit  $E_y^t$  l'effectif de cette classe au cours de l'année  $t$ ) pourront à la fin de l'année  $t$ , se décomposer en :

- un effectif désigné par  $P_{y+1}^{t+1}$  qui passe en classe supérieure  $y+1$  ;
- un effectif  $R_y^{t+1}$  qui redouble la classe  $y$  ;
- un effectif  $A_y^t$  qui sort de la filière étudiée ou du système

On a toujours :  $E_y^t = P_{y+1}^{t+1} + R_y^{t+1} + A_y^t$

Le schéma d'évolution de la cohorte  $t$  pourrait alors se présenter de la façon suivante :

Année scolaire



etc.

On parvient ainsi à définir trois indices de rendement :

(3) Legaré, (J.) Démonétrie et Planification des ressources humaines, Quebec, Presse de l'Université Laval, 1972, pp. 41-42.

1 - Le taux de promotion : 
$$p = \frac{P_{y+1}^{t+1}}{E_y^t}$$

2 - Le taux de redoublement : 
$$r = \frac{R_y^{t+1}}{E_y^t}$$

3 - Le taux d'abandon : 
$$a = \frac{A_y^t}{E_y^t}$$

avec  $p+r+a = 1$

Suivant une optique non formalisée, on peut définir (4) :

- Le taux de promotion comme le rapport entre le nombre de nouveaux inscrits (ou promus) observés dans une classe, et les effectifs globaux de la classe immédiatement inférieure, un an auparavant ;
- Le taux de redoublement indique le rapport entre le nombre des redoublants observés dans une classe et les effectifs globaux de la même classe, un an auparavant ;
- Le taux d'abandon est le rapport entre le nombre d'abandons observés dans une classe et les effectifs globaux de la même classe, un an auparavant.

Pour mesurer l'incidence des déperditions sur les coûts, la méthodologie suivante a été adoptée (5) :

I représente l'effectif de départ ;

$P_1, P_2$  ..... les taux moyens de promotion observés ;

$P_1, P_2$  ..... les nombres des promus ;

$r_1, r_2$  ..... les taux moyens de redoublement observés ;

$R_1, R_2$  ..... les nombres d'années-élèves conservés au redoublement ;

$a_1, a_2$  ..... les taux moyens d'abandon calculés par différence, à chaque niveau

$A_1, A_2$  ..... les nombres d'abandons ;

$T_1, T_2$  ..... les nombres d'années-élèves effectuées à chaque niveau ;

---

(4) Labrousse (A.) Perrot (P.) "Les déperditions scolaires : Présentation d'une méthode simplifiée pour analyser le mouvement des effectifs et calculer l'incidence des déperditions sur les coûts" in Cahier de l'I.I.P.E. n° 24, Paris, UNESCO, p.8 et suiv., Octobre 1971.

(5) Blot (D.) Les déperditions d'effectifs scolaires : analyse théorique et applications. Paris, IEDES, Juillet 1964, I.I.P.E. : Publications diverses.

Les calculs de T, P, R et A s'effectuent de la manière suivante :

$$1) \quad T_1 = \frac{I}{1-r_1} \quad ; \text{ et en général, on peut écrire que :}$$

$$T_i = \frac{P}{1-r_i} \quad \text{avec } i = 1, 2, 3, \dots m$$

$$2) \quad P_i = T_i \times p_i \quad \text{avec } i = 1, 2, 3, \dots m$$

$$3) \quad R_1 = T_1 - I \quad \text{et on a de façon générale :}$$

$$R_i = T_i - P_i \quad \text{avec } i = 2, 3, \dots m$$

$$4) \quad A_1 = I - p_1$$

$$A_i = P_i - P_{i+1} \quad \text{avec } i = 2, 3, \dots m$$

Le rapport entre le nombre minimum et le nombre réel d'années-élèves est un indicateur de la rentabilité du système, et est donné par la formule suivante, pour un cycle de n années :

$$\text{Indice de rentabilité} = \frac{S \times n}{\sum_{i=1}^n T_i}$$

L'inverse de ce rapport fournit le coefficient d'augmentation du coût théorique (6), c'est-à-dire le coefficient par lequel il faut multiplier le coût théorique de formation d'un élève dans un cycle donné, pour obtenir le coût réel de formation. D'où on a :

$$C = c \times n \frac{\sum_{i=1}^n T_i}{S \times n} = c \times \frac{\sum_{i=1}^n T_i}{S}$$

Où : S désigne le niveau de production e nombre d'élèves formés,  
c est le coût moyen de l'année-élève.

A partir de la structure des différents taux sur une filière donnée, il est possible d'effectuer des projections de sortants. Ainsi pour une filière quelconque i, si l'on désigne par  $P_i^j$ ,  $r_i^j$ ,  $a_i^j$  respectivement, le taux de promotion de la filière i à l'année d'étude j, le taux de redoublement de la filière i à l'année d'étude j et le taux d'abandon de la filière i à l'année d'étude j, ils constituent un vecteur  $X = (P_i^j, r_i^j, a_i^j)$ .  $E_i^t$  étant le vecteur effectif estimé de la première année de la filière i à l'année t tel que :  $E_1^t = r_i^t E_1^{t-1} + E_0$  où  $E_0$  désigne le vecteur effectif des nouveaux promus en première année de la filière i. Pour une filière qui compte n années d'études, le vecteur effectif en deuxième année en t + 1 est :

$$E_2^{t+1} = r_i^2 E_2^t + p_i^1 E_1^t$$

En troisième année en t+2, on a :

$$E_3^{t+2} = r_i^3 E_3^{t+1} + p_i^2 E_2^{t+1}$$

En j année en t+j-1, on a :

$$E_j^{t+j-1} = r_i^j E_j^{t+j-2} + p_i^{j-1} E_{j-1}^{t+j-2}$$

En nième année en t+n-1 on a :

$$E_n^{t+n-1} = r_i^n E_n^{t+n-2} + p_i^{n-1} E_{n-1}^{t+n-2}$$

Le point sur la méthodologie étant fait, quels résultats peut-on tirer sur la situation concrète des établissements de l'Université de Yaoundé ?

## II - RESULTATS

Ils sont présentés par Facultés ou Ecoles et d'après les sections que l'on retrouve dans ces différentes institutions universitaires.

### A) ANALYSE DE COHORTE

#### 1\* Les Facultés

La Faculté de Droit et des Sciences Economiques (F.D.S.E.)

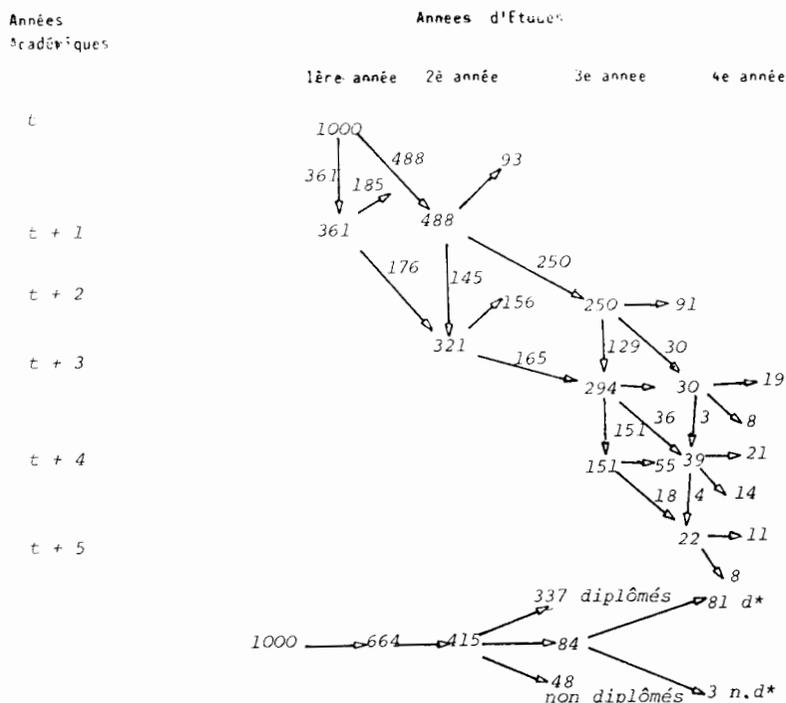
Le rendement interne à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n° 1 : Taux de rendement interne par section et par année d'études en F.D.S.E. (suite)

TAUX %	SECTIONS	ANNEE D'ETUDES			
		1ère Année	2ème Année	3ème Année	4ème Année
PROMOTION	Droit	48,8	51,3	48,5	48,3
	Sc. Eco.	62,9	59,7	77,9	92,5
	Total	55,9	52,7	65,8	90,4
REDOUBLEMENT	Droit	36,1	29,7	51,2	1,2
	Sc. Eco.	28,8	39,2	22,1	0,5
	Total	32,4	35,1	34,2	0,9
ABANDON	Droit	15,1	19,0	0	0
	Sc. Eco.	8,3	1,1	0	0
	Total	11,2	0	0	0

L'analyse prend pour référence une cohorte de 1000 étudiants inscrits en première année (ou en début d'un cycle) à l'année t. D'après le tableau ci-dessus, il est possible de reconstituer l'évolution de deux cohortes (Juristes, et Economistes).

Evolution de la cohorte des Juristes



Ainsi sur 1000 étudiants de la section droit en 1ère année, 250 atteignent la troisième année sans redoubler, et il en sort 121 licenciés, dont 30 seront retenus pour le cycle de maîtrise et plus tard 8 seulement accéderont au cycle de Doctorat. En tenant compte des redoublements antérieurs, sur 1000 au départ 415 arrivent en troisième année, d'où il sort 337 licenciés parmi lesquels 84 sont retenus au cycle de maîtrise et plus tard 30 accéderont au cycle de doctorat.

Le nombre d'années-étudiants utilisés, redoublements y compris, est de 2865 pour conduire la formation en troisième année ; ce qui correspond à un rapport de 6,90 (années-étudiants/nombre d'étudiants ayant atteint la 3ème année). Il faut 1738 années-étudiants pour amener la promotion jusqu'en troisième année sans redoublement soit un coût de 6,95 années-étudiants. Pour produire un licencié en Droit, il faut 8,5 années-étudiants au lieu de 3 théoriquement ; en faisant abstraction des redoublements, il faut 14,3 années-étudiants. Le rapport du nombre d'années-étudiants utilisées au nombre d'années-étudiants théoriquement nécessaires est respectivement de 2,83 et 4,76. Pour conduire la promotion en quatrième année il faut une dépense de 2956 années-étudiants.

Ainsi pour un diplômé de quatrième année (maîtrise) le prix à payer est de 36,4 années-étudiants avec redoublement au lieu de 4 théoriquement nécessaires, et sans redoublement, le prix passe à 65,4. Le rapport entre le nombre d'années-étudiants théoriquement est respectivement de 9,12 et 16,35.

(8) d signifie diplômé et n.d. non diplômé.



b) La Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (F.L.S.H.)

S'agissant du rendement interne de la FLSH, il se présente de la façon suivante :

Tableau n° 2 : Taux de rendement interne par section et par année d'études en F.L.S.H.

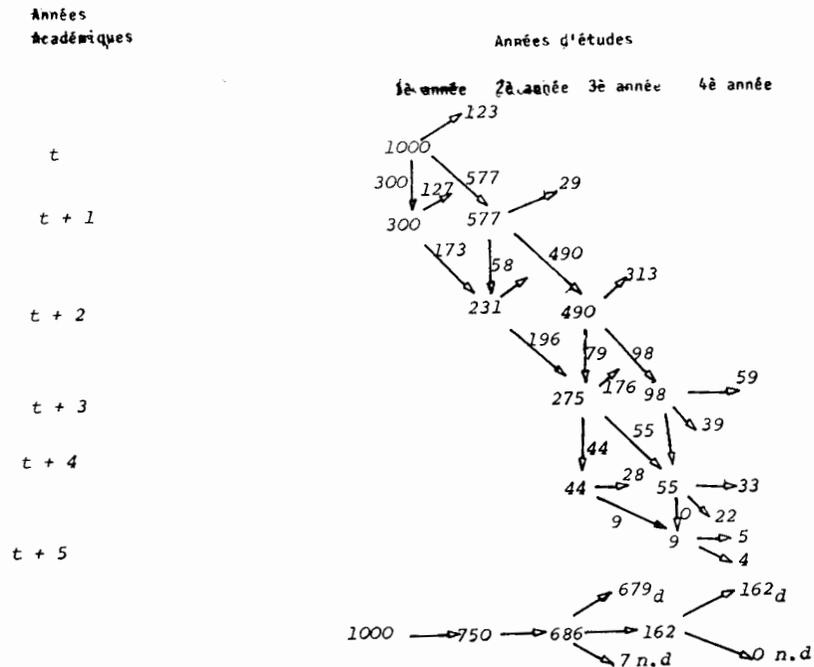
TAUX (%)	ANNEES D'ETUDES				
	Sections	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
PROMOTION	Lettres	57,7	85,0	84,0	100
	Sc. Hum.	42,5	66,4	81,0	100
REDOUBLEMENT	Lettres	30,0	10,0	16,0	0,0
	Sc. Hum.	40,0	23,0	19,0	0,0
ABANDON	Lettres	12,3	5,0	0,0	0,0
	Sc. Hum.	17,5	5,6	0,0	0,0

A partir des données du tableau n° 2, nous pouvons reconstituer l'évolution de deux cohortes (Lettres, Sciences Humaines) .

Ainsi de 1000 étudiants en première année Lettres, 490 atteignent la troisième année sans redoublements, d'où il sort 411 licenciés .

Des 411 licenciés, le cycle de maîtrise va enregistrer 98 étudiants issues parmi lesquels 39 étudiants sont admis au cycle de doctorat . Avec les redoublements, sur 1000 étudiants en première année, 686 atteignent la troisième année d'où il sort 679 diplômés, 162 étudiants accèdent en maîtrise et sortent tous diplômés .

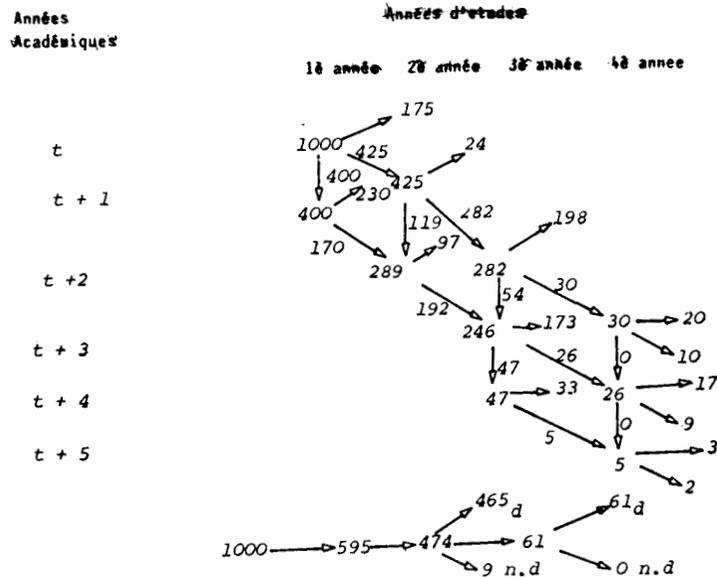
Evolution de la cohorte "Lettres"



Les coûts en années-étudiants sont 2436 et 2598 pour conduire la promotion en troisième et quatrième année respectivement avec redoublements . Sans redoublement, la situation est de 2067 années-étudiants pour la troisième année et 2165 pour la quatrième année . Pour un diplômé, il faut pour une licence 3,58 années-étudiants et pour une maîtrise 16,03 années-étudiants, dans le premier cas et 5,02, 22,09 pour la licence et la maîtrise respectivement dans le second cas .

Le rapport entre le nombre d'années-étudiants utilisées et le nombre d'années-étudiants théorique est de 1,19 pour la licence et 4,00 pour la maîtrise avec redoublements et 1,67, 5,52 pour la licence et la maîtrise respectivement sans redoublement .

Evolution de la cohorte "Sciences Humaines"



Quant à la section Sciences Humaines, sur 1000 étudiants en première année 282 atteignent la troisième année pour 228 licenciés, 30 continuent en quatrième année, et 10 accèdent en 1<sup>ère</sup> année de doctorat sans redoublements . En tenant compte des redoublements antérieurs, on a 1000 étudiants en première année, 474 en troisième année d'où sortent 465 licenciés . En maîtrise, et en doctorat on comptera 61 et 21 étudiants respectivement .

Les dépenses en termes d'années-étudiants avec redoublements s'élèvent à 2689 pour atteindre la troisième année et 2750 pour la quatrième année . Par diplômé le prix de revient en années-étudiants est de 5,76 pour la licence et 45,08 pour la maîtrise . Sans redoublements on a respectivement 1707 et 1737 années-étudiants pour conduire la promotion en troisième année . Le prix de revient en années-étudiants est de 7,48 pour la licence et 57,90 pour la maîtrise .

En mesurant le ratio, coût effectif/coût théorique, on trouve 1,92 pour la licence et 11,27 pour la maîtrise dans la première hypothèse (avec redoublements) . Dans la seconde hypothèse on a plutôt 2,49 pour la licence et 14,47 pour la maîtrise . En comparant les deux sections, on se rend compte que les rendements sont bien meilleurs en Lettres qu'en Sciences Humaines . Cette situation explique certainement la forte demande pour les études en Lettres que l'on rencontre aujourd'hui .

c) Faculté des Sciences (FS)

Les rendements internes à la faculté des Sciences se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau n° 3 : Taux de rendement interne par section et par année d'études en Faculté des Sciences .

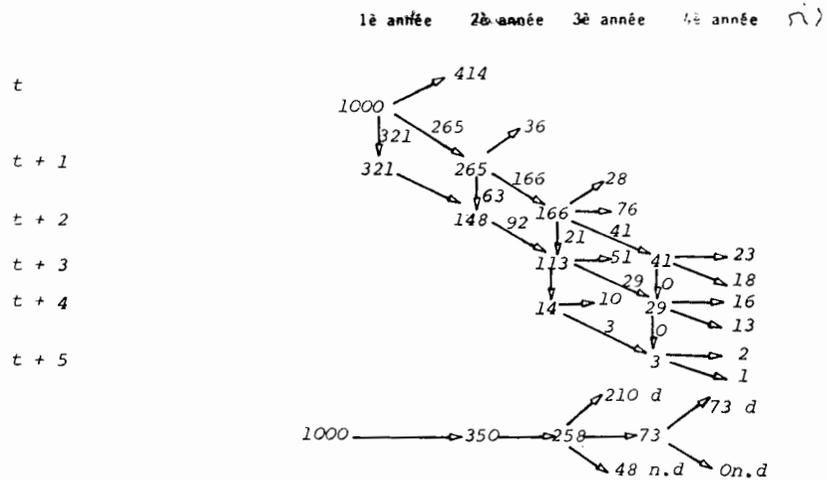
TAUX (%)	Sections	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
PROMOTION	Maths-Phys.Ch.	26,5	62,5	70,7	100,0
	Sciences Naturelles	20,0	54,6	70,4	100,0
REDOUBLEMENT	Maths-Phys.Ch.	32,1	23,6	12,5	0,0
	Sciences Naturelles	41,3	32,5	10,7	0,0
ABANDON	Maths-Phys.Ch.	41,4	13,9	16,8	0,0
	Sciences Naturelles	35,7	12,9	10,9	0,0

A partir de ce tableau, on peut reconstituer l'évolution de deux cohortes (Mathématique-Physique ; Sciences Naturelles) .

Evolution de la cohorte "Mathématique-Physique-Chimie"

Années  
Académiques

Années d'études



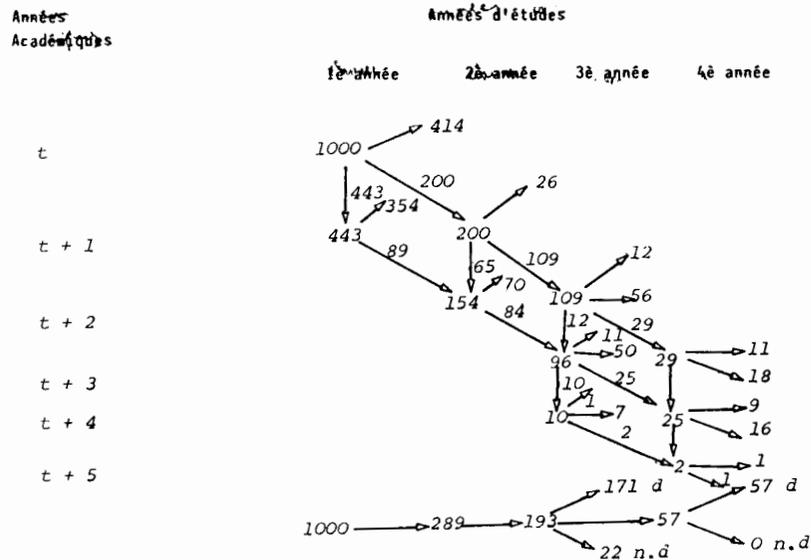
Ainsi sur 1000 étudiants en première année de Mathématique et Physique, 166 atteignent la troisième année, parmi lesquels sortent 104 licenciés, 41 étudiants continuent en maîtrise dont 18 s'inscriront en doctorat sans redoublements. Avec les redoublements, de 1000 étudiants en première année Mathématique et Physique, 258 atteignent la troisième année, et l'on obtient 210 licenciés. Dans les cycles de maîtrise et de doctorat on va enregistrer respectivement 73 et 36 inscrits.

En tenant compte des redoublements, les dépenses en années-étudiants s'élèvent à 2027 pour amener la promotion jusqu'en troisième année et 2100 jusqu'en quatrième année. Par diplômé, il faut ainsi 9,60 années-étudiants pour obtenir une licence et 28,70 années-étudiants pour une maîtrise. Le ratio coût effectif/coût théorique est de 3,20 pour une licence et 7,17 pour une maîtrise.

Sans redoublements l'investissement en années-étudiants est respectivement de 1431 et 1472 pour atteindre la troisième et la quatrième année. Il se dégage par conséquent un coût de 13,75 années-étudiants pour une licence et 35,90 années-étudiants pour une maîtrise. Le ratio coût effectif/coût théorique est de 4,58 pour une licence et 8,97 pour une maîtrise.

Dans la section Sciences Naturelles, on trouve que sur 1000 étudiants en première année, 109 seulement arrivent en troisième année sans redoubler d'où sortent 63 licenciés. Compte tenu des faibles taux de passage dans les cycles de maîtrise et de doctorat, on a 29 étudiants en maîtrise et 18 en doctorat. Si l'on prend en considération, les redoublements antérieurs, de 1000 étudiants en première année 192 atteignent la troisième année où sortent 171 licenciés, 57 étudiants atteignent la quatrième année avec 100% de succès à la sortie.

Evolution de la cohorte "Sciences Naturelles"



Les investissements en années-étudiants sont de 2012 jusqu'en troisième année, et 2069 jusqu'en quatrième année avec les redoublements . Ces investissements passent à 1309 jusqu'en troisième année et 1338 jusqu'en quatrième année sans redoublements . Par diplôme (licence et maîtrise) on a respectivement 12,09 et 36,29 années-étudiants dans le premier cas . Dans le second cas, on a 15,40 années-étudiants pour une licence et 46,13 années-étudiants pour une maîtrise . Le ratio coût effectif/coût théorique qui en découle est de 4,03 pour une licence et 9,07 pour une maîtrise dans la première hypothèse (avec redoublement) . Dans la seconde hypothèse, on a 5,13 pour une licence et 11,53 pour une maîtrise . Par comparaison, on établit que la section Sciences Naturelles connaît plus de déperditions que la section Mathématique et Physique . La racine du mal repose sur les taux d'encadrement relativement faibles dans la section .(9)

Les résultats exposés sont certainement les conséquences de l'évolution des effectifs dans les facultés de l'Université de Yaoundé dont la croissance est très élevée par rapport au moyens (humains, matériels, financiers) nécessaires pour son bon fonctionnement . On note par exemple une tendance à la baisse du taux d'encadrement des étudiants, qui a pour conséquences des faibles rendements internes . Cependant l'on note quelques différences entre les trois facultés . Dans un ordre décroissant on a :

- La faculté de Lettres et des Sciences Humaines ;
- La faculté de Droit et des Sciences Economiques ;
- La faculté des Sciences .

## 2) Les Grandes Ecoles

La méthodologie appliquée aux Grandes Ecoles fait ressortir les résultats ci-après :

### a) L'Ecole Normale Supérieure (ENS)

Le rendement interne à l'ENS est le suivant :

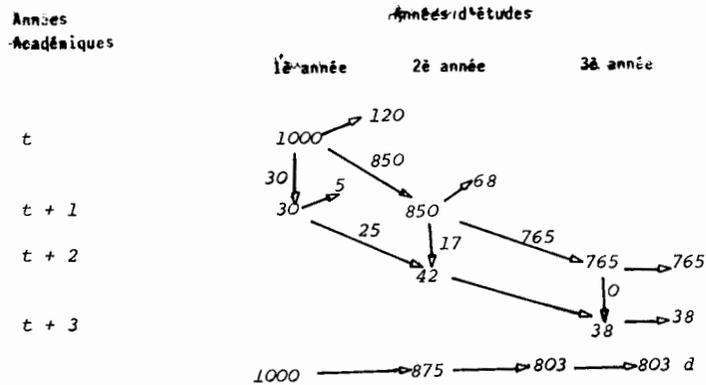
A partir du tableau n° 4 ci-dessous, nous pouvons reconstituer les deux cohortes (Lettres et Sciences Humaines, Sciences) de l'Ecole Normale Supérieure.

Tableau n° 4 : Taux de rendement interne par section et par année d'études à l'Ecole Normale Supérieure

TAUX (%)	Sections	ANNEES D'ETUDES				
		1ère année	2ère année	3ème année	4ème année	5ème année
PROMOTION	Lettres et Sc.Hum.	85,0	90,0	100,0	100,0	100,0
	Sciences	75,4	80,0	86,6	90	95,0
REDOUBLEMENT	Lettres et Sc.Hum.	4,0	2	0,0	0,0	0,0
	Sciences	11,6	15,3	13,4	10	5,0
ABANDON	Lettres et Sc.Hum.	12,0	8,0	0	0,0	0,0
	sciences	13,0	4,7	0	0,0	0,0

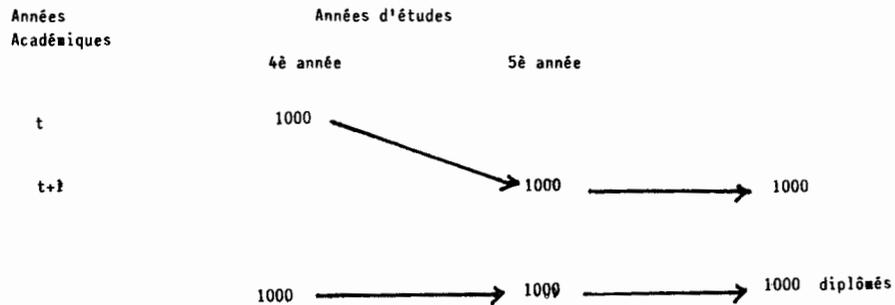
(9) En effet, le ratio étudiants/enseignements est de 32 contre 14 pour la section mathématique physique et chimie en 1984/85 .

Evolution de la cohorte "Lettres et Sciences Humaines" (1er Cycle)



Ainsi sur 1000 élèves en première année Lettres et Sciences Humaines, 803 atteignent la troisième année où tous sortent diplômés . En termes d'années-élèves, on a investi 2725 pour que la promotion arrive la troisième année . Par diplômé, le prix en années-élèves est de 3,3 ce qui donne un ratio coût effectif/coût théorique de 1,13 . Sans redoublement on a, sur 1000 élèves en première année, 765 qui atteignent la troisième année et obtiennent le diplôme. L'investissement en années-élèves est de 2615, ce qui donne un coût par diplômé de 3,41 années-élèves . Le ratio coût effectif/coût théorique est aussi de 1,13 .

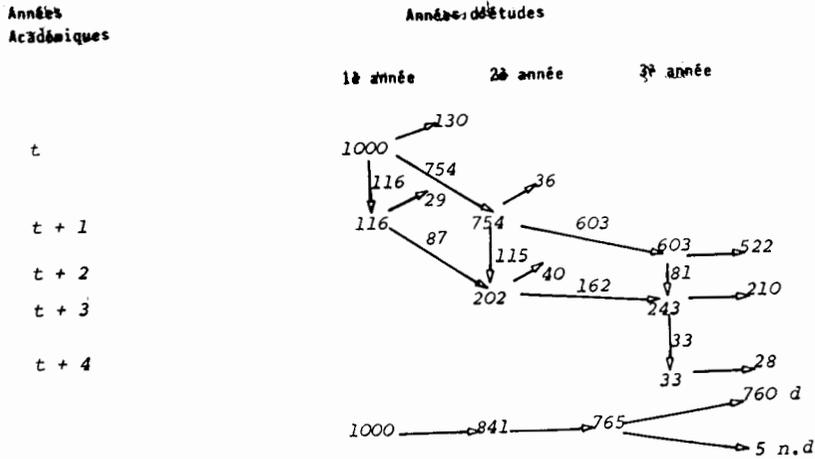
Evolution de la cohorte "Lettres et Sciences Humaines" (2<sup>ème</sup> Cycle)



Ce cycle fonctionne à son optimum car les taux de promotion sont de 100%, d'où pour les deux ans on a investi 2000 années-élèves, ce qui donne un coût de 2 années-élèves par diplômé . Le problème à relever ici est celui de la qualité des produits formés . (10)

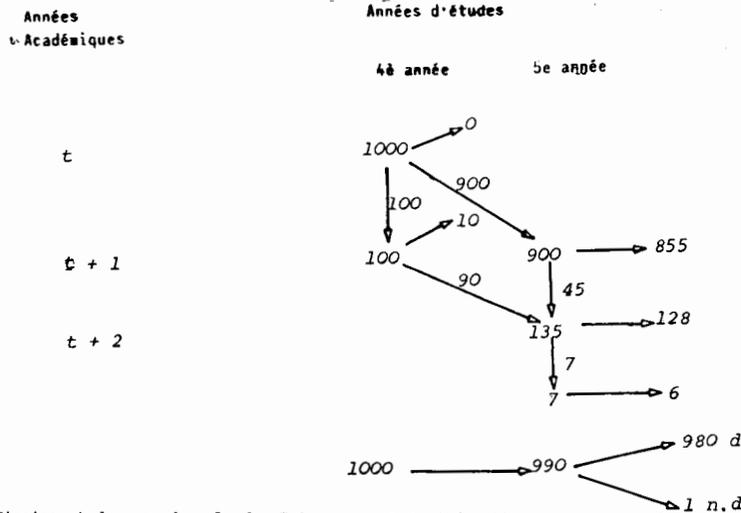
(10) Le problème de la qualité des produits de l'enseignement supérieur au Cameroun est un thème de recherche qui devra compléter celui de la quantité qui est l'objet du présent article .

Evolution de la cohorte "Sciences" (1er Cycle)



Sur 1000 élèves en première année des sciences, 765 atteignent la troisième année et 760 sortent diplômés. Les 765 élèves auront coûtés 2951 années-élèves, soit 3,8 années-élèves par diplômé. Le ratio coût effectif/coût théorique est de 1,26. Sans redoublements, sur 1000 élèves en première année 603 atteignent la troisième année. Le coût engagé en années-élèves est de 2357, soit un coût unitaire du diplôme de 4,51. Le ratio coût effectif/coût théorique est de 1,50.

Evolution de la cohorte "Sciences" (2<sup>e</sup> Cycle)



S'agissant du second cycle des Sciences, celui-ci fonctionne presque qu'à son optimum car le taux de déperdition est faible (11 élèves seulement n'obtiennent pas de diplôme sur 1000 en considérant les redoublements). On note cependant dans l'hypothèse sans redoublements, que le coût unitaire de production du diplômé est de 2,22 années-élèves pour un total de 1900 années:élèves investies. Le ratio coût effectif/coût théorique est de 1,11.

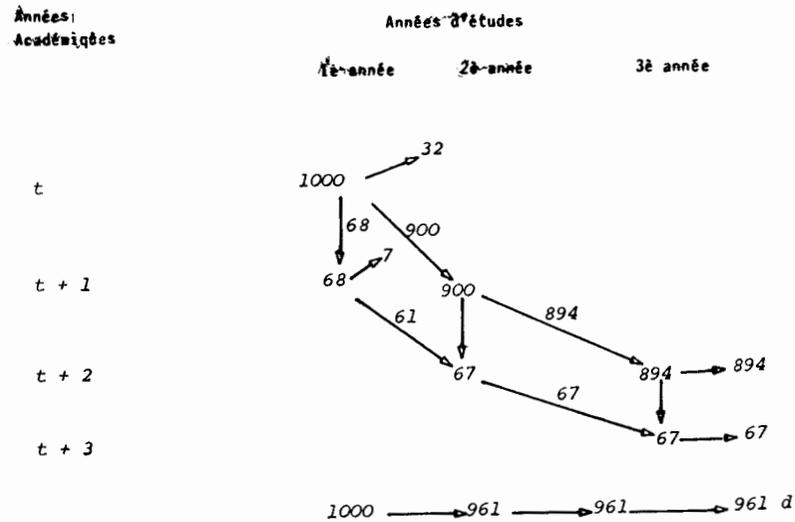
b) L'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP)

Le tableau ci-dessus permet de reconstituer les cohortes des deux cycles de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique .

Tableau n° 5 : Taux de rendement interne par cycles et par année d'études à l'Ecole Nationale Supérieure

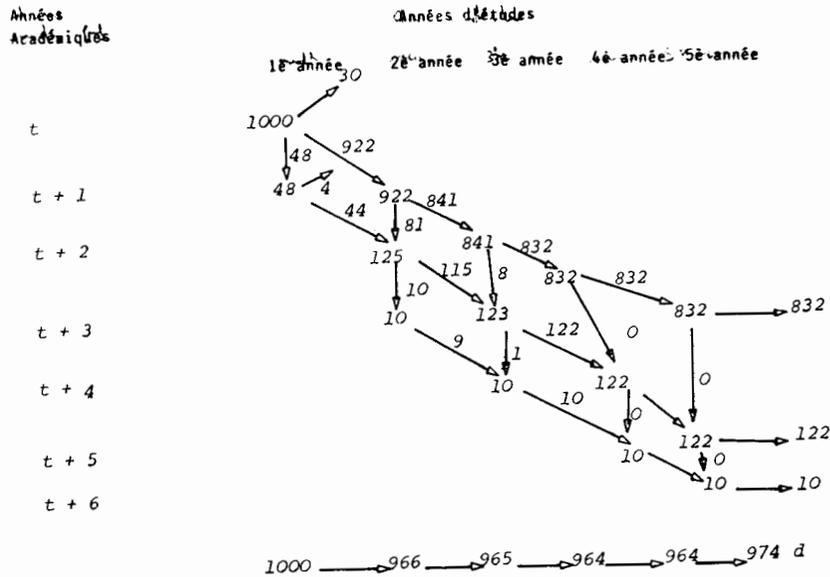
TAUX %	Cycles	ANNEES D'ETUDES				
		1ère année	2ème année	3ème année	4ème année	5ème année
PROMOTION	Court	90,0	99,4	100	-	-
	Long	92,2	92,2	99,0	100	100
REDOUBLEMENT	Court	6,8	0,6	0	-	-
	Long	4,8	8,7	1,0	0,0	0,0
ABANDON	Court	3,2	0,0	0,0	-	-
	Long	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Evolution de la cohorte "cycle court"



De 1000 élèves en première année du cycle court, 961 atteignent la troisième année et tous sortent diplômés, (en tenant compte des redoublements) . La dépense en années-élèves se chiffre ici à 2996, soit une moyenne de 3,11 années-élèves par diplômé . Le ratio coût effectif/coût théorique est de 1,03 . Sans redoublements, sur 1000 élèves 894 arrivent en troisième année et obtiennent le diplôme pour un total de production de 2794 années-élèves . Pour un diplôme, le coût unitaire est de 3,12 soit un ratio coût effectif/coût théorique de 1,04 .

Evolution de la cohorte "cycle long"



De 1000 élèves en première année du cycle long, 964 arrivent en cinquième année avec redoublement, et sortent diplômés . Le nombre moyen d'années-élèves investies par diplômé est de 5,19, soit un ratio coût effectif/coût théorique de 1,03 . L'hypothèse sans redoublements donne sur 1000 élèves en première année, 832 en cinquième année pour 832 diplômés . Le ratio coût effectif/coût théorique est de 1,06 pour un coût unitaire par diplôme de 5,32 années-étudiants .

c) **Le Centre Universitaire des Sciences de la santé (CUSS)**

Le rendement interne au CUSS, à l'image des autres Grandes Ecoles, ne présente pas d'importantes déperditions .

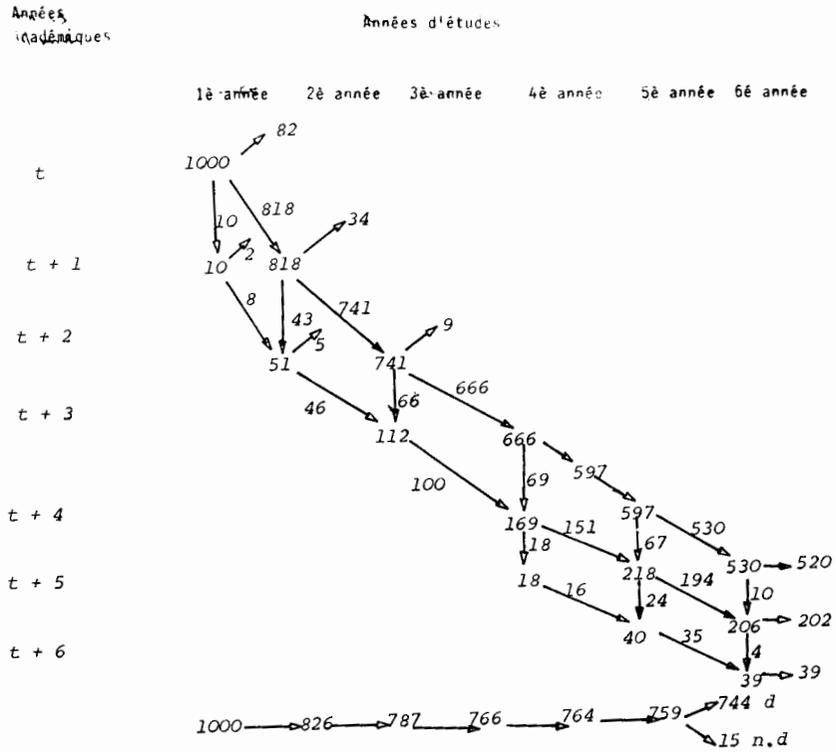
Tableau n° 6 : Taux de rendement interne par années d'études au CUSS

Taux %	ANNEES D'ETUDES					
	1 <sup>è</sup> année	2 <sup>è</sup> année	3 <sup>è</sup> année	4 <sup>è</sup> année	5 <sup>è</sup> année	6 <sup>è</sup> année
Promotion	81,8	90,6	89,9	89,6	88,9	98,0
Redoublement	10,0	5,3	8,9	10,4	11,1	20,0
Abandon	8,2	4,1	1,2	0	0	0

A partir de ce tableau, la cohorte suivante a été reconstituée comme indiquée à la page suivante .

Ainsi sur 1000 élèves en première année d'études médicales 530 atteignent la sixième année et 520 obtiennent leurs diplômes sans redoublement . Avec les redoublements, on a sur 1000 élèves en première année, 759 qui atteignent la sixième année, et il en sort 744 diplômés . Le coût total de formation en années-élèves est de 4352, soit un coût unitaire élève diplômé de 8,36 . Le coût total de formation dans l'hypothèse avec redoublement, est de 5215 années-élèves, soit un coût unitaire élève diplômé de 7,00 . Il se dégage un ratio coût effectif/coût théorique pour la seconde hypothèse de 1,39 et 1,16 respectivement .

Evolution de la cohorte des étudiants en médecine



d) L'Ecole Supérieure des Sciences et Technique de l'Information (ESSTI) .

Au plan rendement interne, l'ESSTI ne connaît pas de redoublement, mais plutôt des exclusions en première et deuxième années .

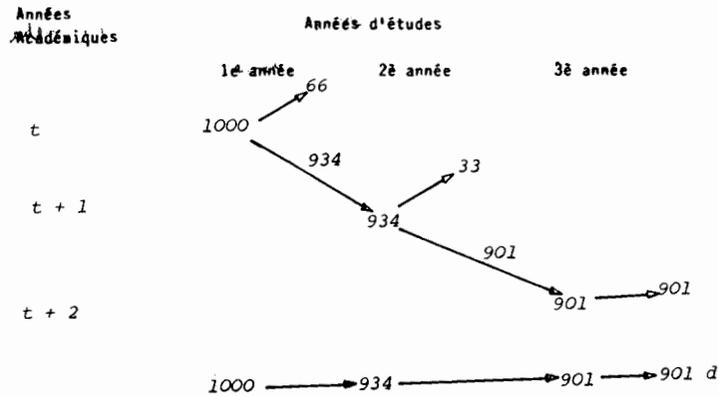
Tableau n° 7 : Taux de rendement interne par année d'études à l'ESSTI .

TAUX %	ANNEES D'ETUDES		
	1ère année	2ème année	3ème année
Promotion	93,4	96,4	100
Redoublement	0,0	0,0	0,0
Abandon	6,6	3,5	0,0

De ce tableau, on peut reconstituer la cohorte de journalistes généralistes comme indiqué ci-après .

On peut constater que sur 1000 élèves en première année, 901 arrivent en troisième année et tous en sortent diplômés . Le nombre d'années-élèves investies s'élèvent à 2835, soit une moyenne de 3,14 années-élèves par élève diplômé . Le ratio coût effectif/coût théorique que l'on tire de ces résultats est de 1,04 .

Evolution de la cohorte des étudiants journalistes généralistes



e) L'Institut des Relations Internationales du Cameroun . (IRIC)

Les résultats dégagés à la fin de chaque année montre un taux de déperdition (redoublements plus abandons) égal à zéro pour les trois années d'études, d'où un taux de promotion égal constamment à 100% . Ainsi on peut noter que sur 1000 élèves au départ, tous atteignent la troisième année et obtiennent le titre de docteur de troisième cycle en relations internationales . Comme on peut le constater, les taux de rendements internes varient d'une école à l'autre . Dans ces conditions, on pourrait classer par ordre décroissant des taux de rendement, l'IRIC, l'ENSP, l'ESSII, l'ENS, le CUSS . Par rapport aux facultés de l'Université de Yaoundé, les Grandes Ecoles présentent des taux de rendements internes plus élevés . Cette situation est la conséquence de la sélection qui s'opère à l'entrée de ces écoles, ainsi que des taux d'encadrement qui sont très bons sur le plan quantitatif.

Les rendements n'étant pas toujours à l'optimum, quelle est l'incidence des déperditions sur les coûts ?

B) INCIDENCE DES DEPERDITIONS SUR LES COÛTS

Sous l'angle économique, on doit se poser la question de l'incidence financière des phénomènes de redoublements et de départs sur les coûts de productions de la fonction éducative en 1984/85 .

Pour mettre en évidence les indicateurs de rentabilité annoncés dans la partie méthodologique, pour une simplification plus grande, on posera :

Si  $C_0$  désigne le coût théorique dans le cycle,  $C_1$  le coût normal sans redoublement et  $C_2$  le coût normal avec redoublements dans le cycle, on a :

$$- C_1 = k_1 C_0 \quad \text{avec } k_1 = 1 + r_1$$

$$- C_2 = k_2 C_0 \quad \text{avec } k_2 = 1 + r_2$$

Les indicateurs  $k_1$  et  $k_2$  sont appelés coefficients de dilatation du coût théorique (ou coefficient d'augmentation du coût théorique) pour cause de déperditions d'effectifs . Les indicateurs  $r_1$  et  $r_2$  représentent les taux d'accroissement du coût unitaire de formation liés aux déperditions d'effectifs . Les indices de rentabilités sont  $i_1$  et  $i_2$  avec :

$$i_1 = \frac{1}{k_1} \quad \text{et} \quad i_2 = \frac{1}{k_2}$$

Les meilleurs indicateurs pour les indices de rentabilités, et coefficients de dilatation sont voisins de 1 négativement pour les premiers et positivement pour les seconds, ce qui correspond à des taux d'accroissement voisins de 0.

$$\text{En effet, si } k_1 = 1 \text{ alors } 1 + r_1 = 1 \quad \text{d'où} \quad r_1 = 0$$

$$\text{De même si } k_2 = 1 \text{ alors } 1 + r_2 = 1 \quad \text{d'où} \quad r_2 = 0$$

le tableau n° 8 qui ressort la situation des indicateurs de rentabilité et de dilatation calculés pour la Faculté des Droits et Sciences Economiques et pour la Faculté des Lettres et Sciences Humaines .

a) Faculté de Droits et Sciences Economiques :

- \* pour la licence en Droit on a un indice de rentabilité de 0,21 (resp. 0,35 avec redoublements) et un coefficient de dilatation de 4,76 (resp. 2,83 avec redoublements) ; la licence en Sciences Economiques présente un indice de rentabilité de 0,43 (resp. 0,58) et un coefficient de dilatation de 2,28 resp. 1,70) ;
- \* pour la maîtrise en Droit, à cause de la forte selection dans ce cycle, l'indice est de 0,06 (resp. 0,10) et le coefficient de dilatation de 16,35 (resp. 9,12) ; s'agissant de la maîtrise en Sciences Economiques, la situation est presque identique avec 0,06 (resp. 0,09) et coefficient de dilataion de 15,45 (resp. 10,85) .

b) **Faculté des Lettres et Sciences Humaines :**

- pour la licence en Lettres, l'indice de rentabilité est de 0,59 (resp. 0,84) et le coefficient de dilataion de 1,67 (resp. 1,19) ; La licence en Science Humaines à un indice de rentabilité de 0,40 (resp. 0,52) et un coefficient de dilatation de 2,49 (resp. 1,92) ;
- \* La maîtrise en Lettres présente un indice de rentabilité de 0,18 (resp. 0,25) et un coefficient de dilatation de 5,52 (resp. 4,00) ; Pour la maîtrise en Sciences Humaines, l'indice de rentabilité est de 0,06 (resp. 0,0) et le coefficient de dilatation de 14,47 (resp. 11,27) .

Dans le tableau 9, il est fait état de ces indicateurs calculés pour la Faculté des Sciences et pour l'Ecole Normale Supérieure ainsi qu'il suit :

a) **Faculté des Sciences :**

- \* pour la licence en Sciences Naturelles, l'indice de rentabilité est de 0,19 (resp. 0,24) et le coefficient de dilatation de 5,13 (resp. 4,03) ; pour la licence de Mathématiques-physique on a un indice de rentabilité de 0,21 (resp. 0,31) et un coefficient de dilatation de 4,58 (resp. 3,20) ;
- \* pour la maîtrise en Science Naturelles présente l' indice de rentabilité est de 0,08 (resp. 0,11) et le coefficient de dilatation de 11,53 (resp. 9,07) ; pour la maîtrise de Mathématique-physique l' indice de rentabilité est de 0,11 (resp. 0,13) et le coefficient de dilatation de 8,97 (resp. 7,17) .

b) **Ecole Normale Supérieure :**

pour un DIPCEG en Sciences, l'indice de rentabilité est de 0,66 (resp. 0,79) et le coefficient de dilatation de 1,50 (resp. 1,26) ; pour un DIPCEG en Lettre et Sciences Humaines, l'indice de rentabilité est de 0,88 (resp. 0,88) et le coefficient de dilatation de 1,13 (resp. 1,13) ; pour un DIPLEG en Science, l' indice de rentabilité est de 0,90 (resp. 1,00) et le coefficient de dilatation de 1,11 (resp. 1,00) ; Pour un DIPLEG en Sciences Humaines, les indicateurs sont à leur optimum, soit 1,00 .

D'après le tableau 10 qui donne les indicateurs à l'ENSP, au CUSS, à l'ESSTI et à l'IRIC la situation est la suivante :

pour un diplôme d'Ingénieur des Travaux à l'ENSP, l'indice de rentabilité est de 0,96 (resp. 0,97) pour un coefficient de dilatation de 1,04 (resp. 1,03) et pour un diplôme d'Ingénieur de Conception, l'indice de rentabilité est de 0,94 (resp. 0,97) pour un coefficient de dilatation de 1,06 (resp. 2,03) .

Au CUSS, le doctorat en médecine présente un indice de rentabilité de 0,71 (resp. 0,86), ce qui correspond à un coefficient de dilatation de 1,39 (resp. 1,16) .

Le diplôme de journaliste généraliste à l'ESSTI, a un indice de rentabilité de 0,86 et un coefficient de dilatation 1,04 .

Enfin, le doctorat en relations internationales à l'IRIC a ses indicateurs à l'optimum, soit 1,00 .

Tableau 8 : Incidences des déperditions sur les coûts (indice de rentabilités, coefficient de dilatation et taux d'accroissement) .

TYPE DE DIPLOME	(a) coût théo- rique x1000	(b) coût normal (1) x1000	(c) coût normal (2) x1000	r <sub>1</sub>	r <sub>2</sub>	k <sub>1</sub>	k <sub>2</sub>	i <sub>1</sub>	i <sub>2</sub>
Licence en Droit	147,0	699,7	416,0	3,76	1,83	4,76	2,83	0,21	0,35
Licence Sc. Eco.	147,0	355,1	249,9	1,28	0,70	2,28	1,70	0,43	0,58
Maîtrise en Droit	142,0	2321,7	1340,6	15,35	8,12	16,35	9,12	0,06	0,10
Maîtrise en Sc. Eco.	142,0	2193,9	1540,7	14,45	9,85	15,45	10,85	0,06	0,09
Licence Lettres	428,3	715,2	509,6	0,67	0,19	1,67	1,19	0,59	0,84
Licence Sc. Hum.	428,3	1066,4	822,3	1,49	0,92	2,49	1,92	0,40	0,52
Maîtrise Lettres	400,4	2210,2	1601,6	4,52	3,00	5,52	4,00	0,18	0,25
Maîtrise Sc. Hum.	400,4	5793,7	4512,5	13,47	10,27	14,47	11,27	0,06	0,08

1) Sans tenir compte des redoublements antérieurs

(2) En tenant compte des redoublements antérieurs

$$r_1 = \frac{(b) - (a)}{(a)} \quad \text{et} \quad r_2 = \frac{(c) - (a)}{(a)}$$

Tableau 9 : Incidences des déperditions sur les coûts (indice de rentabilités, coefficient de dilatation et taux d'accroissement) .

TYPE DE DIPLOME	(a) coût théo- rique x1000	(b) coût normal (1) x1000	(c) coût normal (2) x1000	r <sub>1</sub>	r <sub>2</sub>	k <sub>1</sub>	k <sub>2</sub>	i <sub>1</sub>	i <sub>2</sub>
Licence en Sc. Nat.	406,4	2084,8	1637,7	4,13	3,03	5,13	4,03	0,19	0,24
Licence Maths-Phys.	406,4	1861,3	1300,4	3,58	2,20	4,58	3,20	0,21	0,31
Maîtrise en Sc. Nat.	388,9	4484,0	3527,3	10,53	8,07	11,53	9,07	0,08	0,11
Maîtrise en Maths-phys.	388,9	3488,4	2788,4	7,97	6,17	8,97	7,17	0,11	0,13
DIPCEG / Sciences	1022,2	1533,3	1287,9	0,50	0,26	1,50	1,26	0,66	0,79
DIPCEG/Lettres et Sc. Nat.	1022,2	155,0	1155,0	0,13	0,13	1,13	1,13	0,88	0,88
DIPLEG / Sciences	917,6	1018,5	917,6	0,11	0,00	1,11	1,00	0,90	1,00
DIPLEG/Lettres et Sc. Hum.	917,6	917,6	917,6	0,00	0,00	1,00	1,00	1,00	1,00

Tableau 10 : Incidences des déperditions sur les coûts (indice de rentabilité, coefficient de dilatation et taux d'accroissement) .

Type de diplôme	Coût théo- rique x1000	Coût normal (1) x1000	Coût normal (2) x1000	r <sub>1</sub>	r <sub>2</sub>	k <sub>1</sub>	k <sub>2</sub>	i <sub>1</sub>	i <sub>2</sub>
Ingénieur des Travaux	1810,5	1882,9	1864,8	0,04	0,03	1,04	1,03	0,96	0,97
Ingénieur de Conception	1560,0	1653,6	1606,8	0,06	0,03	1,06	1,03	0,84	0,97
Doctorat en Médecine	1773,6	2465,3	2057,3	0,39	0,16	1,39	1,16	0,71	0,86
Diplôme Journaliste Généraliste	2706,1	2814,3	-	0,04	-	1,04	-	0,96	-
Doctorat en relations internationales	-	-	-	0,00	-	1,00	-	1,00	-

### C) LES PROJECTIONS DE SORTANTS

Un avantage indéniable que présente l'étude du rendement interne d'un système éducatif ou d'un niveau d'enseignement à partir de cohortes d'étudiants, est de pouvoir effectuer des projections de sortants à moyen terme beaucoup plus fiables qu'une simple extrapolation des tendances passées . Compte tenu de l'argument ainsi énoncé, comment vont évoluer les sorties (11) dans les différentes institutions universitaires au cours du sixième plan (1986-1991) .

(11) Dans les calculs, on tient compte des étudiants qui continuent leurs études en Maîtrise dans les facultés. Nous signalons par ailleurs que ces résultats ont été exploités dans le cadre de l'actuel (sixième) plan quinquennal de développement économique et social du Cameroun.

### 1) Facultés

La production des facultés en diplômés (licence et maîtrise) sera la plus forte de l'enseignement supérieur au Cameroun . Ainsi la Faculté de Droits et Sciences Economiques se placera en tête avec 4339 licenciés en Sciences Economiques et 3195 licenciés en Droit . La production de cette faculté au niveau de la maîtrise sera de 244 maîtres en Economie et 366 maîtres en Droit .

La Faculté de Lettres et Sciences Humaines arrivera en seconde position avec 2171 licenciés en Lettres et 1602 licenciés en Sciences Humaines . En maîtrise, on aura respectivement 260 et 126 maîtres en Lettres et en Sciences Humaines .

Enfin la Faculté des Sciences produira au cours de cette période 762 licenciés en Mathématique, Physique et Chimie et 1518 licenciés dans les Sciences Naturelles . En maîtrise on obtiendra 167 maîtres en Mathématique, Informatique, Physique et Chimie et 213 maîtres dans les Sciences Naturelles .

### 2) Les Grandes Ecoles

Ici la production la plus importante sera celle de l'Ecole Normale Supérieure avec 740 professeurs de Collège d'Enseignement Général en Lettres et Sciences Humaines, 404 professeurs, de Collège d'Enseignement Secondaire en Science, 780 professeurs de lycées en Lettres et Sciences Humaines et 207 professeurs de lycées en Sciences .

L'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique suivra avec 275 Ingénieurs des travaux et 201 ingénieurs de conception .

L'Ecole Supérieure des Sciences et Technique de l'Information arrivera en troisième position avec près de 400 journalistes généralistes .

Le Centre Universitaire des Sciences de la Santé sera quatrième avec 331 docteurs en médecine générale .

Enfin l'Institut des Relations Internationales du Cameroun, aura une production qui atteindra le nombre de 60 docteurs de 3ème cycle en Relations Internationales .

Tableau 11 : Evolution probable des sorties à la FDSE 1986-1991

SECTIONS	ANNEES ACADEMIQUE						TOTAL
	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	
Années Sections							
- Licence	413	412	690	874	943	1004	4339
<u>Economie</u> :							
- Maîtrise	30	32	35	39	51	57	244
- Licence	412	416	435	513	631	761	3191
<u>Droit</u> :							
- Maîtrise	35	40	49	67	81	94	366

Tableau 12 : Evolution probable des sorties à la FLSH

SECTIONS	ANNEE ACADEMIQUE						TOTAL
	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	
<u>Lettres</u> :							
- Licence	486	313	346	372	403	451	2171
- Maîtrise	32	34	46	47	50	51	260
<u>Sciences Hum.</u> :- Licence	212	242	253	269	292	340	1602
:- Maîtrise	17	19	22	23	22	23	126

Tableau 13 : Evolution probable des sorties à la Faculté des Sciences

SECTIONS	ANNEE ACADEMIQUE						TOTAL
	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	
<u>Math. Physique</u> :-Licence	74	90	107	129	161	200	762
<u>Informatique</u> :-Maîtrise	22	23	23	31	27	36	167
<u>Sc. Naturelles</u> :-Licence	196	221	253	264	281	301	1518
-Maîtrise	28	30	36	38	39	42	213

Tableau 14 : Evolution probable des sorties à l'ENS

Années Sections		1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	TOTAL
Professeurs des Collèges d'Enseignement Général	Lettres Sciences Hum.	100	115	114	135	136	140	740
	Sciences	37	55	46	76	91	99	404
Professeurs des Lycées d'Enseignement Général	Lettres Sc. Hum.	83	107	140	145	150	155	780
	Sciences	29	30	31	34	40	43	207

Tableau 15 : Evolution probable des sorties à l'ENSP

Types	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/1991	TOTAL
Ingénieurs des Travaux	44	48	41	46	48	48	275
Ingénieurs de Conception	20	23	23	23	39	48	201

Tableau 16 : Evolution Probable des sorties à l'ESSTI

Années	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	TOTAL
Journalistes Généralistes (12)	56	60	66	70	73	75	400

Tableau 17 : Evolution Probable des sorties au CUSS

Années	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	TOTAL
Docteurs en Médecine Générale	43	50	52	59	62	65	331

(12) Non compris les étudiants étrangers dont la proportion dans chaque promotion est de l'ordre de 10% .

Tableau 18 : Evolution Probable des sorties à l'IRIC (13)

Années	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	TOTAL
	Docteurs de 3ème Cycle en Relations Internationales	10	10	10	10	10	10

#### CONCLUSION

Le constat qui se dégage au terme de cette recherche est que le rendement interne est un phénomène variable suivant l'institution choisie .

D'une manière générale, le secteur fermé de l'Université de Yaoundé constitué de grandes écoles, présente des rendements meilleurs par rapport au secteur ouvert qui regroupe les facultés.

L'explication que l'on peut apporter pour justifier cette différence est liée à plusieurs facteurs :

- 1) L'explosion démographique que l'on rencontre dans les facultés et qui a comme conséquence immédiate, la baisse du taux d'encadrement d'une année à l'autre ;
- 2) Le système d'enseignement dans les facultés donne aux étudiants beaucoup plus de temps libre qui malheureusement n'est pas toujours affecté à la meilleure utilisation par ces derniers ;
- 3) Les étudiants ne sont pas toujours motivés à entreprendre des études dans les facultés jusqu'au bout à cause d'une rentabilité externe des études de plus en plus hypothétiques(14) .

L'approche quantitative du rendement interne de l'enseignement supérieur pour laquelle nous avons opté, apparaît comme une première étape pour une étude globale de ce rendement .

En effet, cette recherche devra être complétée par une optique qualitative du rendement, qui constituera alors la seconde étape .

L'urgence d'une telle recherche s'avérerait plus utile à l'heure actuelle aux Grandes Ecoles de l'Université où les indicateurs de rendement sont à l'optimum dans l'optique quantitative par rapport aux facultés (15) .

(13) Il s'agit uniquement de diplômés Camerounais .

(14) En effet, les abandons constatés au cours de l'analyse des cohortes au sein des facultés ne se transforment pas tous en demandeurs d'emplois, puisque l'on retrouve une proportion remarquable d'anciens étudiants comme demandeurs de places dans toutes les grandes écoles de formation du pays .

(15) Nos recherches actuelles ont l'intention d'aborder ce problème du rendement sous deux aspects (qualitatif et quantitatif) dans :

"Coûts, financement, efficacité de l'enseignement supérieur au Cameroun" . Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences Economiques Université de Yaoundé en cours .

Les objectifs de production dans les institutions de l'Université de Yaoundé devraient viser à la minimisation des déperditions dans les facultés qui vont diminuer les coûts, et maximiser d'avantage la qualité du produit formé dans les écoles et les facultés .

En effet, sur le concept de qualité de l'éducation, deux définitions sont proposées à savoir:

- (i) La qualité de l'éducation peut faire référence au niveau de réussite ou d'acquisition des élèves (ou étudiants) et l'éducation est dite de qualité si les diplômés sont caractérisés par un niveau élevé de connaissances ou de compétences .
- (ii) La qualité de l'éducation peut concerner les services offerts aux élèves (ou étudiants) : elle s'attache alors aux facteurs de production scolaire (qualification des enseignants, taille des classes, matériels pédagogiques) .

Ces deux définitions de la qualité entretiennent des relations entre elles, d'où la recherche d'une optimisation de la combinaison des facteurs de quantités (2ème définition) et de qualité (1ère définition) devrait être désormais aussi une des fonctions objectifs de l'enseignement supérieur au Cameroun .

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 - Deblé (I.) et alii  
Coûts et rendements de l'Enseignement du Second Degré dans quatre pays Africains  
d'expression française, PARIS, I.E.D.E.S., Tome I analyses nationales (Cameroun) 1970 .
- 2 - BLOT (D.) Les déperditions d'effectifs scolaire :  
Analyse Théorique et applications, PARIS, I.E.D.E.S., juillet 1964 .
- 3 - CUNIN (S.) Les cohortes d'étudiants : un exemple d'analyse in l'Economie de l'Educa-  
tion, Economica, PARIS 1979 .
- 4 - LABROUSSE (A.) PERROT (P.) "Les déperditions scolaires :  
Présentation d'une méthode simplifiée pour analyser le mouvement des effectifs et  
calculer l'incidence des déperditions sur les Coûts in Cahier de l'I.I.P.E. PARIS,  
I.E.D.E.S., juillet 1964 .
- 5 - LEGARE (J.) Démonétrie des ressources humaines,  
QUEBEC, Presse de l'Université LAVAL, 1972 . -

INTEGRATION DES VARIABLES DEMOGRAPHIQUES DANS LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT : CAS DE LA CENTRAFRIQUE

EM'NIYAT BANGAMBOULOU-TE-NIYA Dieudonné\*

---

\* Membre du Cabinet du Secrétaire d'Etat au Plan,  
Ministère du Plan - BP 696 - Bangui (R.C.A.)

# CARTE DE LA RCA

TCHAD



CHAPITRE 1 : INTEGRATION DE VARIABLES DEMOGRAPHIQUES DANS LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT:  
QUELLE PERTINENCE ?

1.1. Lire et comprendre population et développement par l'approche systématique .

Pour comprendre le processus de développement d'une société, phénomène complexe, la démarche que nous choisissons est certainement une méthode qui nous permet "d'analyser des changements ... pour relier le futur au passé et au présent" (1) .

La figure 1 empruntée à G. Balaro (2) est une forme de présentation qui décrit la structure hiérarchique d'un système (3) social . Elle met en évidence une complexité qui est d'autant plus grande qu'une société, comme la société centrafricaine, se compose en réalité de différents sous-groupes (ethnies, tribus, etc.) . Ce qui veut dire que par rapport à un sous-système quelconque pris à l'intérieur de cette structure, on ne peut imaginer qu'il existe un schéma unique partout valable . En effet, chaque sous-groupe possède son système de valeurs avec des spécificités propres, même si un certain modèle peut paraître dominant .

De cette présentation, nous pouvons faire une autre constatation très importante pour notre problématique : le sous-système population est contenu dans le système social, il est donc en interaction avec les autres sous-systèmes et l'on peut dire que leurs constructions sont interdépendantes .

Finalement, on peut limiter la lecture de la population à sa taille et à son rythme de croissance, mais on doit l'élargir aux autres aspects qui la caractérisent ou qui la conditionnent: structures par sexe et par âge, répartition spatiale, comportements face à des phénomènes purement démographiques (fécondité, morbidité, mortalité, nuptialité, migrations) ; on doit l'élargir aussi aux spécificités du contexte socio-culturel .

La figure 2 montre que le développement d'une société concerne tous les systèmes et sous-systèmes qui la composent . Notre propos n'est pas de discuter du concept de développement; nous retiendrons cependant qu'il s'agit de changements du point de vue global et structurel, qui visent les aspects quantitatifs (croissance économique) et qualitatifs (changements sociaux et culturels) . Le développement apparaît donc comme un changement systématique(4), une construction par la société et pour la société . Population et développement apparaissent à ce point de vue comme deux systèmes interdépendants .

---

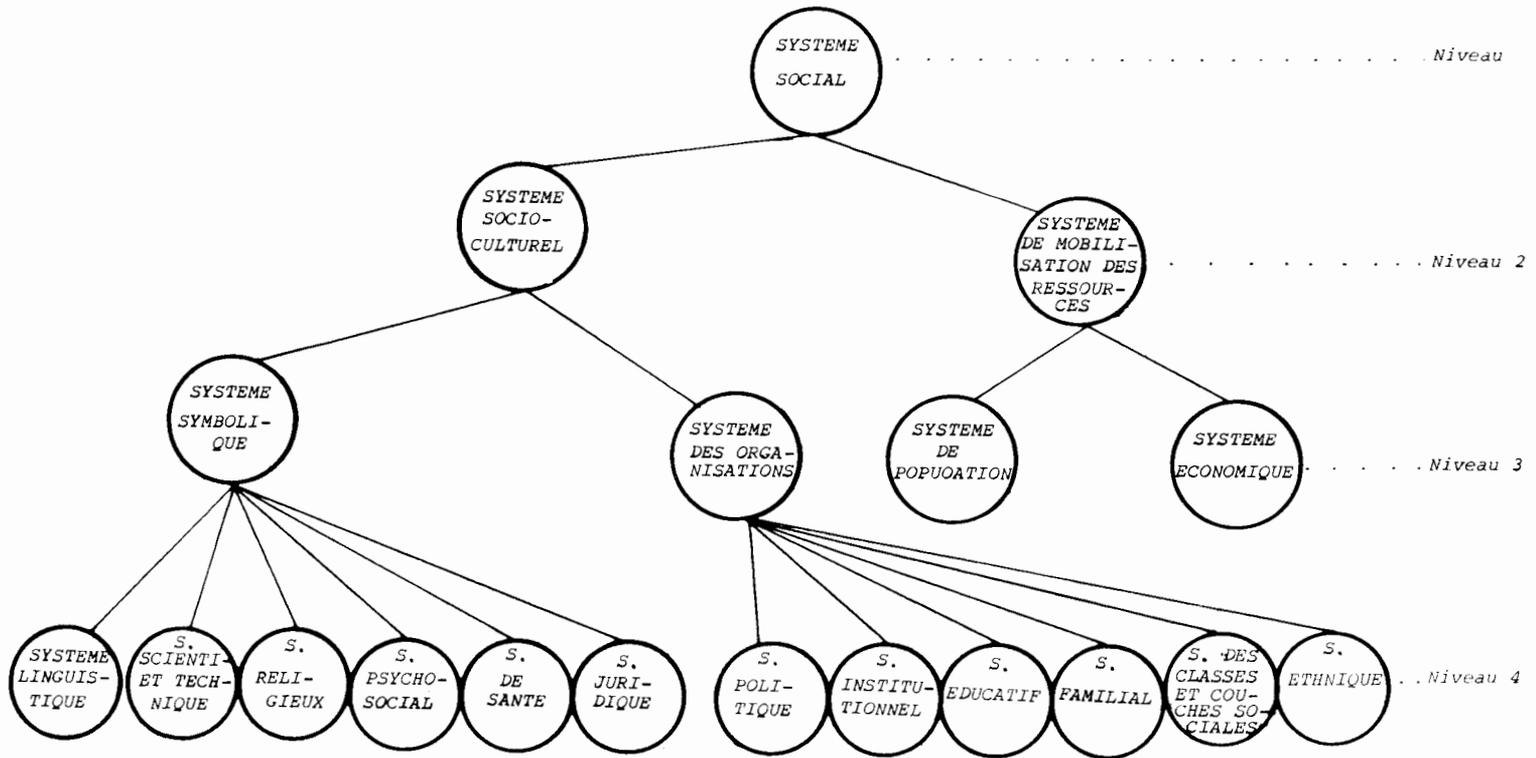
(1) LORIAUX, M. Introduction à l'analyse systémique des sociétés, document pédagogique CIDEF - 1987/6 ;

(2) BALARO, G., Module 1.3. Ateliers, Document Pédagogique CIDEF-1987/3 (1) pp. 5-10 ;

(3) Un système est défini comme "une unité globale organisée d'interrelations entre éléments, actions ou individus" (définition de E. MORIN cité par M. LORIAUX dans Doc. Péd. CIDEF 1987/6).

(4) CROZIER, M. ; FRIEDBERG, F., L'acteur et le système  
Paris, Ed. du Seuil, 1977, pp. 383-401 .

Figure 1 : STRUCTURE HIERARCHIQUE D'UN SYSTEME SOCIAL



Nous observons par ailleurs que la société centrafricaine, comme toute autre société, n'est pas fermée, elle entretient des relations avec l'environnement international. L'apport extérieur "perturbe" l'organisation interne, en tant que force d'origine externe. Cet apport, s'il est dominant, déstructure ou restructure le système d'une manière violente (5), cherchant à déstabiliser ce qui existe de manière à l'intégrer dans une autre logique.

Enfin, si le développement est une construction sociale, derrière cette construction il existe des conflits de logiques entre différents acteurs ou groupes plus ou moins antagonistes. Dans quelle mesure, la planification qui est le cadre d'organisation du développement peut-elle assurer son rôle et être efficace ?

## 1.2. Planification du développement : Rôle et efficacité ?

Nous venons de voir que le développement est un phénomène complexe ; dans quelle mesure la planification, cadre d'organisation du développement, peut-elle être efficace ?

Sachs écrit (6) : "De prime abord, la planification a pour but de mobiliser et discipliner les ressources en fonction d'objectifs que se donne la société : A vrai dire, les objectifs à court et moyen termes n'acquièrent de sens que dans une perspective plus longue et une prospective plus globale, qui balaie les futurs possibles pour mieux cerner le futur désirable".

Et, comme COMELIAU (7) le rappelle, trois facteurs ont permis la généralisation de l'idée de planification :

- i) "succès" de la planification soviétique ;
- ii) organisation en Europe de l'économie de guerre et surtout d'immédiat-après-guerre, avec le plan Marshall qui avait permis la reconstruction de l'Europe dévastée, grâce à l'aide américaine ;
- iii) émergence des préoccupations de développement dans les pays nouvellement indépendants, avec l'orientation étatique. Malheureusement, les réalités d'aujourd'hui mettent en évidence l'état de "crise" (7) de la planification. En effet, la planification est restée longtemps limitée à la préparation de plans qui ont souvent donné l'aspect d'une simple collection de projets ; elle a été ramenée à un calcul économique réductionniste, alors qu'elle devait devenir visionnaire et pluridimensionnelle : parce que la croissance n'est pas la finalité du développement, la planification doit être axée sur des modèles de développement endogène, qualitativement différents et clairement définis.

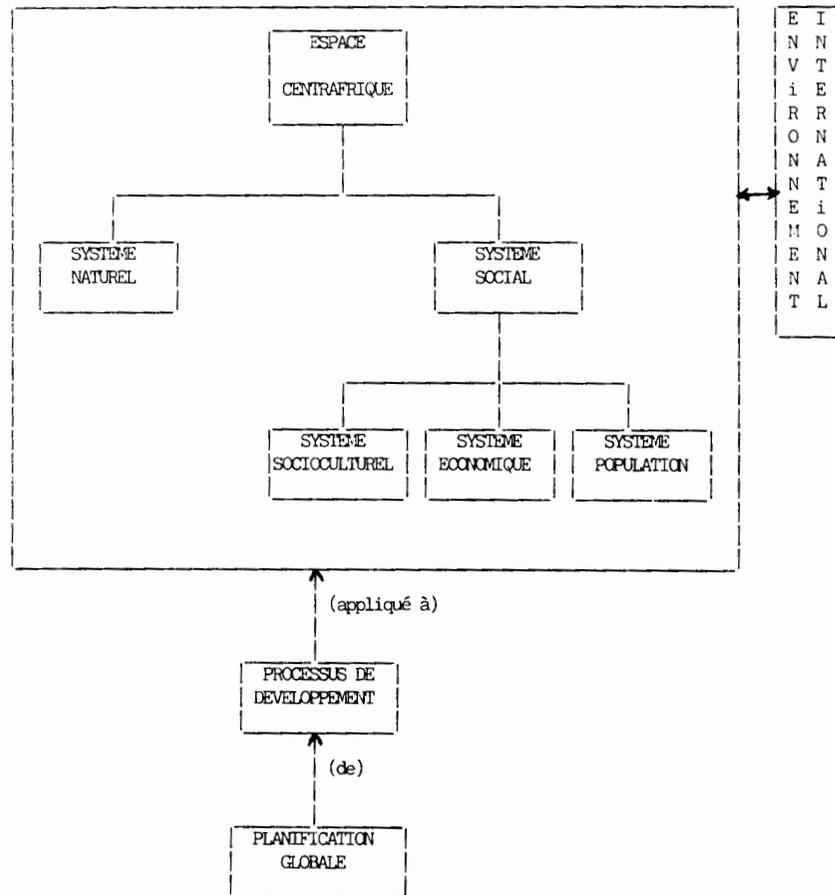
Les actions de développement visent à restructurer tout le système et même si l'on se tient au plan strictement économique, l'un des objectifs doit être de combattre l'accroissement des inégalités entre la majorité pauvre et la minorité nantie, entre les ruraux et les citadins. Cet objectif strictement économique doit être compatible avec l'objectif de valoriser les différences.

(5) Dans la mesure où le système n'a pas de structures suffisamment fortes pour résister.

(6) SACHS, "Développer les champs de planification", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, n° 67, janvier-mars 1984, p. 12.

(7) COMELIAU, C., Processus de Planification, Document pédagogique CIDEP-1987-88/26, pp. 2, 11-12.

Figure 2



Il existe des disparités naturelles et des disparités dues au modèle culturel de chaque sous-groupe qui construit son espace habité . Comment assurer dans ces conditions un développement "proportionnel" régional, un développement harmonieux qui tienne compte des systèmes de valeurs ? Il semble que la solution se trouve dans une planification régionale . Ainsi, la notion de globalité de la planification viendrait de ce que la planification décentralisée doit intégrer les différences pour éviter les incohérences et les déséquilibres . Cela ne peut se faire que si l'on dispose de systèmes informationnel et décisionnel adéquats .

L'Etat a des fonctions de redistribution de la richesse, de comptabilisation des objectifs poursuivis par les différents groupes, du maintien de l'équilibre entre le court et le long terme. Il doit donc élaborer un cadre adéquat pour organiser le développement ; c'est pourquoi le schéma de conception et d'exécution des plans doit être redéfini pour ne pas que la planification soit effacée par les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel, tendance qui prévaut actuellement dans les pays du Tiers-Monde . En tout cas, les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel ne visent que des objectifs strictement économiques et financiers et se limitent dans des perspectives à court terme, ce qui est loin d'une planification globale nécessaire.

En conclusion de cette réflexion, nous disons que la planification s'impose, mais elle n'est efficace que si elle s'opère sur une réalité connue et maîtrisable, ce qui suppose des améliorations notamment en ce qui concerne la méthodologie (définition et exécution des stratégies en rapport avec l'environnement socio-culturel) .

### 1.3. Quel cadre théorique et conceptuel pour l'intégration ?

Intégrer population et développement, c'est un concept "vague" (8) . La démarche est difficile à réaliser, nous l'avons vue ; par ailleurs, le cadre théorique et conceptuel pour l'intégration entre population et développement n'est pas encore défini ; il est plutôt en gestation (9) même si les questions de populations et développement datent d'un peu plus de quarante ans (c'est en 1946 que l'organisation des Nations-Unies avaient mis sur pied la Commission de la population ayant mandat d'organiser des recherches et de donner des avis au Conseil Economique et Social sur les questions de population et développement) . Un certain nombre de pays dans le Tiers-Monde ont fait des efforts pour améliorer leur système de planification, et l'on y constate que les variables démographiques occupent de plus en plus de place dans les plans de développement actuels.

Pour mieux cadrer l'analyse de la situation en Centrafrique et déboucher sur des propositions réalistes, nous essayerons d'abord d'explorer deux questions qui nous semblent fondamentales:

- Les deux schémas classiques actuels ;
- les corrélations entre variables de population et variables de développement, et l'intégration de ces deux types de variables ;

#### a) Les deux schémas classiques actuels .

Quant on parle d'intégration de variables démographiques dans la planification du développement, on distingue deux approches :

- La première concerne l'influence de la population sur l'économie : la planification se préoccupe dans ce cas des conséquences socio-économiques de la dynamique démographique ;

(8) Propos de Monsieur J.C. CHASTELAND, Directeur de la Division de la Population (Nations-Unies) lors de son entretien avec la première promotion du CIDEP, le 23 octobre 1987 .

(9) Propos de Monsieur Ian Pool, lors de sa conférence donnée à l'UCL, le 5 février 1988 sur le thème "Les programmes de développement et de population" .

- la seconde concerne l'influence de l'économie sur la population : la planification fixe alors des objectifs de développement en termes démographiques .

Le manuel des Nations-Unies (10) aborde la première approche . A cet effet, quelques techniques de projections sont proposées et concernent les variables suivantes : population totale, population scolaire, population active/main-d'oeuvre, ménages, emploi, revenu-consommation et épargne des ménages, consommation et épargne publiques . Il s'agit de faire des perspectives démographiques et économiques, et de planifier des actions de développement en vue de répondre aux demandes de la population . Cette démarche privilégie la variable "âge de l'individu", nous en discuterons .

Par contre, en ce qui concerne la seconde approche, aucun manuel présentant une méthodologie clairement définie n'est encore disponible . Cependant, on peut exploiter les possibilités qu'offrent les modèles déméo-économiques .

L'une ou l'autre de deux approches a déjà été utilisée par certains Etats, mais les résultats ont été souvent largement en deçà des objectifs fixés, c'est le cas du Kenya (11) . Pour justifier les échecs, on évoque les problèmes d'ordre structurel propres aux pays en développement (12) (absence de stratégies cohérentes et de continuité dans les actions, manque de moyens financiers, etc.), mais aussi l'insuffisance des statistiques et d'autres informations nécessaires. Il nous semble qu'il y ait des préalables importants à réaliser pour que l'intégration recherchée atteigne une efficacité appréciable, c'est ce dont nous discuterons dans la deuxième question fondamentale .

**b) Corrélations entre variables de population et de développement, intégration de ces variables .**

La nécessité d'intégrer les variables démographiques dans la planification du développement découle de l'existence de relations dans les deux sens entre population et développement . Ces relations peuvent être directes ou indirectes, en tout cas elles existent .

Par ailleurs, la planification du développement socio-économique est une activité ininterrompue qui doit commencer par l'évaluation de la situation économique, sociale et démographique, passée et actuelle, et aborder ensuite la formulation des objectifs clairs et compatibles avec les logiques des différents groupes qui composent la société : C'est ici que des difficultés réelles apparaissent :

- i) Les variables de population ont été souvent confondues à des variables statistiques construites à partir d'unités simplement physiques, alors que ces unités devraient être replacées dans leur contexte social . En effet, en démographie et d'une manière générale en statistique, "les individus sont affectés de coefficient de pondération uniforme sans référence

(10) UNITED NATIONS, Proceeding of the united nations Had Hoc . Expert group meeting on the Manual on Integrating population into development Planning New-York, 11-14 décembre 1984 ESA/P/WP/87, New-York 1985 .

(11) Kenya, population copendium, New-York, UNITED Nations, Population Division and UNFPA, july 1985, 7 pages .

(12) On peut lire à ce propos : Chasteland, J.C., "Les politiques de population dans le Tiers-Monde huit ans après Bucarest : espoirs ou réalité", politiques de population, n° 2, janvier 1984, 72 pages .

aux forces et facteurs qui les déterminent dans leur apparentement social et donc dans leurs comportements ..." (13) .

Un exemple suffit pour éclairer notre propos : parce que l'âge officiel d'aller à l'école (première année primaire) est fixé à 6 ans, le planificateur, dans ses projections, prendra en compte toute la population de l'âge indiqué . Il oublie que, pour un pays comme la Centrafrique, il existe des groupes dans lesquels les enfants restent plus longtemps au foyer pour servir dans certaines activités (agriculture, élevage...) ou même que la plupart de ces enfants n'iront jamais à l'école, parce qu'il existe une formation sociale propre au groupe qui répond à une logique bien déterminée, et qu'on aurait intérêt à valoriser plutôt que d'envisager l'éducation "universelle" . Il s'en suit un gaspillage de moyens, suite à une planification non régionale basée sur des projections non suffisamment désagrégées jusqu'au niveau le plus petit souhaitable et possible .

- ii) L'intérêt n'a pas été suffisamment perçu d'améliorer les instruments de mesure et d'analyse des phénomènes . Les indicateurs choisis sont insuffisants pour rendre compte des réalités .
- iii) On ne sait pas très bien mesurer la "puissance" des relations entre variations de population (si encore les concepts sont définis) et variables économiques . Les équations mathématiques ne sont rien d'autre que ce qu'elles sont . Il ne faut pourtant pas nier leur utilité, mais il faut les assortir d'autres connaissances quantitatives qui les situent dans l'espace socio-culturel .
- iv) On oublie de répondre d'abord à la question "développer pour qui, pourquoi ?" sans vouloir discuter du concept de développement qui d'ailleurs se prête à différentes acceptions toutes légitimées parce qu'il suffit de s'en réclamer, rappelons que l'homme est acteur et bénéficiaire du développement, et donc la grande question est de savoir ce qu'il faut privilégier du couple "population-développement" . Il s'agit, et ce n'est pas inutile de le préciser, de clarifier les questions dans une anthropologie philosophique .

A l'issue de notre critique du cadre théorique et conceptuel, nous pouvons conclure que pour garantir l'efficacité de l'intégration, il importe de définir un cadre cohérent, des concepts précis, des variables et indicateurs qui rendent compte des spécificités socio-culturelles ; il faut aussi améliorer les connaissances des relations entre variables économiques et variables de population, et enfin il faut définir des objectifs clairs, quantitatifs ou non, à l'intégration, objectifs qui s'inscrivent dans une planification à la fois globale et décentralisée, nécessaire à un développement équilibré . En définitive, il s'agit d'intégrer les savoirs pour une approche globale des relations populations-développement parce qu'elles relèvent d'un domaine par excellence d'études interdisciplinaires .

Ce chapitre nous a donné l'occasion de discuter de la planification, cadre d'organisation du développement, et elle nous est apparue comme une nécessité .

Par ailleurs, nous avons montré que l'intégration de variables démographiques dans la planification du développement doit s'appuyer sur quelques préalables fondamentaux :

- définition des objectifs de l'intégration ;
- valorisation de connaissances assez complètes des relations population-développement ;
- intégration dans une planification globale et décentralisée qui tienne compte des logiques souvent contradictoires des acteurs ou des groupes sociaux plus ou moins antagonistes .

Nous avons ainsi construit un instrument qui nous permet d'explorer l'expérience centrafricaine de la planification, pour déboucher sur des propositions de schémas plus adaptés aux contextes du pays .

(13) HAZOUZ, M., "Nature des obstacles au progrès de la connaissance des relations entre population et développement" communication faite au Symposium sur "L'intégration de la variable population dans le processus de planification", Dakar, 05-09 Décembre, p. 3 .

## CHAPITRE 2 : PLANIFICATION ET POPULATION EN CENTRAFRIQUE

Dans le premier chapitre, nous nous sommes construits un instrument d'évaluation, en d'autres termes nous nous sommes forgés un type de regard pour une analyse critique de la planification centrafricaine, centrée sur les questions de population ; dans le présent chapitre, nous nous emploierons à faire ressortir de façon cohérente les éléments essentiels de l'expérience centrafricaine de la planification qui intéressent notre propos ; notre souci majeur est de cerner la méthodologie sous-jacente (définition et exécution des stratégies) et de voir la place croissante qui devait être réservée aux variables de population .

### 2.1. Planification et stratégies de développement : les plans face aux réalités centrafricaines .

Nous avons déjà souligné que la planification du développement est une activité ininterrompue qui doit commencer par l'évaluation de la situation économique, sociale et démographique passée et actuelle, et aborder ensuite la formulation d'objectifs clairs . Cette démarche nous impose, pour notre analyse, de rappeler quelques traits caractéristiques du pays .

#### 2.1.1. Généralités

La Centrafrique est un pays relativement vaste qui couvre une superficie de 623.000 km<sup>2</sup> dont plus de 25% sont cultivables . Elle partage ses frontières, assez longues, avec 5 pays (Soudan à l'Est, Tchad au Nord, Cameroun à l'Ouest, Congo et Zaïre au Sud) . C'est un pays enclavé : son principal débouché sur l'océan atlantique est à un peu plus de 1000 km à Douala au Cameroun . Elle possède des sols et sous-sols riches (transition entre savane subsaharienne et forêt équatoriale, gisements divers de diamant, d'or, d'uranium, de fer ... , territoire baigné par de nombreuses rivières), mais les structures de son économie sont encore sous-développées et fragiles.

La population centrafricaine, estimée à près de 3 millions d'habitants est très inégalement répartie sur le territoire national : la densité moyenne est de 4,8 habitants au km<sup>2</sup> . La population urbaine représente environ 40% de l'ensemble et Bangui, la capitale, à elle seule compte près de 500.000 habitants . La population croît à un rythme de 2,5% par an . La fécondité et la mortalité sont élevées, mais on constate un foyer de stérilité dans l'Est du pays . On distingue plusieurs groupe ethniques :

- Les pygmées, chasseurs et moissonneurs, vivent dans les forêts, migrent avec les animaux sauvages et préservent leurs coutumes ancestrales ;
- Les Oubanguiens ou "gens de l'eau", pêcheurs et marchands, installés le long du fleuve Oubangui . Ils pratiquent aussi les cultures vivrières et les cultures de rente ;
- Les groupes Baya, Banda, et Mandja, répartis dans le nord, le centre et l'ouest du pays sont des cultivateurs ;
- Les pasteurs Foulbès et Mbororos sont des éleveurs ;
- Les étrangers sont essentiellement des sénégalais, des mauritaniens, des nigériens et des tchadiens qui pratiquent surtout le commerce du diamant, et des européens, notamment des libanais qui prédominent dans le commerce et la petite industrie .

Le Sango, langue nationale, est un facteur d'unité . On note, par ailleurs, que les relations familiales étroites et les manifestations de solidarité déterminent les structures sociales et les valeurs profondément ancrées dans la population .

Cette présentation très résumée fait apparaître des préoccupations et des spécificités qui, selon l'analyse menée dans le premier chapitre, devraient transparaître dans les objectifs du développement et orienter les stratégies .

### 2.1.2 Les plans face aux réalités centrafricaines

D'une manière générale, le développement de la Centrafrique a été guidé de façon souple par des plans indicatifs . Depuis 1948, des plans ou programmes d'investissements pluriannuels sont préparés et exécutés . A la lecture de ces plans, on constate que les objectifs ont été presque toujours économiques mais rarement globaux . Les plans ont souvent pris la forme de collection de projets . En outre, les financements des investissements nouveaux sont essentiellement d'origine extérieure .

En l'absence d'un mécanisme institutionnel capable de définir clairement les priorités et les stratégies pouvant conduire à des décisions concrètes, les plans sont demeurés des documents d'un niveau élevé de généralités et d'ambition excessive . Les projets dits prioritaires sont fixés par comose entre les différents ministères, le département du plan, les investisseurs privés étrangers et les organismes publics de financement . De temps en temps l'arbitrage de la présidence du gouvernement s'est avéré nécessaire .

Dans l'analyse rétrospective du développement de la Centrafrique, quatre périodes doivent être distinguées :

- première période, avant l'indépendance ;
- deuxième période, 1960-1974 ;
- troisième période, 1974-1980 ;
- quatrième période, depuis 1980 .

#### a) Période d'avant l'indépendance

En 1952, l'Abbé Barthélémy Boganda a fondé son mouvement populaire, le MESAN (Mouvement d'Evolution Sociale de l'Afrique Noire) . Le programme politique, économique et social du MESAN visait à la fois l'indépendance politique et l'amélioration des conditions sociales et économiques de la population . D'importantes réformes législatives, administratives et économiques furent mises en place en 1958 par le premier gouvernement, une constitution qui garantissait les droits fondamentaux de l'homme fut adoptée . Le MESAN "conjugait" cinq verbes : nourrir, loger, vêtir, soigner, instruire .

Convaincu que le système des grandes sociétés concessionnaires européennes, la culture obligatoire du coton et le type d'administration instauré par la France, pays colonisateur, ne pouvaient libérer la population et améliorer les conditions et le niveau de vie des populations, l'accent fut mis sur l'action directe parmi les paysans .

Les coopératives furent créées dans divers secteurs de l'économie, mais elles rencontrèrent des difficultés d'organisation et de financement (manque d'instruction et d'expérience des paysans, refus des commerçants européens de collaborer) .

#### b) Période 1960-1974

Au lendemain de l'indépendance (obtenue le 13 août 1960), l'accent a été mis sur les infrastructures de base et les services sociaux; toutes les actions de ces secteurs étaient du

ressort de l'Etat, les secteurs productifs étant confiés à l'initiative privée. Plusieurs facteurs internes et externes, dont la bonne tenue des cours mondiaux des produits de base, ont expliqué les bons résultats économiques de la période .

Le 1er janvier 1966, le pouvoir suprême a changé de main . La politique de développement entamée dès 1960 a continué d'être appliquée par le nouveau régime . Des mesures furent prises pour valoriser l'agriculture, notamment le relèvement des prix au producteur. Entre 1970 et 1974, le PIB a crû de 2,7% par an .

c) Période 1974-1980 :

La crise pétrolière et la détérioration des termes de l'échange ont été les premiers facteurs perturbateurs de l'économie centrafricaine au cours de cette période . A cela, il faut ajouter les séries de mesures sectorielles malencontreuses qui ont été prises et qui, combinées aux goulots d'étranglement persistants, ont été à l'origine des déséquilibres structurels profonds (réforme agraire désastreuse qui a conduit notamment à l'arrêt des travaux de recherche agronomique, incitations économiques remplacées par une ingérence directe et des contrôles administratifs intempestifs) . Pour créer des emplois, des entreprises publiques ont été lancées sans stratégies adéquates ; aussi elles ont constitué un véritable gouffre budgétaire .

Cette période a aussi été marquée par un régime politique très impopulaire (régime impérial 1977-1979) qui ne pouvait comprendre les intérêts de la population . C'est la période du "pilotage à vue" sur le plan budgétaire .

d) Période 1980-1988

La situation est globalement en constante amélioration depuis 1979 (année de la restauration de la République) même s'il y a eu un autre changement à la tête de l'Etat en 1981 .

Entre 1980 et 1985, deux programmes de reconstruction nationale ont été mis en oeuvre . Les efforts ont été faits pour que soient définis des objectifs et des politiques de croissances macroéconomiques et sectorielles explicites sur une base statistique qui commençait à se former. Actuellement, un plan quinquennal 1986-1990 est en exécution . On peut affirmer qu'il n'est pas une collection de projets, mais déjà un programme d'investissement assorti d'un certain nombre de politiques sectorielles .

A l'issue de cette analyse rétrospective assez brève, notons que la planification centrafricaine a connu quelques évolutions sur le plan méthodologique, mais il subsiste encore des insuffisances :

- cadre institutionnel non suffisamment élaboré pour définir un modèle de développement, des objectifs globaux et sectoriels, nationaux et régionaux réellement prioritaires, et des stratégies pouvant conduire à la prise des décisions concrètes ;
- insuffisance de la base d'informations économiques et sociales .
- faiblesse des ressources financières propres .

2.2 Planification et population : Evolution passée et actuelle

Dans le chapitre 1, nous avons identifié deux approches classiques pour l'intégration de variables démographiques dans la planification du développement . Les commentaires que nous venons de faire des différents plans ou politiques qui ont été jusqu'ici exécutés, fournissent les leçons suivantes :

- Même si quelques fois (notamment pour les programmes exécutés entre 1952 et 1974) des actions ont été envisagées et réalisées pour répondre aux besoins de la population, cependant, on n'a pas cherché à mettre en évidence les liens entre population et développement ;
- les plans n'ont pas pris suffisamment en compte les différences et spécificités régionales ou sociales ;
- Si nous nous tenons au plan intérimaire 1982-1985 et au plan quinquennal 1986-1990 qui, à notre avis, sont les plans qui ont été les mieux préparés, nous pouvons faire des réflexions à propos de quelques variables essentielles, jugées prioritaires par le gouvernement

i) La santé : On ne voit pas clairement la volonté manifestée d'intégrer médecine moderne et médecine traditionnelle . Les moyens financiers de l'Etat ne sauraient faire face aux énormes besoins de la population s'il faut se limiter à la médecine moderne . Les indicateurs choisis pour analyser la situation sanitaire sont encore des instruments statistiques peu significatifs (nombre d'habitants par médecin, nombre de lits ...) . Les cadres médicaux et paramédicaux sont formés en nombre croissant, mais leur recrutement et leur utilisation cohérents ne suivent pas .

ii) L'éducation : La réforme du système éducatif, telle que définie, peut être efficace si les moyens nécessaires sont mobilisés . Mais il y a lieu de dépasser la simple notion d'éducation type moderne pour embrasser l'éducation en terme de "formation sociale" . On ne doit pas oublier que dans les milieux ruraux, les sociétés initiatiques continuent de jouer un rôle important : les jeunes reçoivent très tôt une formation agricole, sociale et religieuse qui les prépare à l'âge adulte . Il importe donc de recenser, analyser et valoriser les différents types de formation .

iii) L'emploi : le plan quinquennal 1986-1990 ne prévoit pas de politique à ce sujet. On ne peut pas se faire l'illusion que seuls les secteurs dits modernes et/ou formels pourront répondre au problème de chômage .

En définitive, aucun schéma n'a pas encore été défini pour l'intégration population-développement, mais quelques faits témoignent d'une évolution positive de la situation :

- En 1980, un séminaire national de réflexion sur les questions de développement a réuni les représentants de toutes les couches de la nation . D'importantes recommandations ont été faites pour orienter les politiques futures dans les domaines social, culturel et économique . L'instabilité politique au cours de l'année 1981 n'a pas permis d'enchaîner avec la phase de mise en pratique .
- En fin 1981, il fut créé une équipe nationale de recherche pour l'évaluation de l'action sociale en République Centrafricaine . Cette évaluation devait permettre de définir une nouvelle politique de développement social, mieux adaptée aux réalités du pays, plus homogène et plus efficace . Les travaux de cette équipe de recherche ont abouti à l'organisation en 1985 d'un séminaire national sur "le rôle de l'action sociale dans le processus de développement social" . Ce séminaire a formulé quelques orientations pour une nouvelle stratégie de développement social . Dans l'état actuel des choses, on devrait adopter une approche globale pour élargir le champ d'analyse afin d'identifier certaines questions qui n'ont pu être abordées et qui visent l'interaction entre la population et le développement ;

- En août 1984, à la conférence mondiale sur la population tenue à Mexico, une déclaration du chef de l'Etat a été lue (14) . On peut dire que le contenu de cette déclaration porte les prémices de la politique de population qui reste à élaborer . Notons que sur la question de la fécondité, la position défendue est pronataliste ;
- Le projet de santé maternelle et infantile créé en 1978 s'est transformé en service institutionnel qui intègre la planification familiale dans ses activités pour favoriser la santé de la mère et de l'enfant, par le biais de l'espacement des naissances ;
- Le deuxième recensement général de la population est en cours de réalisation, la phase de dénombrement est prévue en décembre 1988 .

Si ces actions ont des aspects positifs qu'on ne peut nier, il est cependant nécessaire de les inscrire dans un schéma global de développement . Au total, l'intégration de variables démographiques dans la planification du développement n'est pas réalisée, et cela pour plusieurs raisons :

- 1°) Les autorités politiques n'ont pas manifesté assez tôt leur intérêt pour les questions de population (un refus de fait), à cause de la philosophie ou des messages qui semblaient être véhiculés par les conférences internationales : les principales conclusions appelaient l'attention des gouvernements des pays africains, sur les conséquences malheureuses d'un accroissement démographique élevé . Parmi ces conférences on peut citer le cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique tenu au Caire en octobre/novembre 1962, la réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation tenue en janvier 1969 à Addis-Abeba, la conférence de Bucarest en 1974 ; alors qu'au même moment, les mères centrafricaines, ayant au moins 10 enfants, recevaient des titres honorifiques officiels ;
- 2°) Absence d'un cadre institutionnel compétent pour définir les objectifs et stratégies ;
- 3°) Absence d'un système d'informations socio-économiques adéquates .

En conclusion à ce chapitre, nous pouvons dire que la grille d'analyse utilisée nous a permis de vérifier que l'intégration population-développement ne s'est pas réalisée . Nous avons aussi identifié quelques raisons de cette carence . La suite logique de notre démarche nous conduit au troisième chapitre dans lequel nous proposerons des étapes nécessaires à la réalisation de cette intégration .

CHAPITRE 3 : EBAUCHE D'UN SCHEMA D'INTEGRATION DE VARIABLES DEMOGRAPHIQUES DANS LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

La Centrafrique compte parmi les pays qui n'ont pas encore entamé un processus engagé d'intégration population-développement . C'est peut-être une situation favorable, dans la mesure où elle peut maintenant s'inspirer des expériences d'autres pays (échecs ou succès partiels) pour baliser le chemin et s'engager beaucoup mieux dans cette voie . Avant d'arriver aux étapes possibles pour l'intégration, quelques questions méritent d'être discutées .

3.1. Des questions fondamentales

- a) Une première question concerne l'interprétation que l'on peut faire des perceptions du gouvernement et des observateurs extérieurs de la croissance démographique et des effectifs de populations en Centrafrique .

Pour le moment, le gouvernement est favorable à une politique nataliste : la faible densité de population ne permet ni de rentabiliser les investissements routiers et sociaux, ni de mettre en valeur les ressources naturelles; mais on comprend qu'une croissance démographique élevée ruine la santé de la population et de l'économie . Au contraire les observateurs extérieurs (notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale) ne perçoivent que les méfaits du rythme actuel de croissance de la population.

Si la fécondité est élevée, faut-il adopter des mesures devant l'influencer vers la baisse, et quelles sont les chances de succès de telles mesures ? Peut-on affirmer que la relation entre population et développement est constante ? Aucune théorie ne fournit de solution nette à la question . E. Boserup écrit (15) que le développement économique peut être un moyen pour réduire la fécondité ; dans son analyse comparative des divers continents, il constate que la situation économique ne s'est pas suffisamment améliorée en Afrique pour enclencher un mécanisme qui réduise la fécondité. A. Sauvy (16) à propos de la corrélation entre le bien-être général et la croissance démographique, fait quelques constatations dans l'histoire de l'Europe . Il note que si jusqu'en 1930, la corrélation était assez étroite, elle est aujourd'hui moins affirmée . D'ailleurs "même pour l'époque antérieure, il faut se garder de conclure brutalement" . Le bien-être ne peut dépendre uniquement de la croissance démographique, et il conclue dans un résumé très intéressant :

"Dans de nombreux cas, la théorie économique est en défaut . Essayons de rassembler ces exceptions trop nombreuses pour confirmer la règle, et suffisantes pour en constituer une nouvelle. Jamais la stagnation de la population n'a apporté les bienfaits que l'on pouvait prévoir . Les résultats ont toujours été décevants . Jamais la diminution de la population n'a marqué une période heureuse pour les individus, plus à l'aise dans leur cadre étroit . Il faut donc distinguer deux problèmes absolument distincts : celui des populations misérables à technique primitive ou attardée, qui ne parviennent pas à dominer leur cadre naturel et celui des populations qui parties à la conquête de la nature, marquent une perte de vitesse et s'en trouvent mal en point . Ce sont ces surprises qu'il s'agit maintenant d'expliquer" . Les leçons de l'histoire nous permettent de dire qu'il n'y a pas une arithmétique constante entre population et développement . La boîte qui relie les deux systèmes est vraiment noire .

(15) BOSERUP, E., "Economic and Demographic Interrrelationship in sub-sahara Africa", population and Development review 11, n° 3, September 1985, pp. 383-397 .

(16) SAUVY, A., Théorie générale de la population, vol. II, PUF, 1959, pp. 7-20 .

En tout cas, les politiques et stratégies doivent être compatibles avec les spécificités du système ; ce qui est vrai pour les différences entre réalités nationales et logiques étrangères, l'est aussi pour les différences sur le plan interne (entre rural et urbain, entre majorité pauvre et minorité riche, entre groupes ethniques, etc), parce que tout simplement, une organisation sociale est une solution construite par la société, dans son histoire, pour répondre à ses problèmes. Cette solution construite n'efface pas mais plutôt intègre les intérêts contradictoires, les logiques d'acteurs ou de groupes plus ou moins antagonistes .

A ce propos, il faut savoir qu'en l'absence de transparence sociale, il est difficile de préciser les relations multiples et complexes entre l'individu et le groupe d'une part, et entre les groupes d'autre part . Dans les deux cas (perception du gouvernement et perception des observateurs extérieurs), le problème est insuffisamment posé . En effet, la population doit être vue sous ses deux aspects : effectif et structure (notion statique) et schéma de croissance (notion dynamique), l'un conditionne l'autre . Par ailleurs, plusieurs questions doivent être posées à propos des relations entre les variables de population d'une part, et entre les variables économiques d'autre part . En outre, l'idée de rentabiliser les investissements sociaux grâce à une densité de population plus élevée nous fait penser aux notions de rentabilité ou d'efficacité financière des projets . Ce qui, pour notre part, constitue un danger, parce que l'analyse en termes de coût-bénéfice risque d'exclure certaines régions enclavées par exemple, alors que des investissements de base peuvent infléchir les tendances migratoires de la population et entraîner une répartition spatiale plus équilibrée .

b) Une deuxième question corollaire à la première concerne l'option possible de la réduction des naissances .

Il nous semble que si la question devait être soulevée, on devrait s'assurer d'élucider quatre aspects :

- l'attitude de l'individu face à la fécondité (causes et motivations) ;
- les moyens pour la prévention des naissances (méthodes modernes et traditionnelles), quels peuvent être les comportements de l'individu ;
- l'efficacité des moyens (résultats) ;
- conséquences diverses .

Pour l'instant, on doit réfléchir sur la différence entre forte croissance et forte densité, sur la différence entre la densité et ses variations .

Nous croyons que la solution aux problèmes de population ne peut se limiter à une transposition du schéma de la "famille moderne" dans un modèle particulier, dit traditionnel, qui a ses valeurs propres avec des avantages et certainement des inconvénients .

c) Une troisième question concerne les relations avec le monde extérieur .

L'économie internationale et les rapports intersociétaux dans le schéma de la hiérarchisation du monde sont deux réalités concrètes . Ces réalités doivent être gérées dans un cadre adéquat qui réponde aux objectifs du modèle de développement qualitativement neutre pour un projet de société clairement définie . Ainsi, il apparaît nécessaire que les questions de l'endettement extérieur et des déséquilibres internes structurels soient traitées dans le cadre d'une politique globale.

d) Une quatrième question porte sur planification globale et système efficace .

Un schéma de développement cohérent doit éviter de produire un nombre croissant de victimes ou de "naufragés du système" qui deviennent une arme destructrice . C'est pourquoi l'intégration des systèmes population et développement ne doit pas se limiter à la question des effectifs et rythme de croissance démographiques . Heureusement, les choses évoluent et l'espoir existe ; le plan quinquennal 1986-1990 contient des stratégies macroéconomiques et sectorielles assorties d'une programmation des investissements : ce qui tranche avec les anciennes "collections de projets" . Cependant il faut soutenir les efforts d'amélioration, pour abandonner des schémas qui embrassent tout et qui privilégient l'aspect économique réductionniste, afin d'obtenir une planification globale capable de provoquer des décisions concrètes . Il y a donc lieu d'appuyer le processus de maturation de la planification . Il ne s'agit nullement de rejeter l'expérience vécue, il s'agit plutôt de restituer à la planification son rôle premier, celui d'organiser le développement à partir d'objectifs et de stratégies précis et réalistes .

### 3.2. Les étapes de l'intégration

Nous avons usé d'une démarche qui nous a permis de "nettoyer le chemin" . Arrivés à ce stade, que peut-on proposer qui puisse répondre à la situation de la Centrafrique ?

Nous envisageons quatre étapes :

#### Etape 1 : Education en matière de population

L'une des causes de l'échec Keryan a été l'insuffisance d'éducation en matière de population. Un programme d'information et de sensibilisation doit être élaboré et diffusé selon deux axes, vertical et horizontal, pour que toutes les couches de la population soient atteintes . A ce propos, des structures adéquates sont à envisager ; on peut déjà s'appuyer sur l'existant (organisation de masse, organisation des femmes, cellules de développement communautaire, cellules du parti politique, etc.) ceci pour l'axe horizontal . En ce qui concerne l'axe vertical, il est nécessaire d'élaborer un dossier d'informations qui s'adresse aux différentes hiérarchies du pouvoir politique . En fait, une prise de conscience du problème s'est déjà réalisée à ce niveau, il est plutôt question d'obtenir beaucoup plus d'attention de la part des décideurs et des planificateurs pour que des actions concrètes soient envisagées .

#### Etape 2 : Stratégie des connaissances des variables de population et des relations population-développement : recherches en sciences sociales .

Ce travail doit se faire dans le cadre d'un centre de documentation et de recherches en matière de développement, avec une équipe pluridisciplinaire . Cette formule permet une approche globale et intégrée des problèmes . La démarche systémique est nécessaire pour tenir compte des multiples dimensions de la société, elle évite le découpage arbitraire de la réalité . Ce centre peut être abrité soit dans un ministère de coordination tel que le plan, soit à l'université de Bangui . Le choix serait fait sur base de critères pertinents (rapprocher chercheurs, planificateurs et décideurs politiques, garantir la souplesse et une relative neutralité ... ) .

L'appareil statistique doit aussi être renforcé (l'appareil statistique ne se limite pas à la Direction de la Statistique du Ministère du Plan), à ce propos un document existe qui présente une stratégie possible . On devrait inscrire au calendrier de ces recherches trois problèmes prioritaires:

a) Le problème de l'emploi

Dans le plan quinquennal 1986-1990, plusieurs politiques sectorielles sont indiquées. Une seule lacune retient notre attention : il n'y a pas eu de politique définie en matière d'emploi (17). Nous estimons que l'emploi est l'interface principale entre système démographique et système économique car les problèmes de croissance démographique, de fécondité, du statut et des conditions de la femme, de l'exode rural, de la croissance économique et de la distribution des revenus sont intimement liés au problème de l'emploi. Si chaque personne active pouvait disposer d'un emploi qui lui fournisse les moyens de satisfaire ses besoins et d'épargner, ne serait-ce pas le meilleur schéma pour la mobilisation des ressources (18) ?

b) L'éducation

La question de l'adéquation Formation-Emploi, dans le contexte de la problématique du système éducatif, doit être mieux cernée. Il faut dépasser le concept d'éducation type "moderne" pour élargir l'analyse à la "formation sociale de l'individu".

c) La problématique urbain-rural

La très inégale répartition de la population est un phénomène inquiétant. La capitale Bangui compte environ 500.000 habitants alors que la deuxième ville en effectif de population, Bambari, ne compte environ que 50.000 habitants. Par ailleurs on assiste à un dépeuplement des régions de l'Est et du Nord-Est qui sont les régions les plus enclavées: il faut y craindre la "mort" des villages. Une solution réside dans une stratégie d'aménagement du territoire qui dépasse la simple question de l'habitat pour s'étendre à la prise en compte des spécificités régionales, ethniques et à la valorisation des acquis culturels.

**Etape 3 : Cadre institutionnel de la planification**

Nous ne répéterons pas assez. L'efficacité d'une planification réside dans sa capacité de définir clairement les objectifs globaux et sectoriels, nationaux et régionaux, de formuler des stratégies conformes aux réalités du pays, dans les ressemblances et dans les différences.

Les efforts actuels sont à encourager. Il est nécessaire que l'on arrive à une intégration des compétences des hommes politiques (pour les décisions), des planificateurs (pour les orientations) et des chercheurs (pour la base informationnelle).

**Etape 4 : Projections et modélisations**

Cette étape n'est réalisable que si l'on dispose de statistiques assez complètes et précises. L'état actuel des données limite gravement cette étape. En effet, la plupart des séries statistiques n'ont été établies que pour la ville de Bangui.

a) Des projections

Nous l'avons déjà dit, il importe de développer la base de l'information pour rendre possibles des projections suffisamment désagrégées pour atteindre des niveaux aussi petits que souhaitables et pour rendre compte des spécificités des sous-groupes de la société.

(17) République Centrafricaine/Ministère de l'Economie, des Finances et du plan, plan de développement économique et social 1986-1990, p. 26 -

(18) WAUTELET, J.M., Module 1.3.4 sous-système de mobilisation des ressources, Document pédagogique CIOEP, 1987/11, pp. 4-14.

b) De la problématique de la modélisation

D'ores et déjà, quelques précautions doivent être observées quant à la problématique de la modélisation de l'interaction population et développement . En effet, les systèmes démographique et économique sont dépendants du modèle socio-culturel, et donc le temps et l'espace sont des dimensions importantes qu'on ne peut ignorer ; les interactions ne s'inscrivent pas simplement dans des équations mathématiques statiques. La trajectoire d'un système en développement ne peut être constamment linéaire . Mais la modélisation est nécessaire pour mettre en évidence les relations entre les variables démographiques et les variables économiques, cela permet d'identifier des stratégies et des mesures concrètes à prendre . Dès que cela est possible, les modèles actuellement disponibles pourront être utilisés, en même temps qu'on recherchera les moyens pour satisfaire l'objectif de modéliser les réalités centrafricaines . Cette étape, si elle est accomplie, réalise l'intégration effective des variables démographiques dans la planification du développement, car les deux approches classiques peuvent alors être appliquées .

Nous arrivons au terme de notre travail . A partir des insuffisances que nous avons relevées tant sur le plan des connaissances scientifiques relatives au sujet que sur le plan des données spécifiques à notre pays, nous avons proposé un certain nombre d'étapes à réaliser . Il s'agit de plusieurs activités, soit nouvelles qu'il faut envisager, soit en cours qu'il faut renforcer . Tout cela demande une coordination et un suivi assez efficaces, faute de quoi, il y aura encore un gaspillage de moyens et d'énergie ; c'est pourquoi il s'avère nécessaire que le gouvernement envisage la création d'un organe compétent pour la coordination des activités en matière de population.

## CONCLUSION GENERALE

L'économie centrafricaine, à l'instar d'autres économies du Tiers-Monde, connaît actuellement beaucoup de difficultés à la fois conjoncturelles et structurelles . La planification du développement semble ne pas avoir donné les fruits attendus . Les déséquilibres persistent et s'aggravent au fil du temps . De plus en plus, on s'interroge sur les effectifs et le rythme de croissance démographiques. Le gouvernement actuel multiplie les efforts pour obtenir des solutions adaptées aux problèmes spécifiques de la Centrafrique, en particulier, il recherche les moyens pour cerner les variables démographiques afin de les intégrer dans la planification du développement . On ne dispose pas encore d'une base théorique et conceptuelle pour cette intégration ; en plus, les connaissances sont très incomplètes sur le contexte social, culturel et économique de la Centrafrique .

Sur la base de leçons tirées de l'histoire passée (expériences européennes) et présente (expérience kenyenne), nous croyons que nous ne pouvons que soulever un certain nombre de questions ou préoccupations qui ont leur pertinence : Le développement d'une société doit être appréhendé d'un point de vue global et structurel, la planification doit être conçue pour jouer le rôle de cadre d'organisation de ce développement ; la population fait partie d'un système plus englobant, et par conséquent on ne peut que préconiser un schéma qui valorise ses spécificités socio-culturelles . En définitive, nous estimons avoir identifié des réponses aux deux préoccupations qui ont guidé notre choix du sujet :

- 1- Le développement d'une société doit s'organiser et il apparaît que la planification constitue un cadre approprié de cette organisation pour la Centrafrique ; cependant il faut améliorer la méthodologie de cette planification pour lui restituer son rôle et assurer son efficacité .

Par ailleurs, l'intégration population- développement est une nécessité, pour cela, nous avons proposé de dépasser le concept de variables démographiques pour saisir celui de variables de population . Nous avons aussi indiqué les étapes pour l'intégration, en particulier celle qui porte sur la définition d'une véritable stratégie des connaissances des variables de population et des relations entre population et développement . A ce titre, le recensement général de la population est un moyen pour disposer de statistiques nationales qui doivent cependant être complétées par d'autres connaissances issues d'études sociologiques et anthropologiques .

- 2- L'approche systématique développée au CIDEF est très utile pour cerner des problèmes aussi complexes que ceux de la planification du développement . C'est une approche pratique, qui crée une opportunité pour discuter et comprendre des questions concernant des logiques contradictoires des acteurs et/ou sous-groupes sociaux .

Au delà de ces réponses, une réalité demeure : le développement, étant une solution construite, implique une action collective qui, comme l'écrit M. Crozier (19), "n'est rien d'autre que de la politique quotidienne", ce qui repose la question du pouvoir et des rapports sociaux .

---

(19)CROZIER, M., FRIEDBERG, E., L'Acteur et le système, op. cit

BIBLIOGRAPHIE

**BALARO, G.**

Module 1.3. Ateliers, document pédagogique .  
CIDEP-1967/3 (1°, pp. 5-10 .

**BOSERUP, E.**

"Economic and demographic interrelationships in sub-saharan Africa", Population and development review 11, n° 3, september 1985, pp. 383-397 .

**CHASTELAND, J.C.**

"Les politiques de populations dans le Tiers-Monde huit ans après BUCAREST : espoirs et réalités", Politiques de population, n° 2, janvier 1984, 72 pages .

**COMELIAU, C.**

Processus de planification, Document pédagogique CIDEP-1967-88/26, Textes 1-2-4-5 .

**CROZIER, M./ FRIEDBERG, E.**

L'acteur et le système, Paris, Ed. du seuil, 1977, pp. 15-37, 383-401 .

**FNUAP**

Rapport d'Activités 1979 .

**FNUAP**

Rapport d'Activités 1980 .

**FNUAP**

République Centrafricaine

Rapport de mission sur l'évaluation des besoins d'aide en matière de population, mars 1983 .

**GERARD, H.**

"Politique de Population : à la recherche du sens perdu ... ou à donner ...  
Types d'intervention d'une politique démographique .  
Approche Théorique", Politiques de population, n° 1, novembre 1983, 82 pages .

**LES ATLAS JEUNES AFRIQUE**

République Centrafricaine, Ed. Jeune Afrique, 1984 .

**LORTIAUX, M.**

"Economie, population et politiques démographique", politiques de population, n° 3-4, décembre 1984, 169 pages .

**LORTIAUX, M.**

Introduction à l'analyse systématique des sociétés, Document pédagogique CIDEP 1967/6 .

**MAZOUZ, M.**

"Nature des obstacles au progrès de la connaissance des relations entre population et Développements", communication faite au symposium sur "l'intégration de la variable population dans le processus de planification", Dakar, 05-09, décembre 1983, p. 3 .

**MARRADI, A.** (de l'Université de Florence),

"La validité des Indicateurs et la Fidélité des données", communication faite à la chaire Quetelet 87 (L'Explication en Sciences Sociales - La recherche des causes en démographie U.C.L. Louvain-La-Neuve, 13-16 octobre 1987 .

**NIKOU, J.**

"Quelques éléments de réflexion sur population et urbanisation en Centrafrique", communication faite au séminaire sur "La contribution des Sciences Sociales au développement de la RCA", Bangui, mars 1986 .

**ONU**, Proceedings of the United Nations  
Had Hoc Expert group Meeting .

Manual on the integrating population variables into development planning .  
New-York, 11-14 december 1984, ESA/P/WP/87  
New York 1985 .

**ONU**

Rapport de la Conférence Internationale sur la Population, MEXICO, août 1984 .

**ONU**

Rapport de la Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Population, BUCAREST, août 1974 .

**ONU-CEA**

Rapport sur la deuxième Conférence Africaine sur la Population, ARUSHA, Janvier 1984 .

**ONU**

Kenya, population compendium, New-York, U.N., Population Division and UNFPA, July 1985, 7 pages .

**République Centrafricaine**

**Haut Commissariat Chargé du Plan,**

Evaluation au 30 juin 1984 du Programme National d'Action 1982-1985 .

**République Centrafricaine**

**Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan**

Plan de développement économique et social 1986-1990 .

**République Centrafricaine**

Recensement général de la population 1975, Analyse abrégée, avril 1987 .

**République Centrafricaine**

**Direction de la Statistique**

Estimation des effectifs de la population de la RCA au 31 décembre 1984 . Note méthodologique et résultats .

**République Centrafricaine**

**Direction de la Statistique**

Annuaire Statistique 1979-85 .

**SACHS, I.**

"Développer les champs de planification",

Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, n° 67, janvier-mars 1985, p. 12 .

**SAUVY, A.**

Théorie générale de la population, Vol. II, PUF, 1959, Chapitre II, pp.7-20 .

**WAUTELET, J.M.**

Module 1-3-4 sous-système de mobilisation des ressources, document pédagogique CIDEP 1987/11, pp. 4-14 .

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1** : Déclaration de son Excellence, le Général André Kolingba,  
Président du Comité Militaire de Redressement National,  
Chef de l'Etat, à la Conférence Mondiale de la population de Mexico - 1984 .
- ANNEXE 2** : Tableau d'ensemble .
- ANNEXE 3** : Carte des densités rurales et agglomérations .
- ANNEXE 4** : Evolution des effectifs de la population entre 1950 et 2000 (hypothèse moyenne  
sur la période de projections 1980 à 2000) .

ANNEXE 1 :

DECLARATION DE SON EXCELLENCE, LE GENERAL ANDRE KOLINGBA,  
PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE DE REDRESSEMENT NATIONAL,  
CHEF DE L'ETAT,  
A LA CONFERENCE MONDIALE DE LA POPULATION DE MEXICO - 1984

+++++

Avec 2.600.000 habitants, un territoire de 623.000 km<sup>2</sup> des terres riches et des ressources potentielles certaines, la République Centrafricaine ne peut que souscrire à une politique nataliste. C'est conforme à ses traditions ancestrales, c'est conforme à ses intérêts à long terme.

Ceci dit, il est exact que mon Gouvernement ne saurait se désintéresser des "problèmes de population" :

- Mon pays a adhéré à la Décennie de la Population organisée en 1974 par les Nations Unies et s'appête à participer à la prochaine Conférence Mondiale de la Population de Mexico ;
- Mon pays avec l'aide du système des Nations-Unies, a réalisé un Recensement Général de population en 1975 et s'appête à renouveler prochainement cette opération ;
- Mon pays a pris connaissance des importants travaux réalisés dans le domaine de la population au cours de cette décennie et, en particulier, à l'occasion de la Première Conférence Africaine d'Accra, de la Conférence Mondiale de Bucarest et de la Deuxième Conférence Africaine d'Arusha .

Je suis conscient de la gravité de la situation démographique de certains pays membres des Nations-Unies, notamment de certains pays en développement ; je suis conscient de la gravité de la situation démographique mondiale à l'horizon du vingt et unième siècle; par contre, en ce qui concerne la République Centrafricaine, notre intérêt à long terme est d'avoir une population jeune, dynamique, plus nombreuse, saine et mieux instruite .

Avec une densité de la population de l'ordre de 4 habitants au Km<sup>2</sup>, il est certain que les problèmes démographiques de la République Centrafricaine ne sont pas des problèmes de surplus . Ce sont, comme dans d'autres pays en voie de développement à faible densité mais aux sols riches, des problèmes de rythme de croissance, d'inégale répartition géographique de la population, de maîtrise de la fécondité, de santé et d'instruction .

Il est vrai qu'un rythme de croissance annuelle de 2,5% exige des investissements coûteux que nous ne sommes pas en mesure de supporter seuls, mais cette croissance est nécessaire à une densité démographique plus élevée qui contribuera à intensifier les échanges économiques, à rentabiliser nos investissements routiers et nos investissements sociaux, à atteindre un poids économique suffisant pour que nous puissions songer à réaliser effectivement un développement économique auto-centré et auto-entretenu .

Mais cette croissance démographique et ce développement économique, nous devons les atteindre en instaurant un meilleur équilibre démographique, c'est-à-dire, un nouvel équilibre basé sur une baisse parallèle des taux de mortalité (notamment de mortalité infantile) et des taux de natalité . Il ne sert à rien d'avoir six enfants si deux doivent mourir avant leur premier anniversaire . Nous avons conscience que l'équilibre actuel basé sur des taux élevés de natalité et parallèlement, des taux élevés de mortalité infantile, est un équilibre de gaspillage, ruineux pour la santé des mères, ruineux pour notre économie .

Nous voulons donc que la Communauté Internationale nous aide à lutter contre la mortalité excessive des enfants en bas âge et que, parallèlement, elle nous aide à mieux maîtriser notre natalité par le développement d'un "Planning Familial" qui n'aurait rien à voir avec une volonté de restriction des naissances mais qui serait basé sur une maternité et une parternité conscientes qui assureraient la constitution de la famille désirée tout en sauvegardant la santé des mères . C'est pourquoi, nos efforts en faveur de la protection maternelle et infantile seront poursuivis et amplifiés . C'est pourquoi, nous adhérons sans réserve au Programme d'Education en matière de Population .

---

---

**TABEAU D'ENSEMBLE**

---

---

A. STRUCTURE DU PIB PAR BRANCHES EN 1966 (%)

1. Activités d'exportation	5,4
Café	1,7
Coton	0,6
Tabac	0,1
Industries extractives	2,0
Industries du bois	1,0
( y compris exploitation forestière)	
2. Agriculture	39,5
Cultures vivrières	12,9
Elevage	13,3
Chasse, pêche, cueillette	7,6
Bois et ressources végétales	5,7
3. Industries et Artisanats	7,2
Electricité, gaz et eau	0,8
Fabrication et artisanats alimentaires	5,2
Autres Industries et artisanats	1,2

4. Bâtiments et travaux publics	2,3
Constructions traditionnelles	0,5
Bâtiments et travaux publics pour P.I.	1,4
Autres batiments et T.P.	0,4
5. Commerce	18,4
Commerce sur produits locaux	8,7
Commerce sur produits exportés	3,6
Commerce sur produits importés	6,1
6. Services marchands	9,2
Transports, entrepôts et télécom.	4,4
Banque, assurances et autres services	2,9
Affaires immobilières et locations	0,6
Restaurants et hôtels	0,8
Services personnels	0,5
7. Services non marchands	13,4
Administration publique locale	9,4
Assistance technique extérieure	4,0
P.I.B. au coût des facteurs	95,4
8. Droits de douane import et taxe unique	4,6
P.I.B. au pris du marché	100,0

---

---

TABLEAU D'ENSEMBLE (suite)

---

---

B. Effectifs, structures et répartition spatiale de la population

Superficie = 623.000 km<sup>2</sup>, population en 1968 = 3 millions .  
Densités : nationale = 4,8, Bangui = 4000

(ha/km<sup>2</sup>)  
variation (sauf Bangui) : 0,4 à 5 .

Population 0-14 ans : 43,5% en 1975 .

Population 60 ans et + : 2% en 1975 .

Taux de masculinité = 94,2% en 1975 .

C. Données de mouvements

- . Croissance démographique :

Taux national	2,5%	Bangui	6,0%
Zone rurale	1,4%	Zone urbaine	4,0%
		(sauf Bangui)	

Le taux national continuera à croître jusqu'en l'an 2010 .

- . Migrations : statistiques très peu fiables .  
Population urbaine = 40%, en croissance régulière .

Trois directions essentielles :

Bangui (capitale)	500 000 habitants
Bambari (2 <sup>e</sup> ville)	50 000 habitants
Zones de diamants et d'or (Centre et Ouest)	

- . Fécondité : taux de natalité 44%  
descendance finale 5,9
- . Mortalité : Taux infantile 140 à 150%  
Taux de mortalité 19,5%  
Espérance de vie à la naissance 49 ans .

D. Données sociales

Education : développement quantitatif .

Effectif multipliés par :

- . 4 pour le primaire, entre 1960 et 1984 ;

- . 30 pour le secondaire, entre 1960 et 1984 ;
- . 50 pour le supérieur entre 1970 et 1984 ;
- . Taux net de scolarisation pour le groupe d'âges pour l'enseignement primaire = 50% .
- . 23 % des étudiants du supérieur sont inscrits dans les filières scientifiques.
- . Budget = 28% du budget de fonctionnement de l'Etat, dont 57% à l'enseignement primaire, 95% de ce budget affectés aux dépenses du personnel et aux bourses dans le supérieur .

Santé : moyens de service faibles

- . Budget = 10% du budget de fonctionnement de l'Etat .
- . Effectif formations sanitaires appréciable, mais insuffisance en personnel, en équipements et de l'entretien .
- . Principales causes de décès : infections intestinales d'origine parasitaire, maladies infectieuses, paludisme, rougeole, bronchopneumonies et anémies .
- . Taux de prévalence des avortements provoqués = 30 à 40 % .
- . Des statistiques fragmentaires font apparaître un état de déséquilibre alimentaire .

Emploi : Statistiques très peu fiables .

- . 80 % de la population active employés dans l'agriculture .
- . Principales activités agricoles = cultures de subsistance .
- . 2/3 des devises fournies par : coton, café, bois .
- . Sur plus d'un million d'actifs, 50 à 60 000 employés par le secteur moderne dont 50% dans la fonction publique .
- . Activités industrielles = 20% de l'emploi du secteur moderne .

Sources :

Ministère de la santé et des affaires sociales, statistiques sanitaires ;

Ministère de l'Education Nationale, statistique scolaires ;

Secrétariat d'Etat chargé du plan - Direction Statistique, Bulletin et Annuaire Statistiques .

CENTER AFRICAN REP.  
POPULATION (IN THOUSANDS) BY AGE AND SEXE, 1950-2000

BOTH SEXES											
AGE/YEAR	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000
ALL AGES	1377.7	1471.0	1582.7	1713.4	1870.2	2062.6	23088	2607.8	2961.9	3374.5	3856.3
0-4	198.2	232.4	252.2	273.0	299.4	337.5	395.8	456.1	519.3	586.5	664.4
5	34.4	37.0	44.2	47.1	51.8	57.7	66.4	78.8	90.7	103.6	117.7
6	33.1	35.1	42.2	45.4	49.8	55.4	63.4	75.3	87.1	99.8	113.5
7	32.1	33.7	40.2	43.9	48.1	53.3	60.6	72.0	83.8	96.3	109.7
8	31.3	32.6	38.3	42.6	46.6	51.5	58.3	68.9	80.7	93.0	106.2
9	30.5	31.8	36.5	41.5	45.3	50.0	56.2	66.0	77.8	89.9	102.9
5-9	161.4	170.1	201.4	220.6	241.6	267.9	305.0	361.1	420.0	482.7	550.0
10	29.9	31.3	34.8	40.5	44.1	48.6	54.5	63.4	75.1	87.1	99.8
11	29.4	31.0	33.1	39.8	43.1	47.5	53.0	60.9	72.6	84.3	97.0
12	29.0	30.7	31.8	38.7	42.1	46.4	51.6	58.7	70.1	81.7	94.2
13	28.4	30.1	31.0	37.2	41.2	45.2	50.1	56.7	67.4	78.9	91.3
14	27.8	29.4	30.6	35.4	40.2	44.0	48.7	54.9	64.6	76.2	88.3
10-14	144.8	152.6	161.3	191.6	210.7	231.7	257.8	294.5	349.8	408.2	470.6
15	27.3	28.3	30.2	33.7	39.3	42.9	47.4	53.2	62.0	73.6	85.5
16	26.9	28.3	29.9	32.0	38.5	41.9	46.2	51.7	59.5	71.1	82.8
17	28.4	27.8	29.9	30.7	37.5	40.9	45.1	50.2	57.3	68.6	80.1
18	25.9	27.3	29.0	29.9	36.0	39.9	43.9	48.8	55.3	65.9	77.3
19	25.4	26.8	28.3	29.5	34.2	39.0	42.8	47.4	53.5	63.2	74.6

CENTRE AFRICAIN REP.  
POPULATION (IN THOUSANDS) BY AGE AND SEXE, 1950-2000 (suite)

15-19	131.8	139.1	147.0	155.8	185.5	204.5	225.4	251.3	287.6	342.3	400.2
20	24.9	26.2	27.7	29.1	32.5	38.0	41.7	46.1	51.9	60.6	72.0
21	24.4	25.7	27.2	28.8	30.8	37.2	40.6	44.9	50.3	58.0	69.4
22	23.9	25.2	26.5	28.3	29.5	36.1	39.5	43.7	48.8	55.7	66.9
23	23.4	24.7	26.1	27.8	28.7	34.6	38.5	42.5	47.3	53.7	64.2
24	22.9	24.1	25.5	27.1	28.3	32.9	37.6	41.4	45.9	52.0	61.5
20-24	119.4	125.9	133.1	141.1	149.9	178.9	197.8	218.5	244.2	280.0	334.0
25-29	107.1	113.1	119.6	126.2	134.8	143.6	172.0	190.7	211.2	236.5	271.9
30-34	93.3	100.8	106.8	113.2	120.5	128.6	137.5	165.2	183.6	203.9	229.0
35-39	84.1	89.0	94.4	100.4	106.9	114.3	122.4	131.4	158.3	176.6	196.6
40-44	73.1	77.8	82.6	88.0	94.0	100.6	108.0	161.1	125.1	151.3	169.3
45-49	62.6	66.8	71.4	76.2	81.6	87.7	94.3	101.6	109.7	118.6	144.0
50-54	51.1	56.3	60.4	64.9	69.7	75.1	81.0	87.5	94.8	102.8	111.6
55-59	45.1	44.7	49.5	53.4	57.8	62.5	67.8	73.6	80.0	87.1	94.8
60-64	37.6	37.4	37.4	41.8	45.6	49.8	54.3	59.4	54.9	71.1	77.8
65-69	29.5	28.3	29.0	29.3	33.2	36.7	40.5	44.7	49.4	54.5	60.1
70-74	20.2	19.8	19.8	20.1	20.7	23.9	26.9	30.2	33.8	37.8	42.1
75-79	11.0	11.1	11.2	11.3	11.9	12.6	15.0	17.2	19.7	22.4	25.4
80 +	5.6	5.6	5.7	6.0	6.3	6.8	7.4	8.8	10.4	12.4	14.5

SOURCE : DIRECTION STATISTIQUES (R.C.A.) et C.E.A.

DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE, EVOLUTION DES SYSTEMES AGRAIRES  
ET PRODUCTIONS AGRICOLES DANS LES ZONES A FORTES DENSITES RURALES DU CAMEROUN

KELODJOU Samuel\*

---

\* Chef de service Adjoint des Etudes, Projections et Perspectives  
Direction de la Statistique - Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire  
YAOUNDE (CAMEROUN)

L'interdépendance entre la population et le développement économique est devenue une question d'actualité ; elle est l'objet de préoccupation de la plupart des gouvernements dans le monde . C'est ainsi que l'influence de la dynamique de la population sur la demande alimentaire reste une question particulièrement importante pour les pays en voie de développement et singulièrement le Cameroun .

La dynamique démographique tend à créer ou à aggraver un déséquilibre global entre la demande et l'offre alimentaires pour une série de raisons :

- les pressions démographiques excessives sur certaines zones très peuplées en l'état actuel des techniques culturales : les Hautes terres de l'Ouest (la région Bamiléké et celle de Bemenda), les Monts Mandaras, et le département de la Léké ;
- les déplacements géographiques de la demande (vers les villes) face à un système productif qui n'y est pas préparé et qui, par conséquent, ne s'y adapte que très lentement (exode rural dans l'ensemble du pays) ;
- les migrations d'actifs jeunes et les baisses de production alors que la demande au niveau national ne fait au contraire qu'augmenter dans les régions relativement peuplées et soumises à l'exode massif des jeunes : pays Bassa au sud-ouest du Léké, département du Ndié à l'Ouest ;
- enfin, les mutations structurelles des milieux agraires qui accompagnent tout cela .

En prenant ainsi les zones de fortes densités camerounaises comme cas crucial des problèmes posés par l'évolution des systèmes de production agricole, sous leur double aspect quantitatif et qualitatif, le facteur démographique apparaît à priori être tout aussi sinon plus important que les facteurs physiques de l'environnement (relief, climat, sols), économiques (insertion de l'économie rurale dans le système du marché moderne), techniques (méthodes traditionnelles et modernes), sociaux et politiques .

Enfin, les systèmes agraires subissent actuellement encore une série de transformations dans les zones de très fortes densités camerounaises (région Bamiléké, Monts Mandaras et la Léké) . Certaines de ces transformations ont été perçues déjà depuis plusieurs décennies (le plateau Bamiléké), d'autres sont plus récentes, et d'autres encore se déroulent sous nos yeux de façon pratiquement brutale et menacent directement la production agricole régionale dans l'avenir (Monts Mandaras, et dans une certaine mesure, le département de la Léké) .

Certes, la production vivrière camerounaise assure pour le moment l'essentiel des besoins nationaux au point où l'on parle même d'autosuffisance alimentaire . Or , d'ici aux premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, la population du pays passera à plus de 20 millions, et sera majoritairement urbaine ; les zones de fortes densités rurales (Ouest, Léké), qui constituent aujourd'hui et sans doute encore d'ici à l'an 2000 les principaux greniers régionaux en matière de production vivrière à destination des grandes villes, seront fortement déséquilibrées . De ce fait, l'autosuffisance alimentaire ne serait-elle qu'une simple vue de l'esprit à court terme ? MALTHUS n'a-t-il pas souligné : "Better outcomes now mean aggravation later" ? (1) . En tout état de cause, pour que l'agriculture continue à nourrir le pays et à lui fournir des devises, il faudra plus que doubler la production agricole .

---

(1) In "A Summary View of the Principle of Population", cité in LIFTON, M., "Response to rural population growth : entitlements, technology, institutions", FAO, 1987, p.3 .

C'est pourquoi il nous semble intéressant de nous interroger sur l'évolution des systèmes agraires dans les zones de fortes densités camerounaises et de comparer les différentes dynamiques propres à chacune de ces régions; ceci devrait nous amener à voir la place réelle des facteurs démographiques dans ces mutations et surtout de voir si, dans l'avenir, ces transformations vont encore permettre de nourrir les producteurs et de dégager en même temps un surplus pour les zones urbaines en expansion rapide .

Cette étude comparative de la dynamique démographique et de l'évolution des systèmes dans les zones de fortes densités peut mieux nous permettre de cerner et de faire prendre conscience des limites de la production agricole vivrière des régions mêmes qui constituent les principaux greniers des grandes villes . Nous y avons ajouté les Monts Mandaras car cette région est considérée par les agronomes et géographes comme une des réussites de l'agro-système tropical : fortes densités sur sol pauvre et climat relativement rude, autosuffisance alimentaire.

La problématique de cette étude peut se formuler ainsi :

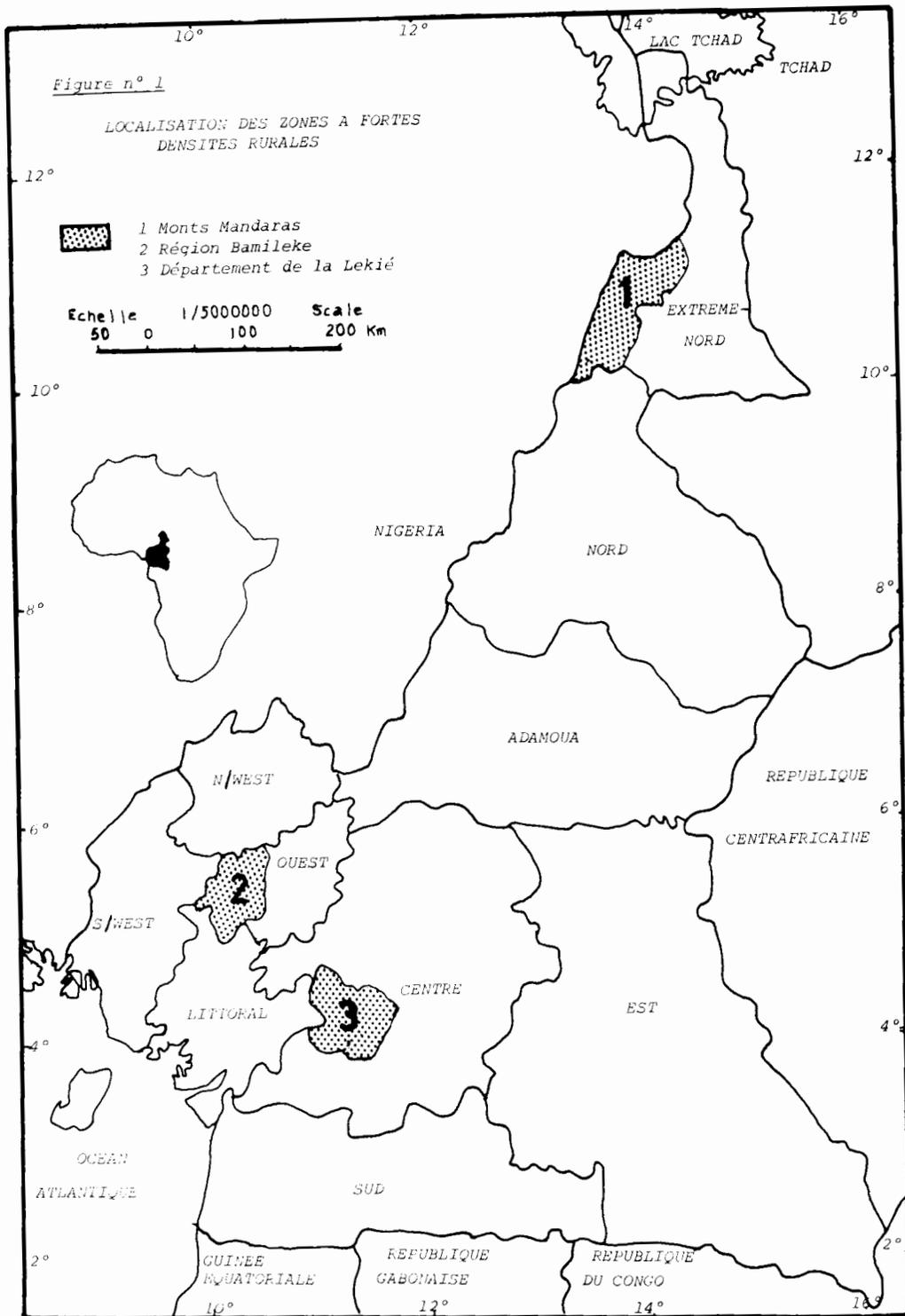
- quels sont les facteurs de la mutation des systèmes agraires dans ces régions ?
- les fortes densités de peuplement ont-elles eu les mêmes conséquences au niveau de la production vivrière dans ces trois régions ?
- quels types de stratégies ont été développés par les populations elles-mêmes et par le pouvoir central ?

Du point de vue méthodologique, l'analyse consistera à cerner les différentes interrelations qui peuvent exister entre les facteurs démographiques, sociaux et économiques, et l'évolution des systèmes agraires . Nous pouvons aborder l'analyse de deux temps :

- Dans un premier temps, nous isolerons le système agraire et nous étudierons ensuite les interrelations entre ce facteur et les phénomènes démographiques, économiques et sociaux ;
- dans un second temps, nous fixerons les phénomènes démographiques et nous établirons les relations réciproques entre phénomènes démographiques et le secteur de production des denrées alimentaires .

Mais, faute des données statistiques bien détaillées au niveau des régions étudiées, une telle démarche s'est avérée très difficile . Ce qui, finalement, nous a conduit à une vision plus réductrice et à adopter le plan suivant :

- Dans un premier temps, nous décrivons les potentialités physiques et le patrimoine humain;
- Dans un deuxième temps, nous montrons l'évolution des systèmes agraires; ces deux premiers points nous permettent de fixer les types différenciés de rapport qui existent entre la population et la terre, suite à une augmentation de la population .
- Dans le troisième point, nous abordons l'impact de la pression démographique sur les techniques, l'utilisation du sol, afin de voir si la pression démographique constitue un stimulant à la productivité ;
- Dans un dernier point, nous verrons les types de dynamiques et de réponses développées par les différents acteurs du milieu, et nous proposerons quelques recommandations pour l'action .



Source : D'après un fond de carte d'Alain BEAUVILAIN (Revue Géographique du Cameroun)

## I. LES MILIEUX NATURELS ET LES HOMMES

Ce sont des cadres physiques contrastés, parfois l'intérieur d'une même unité .

### 1.1. Les ensembles orographiques

Le pays Bamiléké (6000 km<sup>2</sup>) est un complexe de hauts plateaux étagés compris entre 800 m et 1500 m d'altitude en moyenne . Il culmine aux monts Bamboutos (2770m) . C'est un ancien socle péniplaine soumis à des mouvements tectoniques importants, et à un volcanisme relativement récent (fin du crétacé ou éocène) . (2)

Les Monts Mandaras sont situés dans la partie septentrionales du pays . Ils comprennent essentiellement le plateau intérieur de Mokolo ( 800 m d'altitude) limité par les massifs aux rebords vivement entaillés par l'érosion . Tous ces reliefs émergent de la plaine par des versants raides sous un angle voisin de 60° .

La dernière région qui nous intéresse dans cette étude est située au Centre du plateau sud-camerounais . C'est un véritable paysage de collines où l'altitude varie entre 600 et 700 m . Il correspond au pays Eton .

### 1.2. Trois variantes climatiques, trois types de végétation

Sur le plateau Bamiléké, le climat est frais et bien arrosé (1500 à 2000 mm par an) . Il est donc très favorable aux activités humaines . Les Monts Mandaras appartiennent à la zone soudano-sahélienne défini par une faible pluviométrie, une forte évaporation et une température moyenne élevée . Les pluies tombent de mai à octobre, le reste de l'année, la pluviométrie est proche de zéro . Dans le pays Eton, le climat est de type "sub-équatorial" à quatre saisons . La pluviométrie moyenne est de 1700 mm et la température moyenne de 23° .

Si dans le pays Bamiléké et sur les Monts Mandaras, les hommes au cours des siècles ont presque entièrement effacé les traces de la végétation originale, dans le pays Eton, la végétation naturelle reste la forêt (3)

### 1.3. Sols riches, moyens et pauvres

Le pays Bamiléké repose en principe sur un socle cristallin recouvert de nappes basaltiques. Les sols sont ainsi moyens par endroits, mais aussi remarquablement bons sur les cendres volcaniques jeunes . A l'opposé, sur les Monts Mandaras, les sols vont des roches nues, arènes typiques , sols peu évolués sur les massifs, aux sols sur pédiments ; en somme, on y trouve toutes les catégories des sols pauvres imaginables . Le pays Eton repose sur un manteau de latérite, avec par endroits, des cuirasses ferrugineuses .

### 1.4. Facteurs limitant la mise en place des hommes et l'agriculture

Il s'agit donc de trois milieux physiques bien distincts . Leur caractéristique principale reste d'avoir su capitaliser sur place des populations très importantes numériquement et sur des espaces réduits en développant une agriculture d'autosubsistance et/ou d'exportation remarquable . L'environnement physique paraît comme très tourmenté dans certains cas et semble à priori être un facteur de sous-peuplement si nous prenons en compte des éléments comme :

---

(2) MORIN, S., "Apports des images Landsat à la connaissance de la structure des Hautes terres de l'Ouest", *Revue de Géographie du Cameroun*, p. 191 .

(3) KELODJOUÉ, S., "L'évolution de l'exploitation, industrielle du bois dans la forêt sensée camerounaise", p. 84 .

- La topographie : les pentes parfois très abruptes peuvent limiter la mécanisation éventuelle du travail humain et obligent à prendre des précautions dans les secteurs sujets à l'érosion (système en courbe de niveau, terrasses) .
- L'existence de la forêt avec la pratique de la culture sur brûlis .

Malgré toute cette complexité, ces milieux sont densément occupés par l'homme : les paysages témoignent d'une emprise très étendue de l'homme et d'une maîtrise minutieuse des techniques agraires .

En général, il s'agit des milieux n'autorisant pour certains que très peu de réponses de la part des hommes qui veulent y vivre . En d'autres termes, ils n'offrent qu'un nombre réduit de possibilités d'exploitation . Ces milieux, toutes choses restant égales par ailleurs, exigent un certain type spécifique d'aménagement qui, à son tour, appelle une organisation appropriée sans pour autant déterminer les rapports de productions (sur les Mandaras) . Cependant, "il n'est pas question pour nous d'invoquer un quelconque déterminisme géographique pour tenter d'expliquer les relations qui peuvent exister, entre la société et le milieu, et cela pour deux raisons : les relations qui peuvent exister ne sont jamais à sens unique et les hommes transforment le milieu autant que celui-ci les influence . En ce sens, on peut dire que ce ne sont jamais les mêmes hommes, ni les mêmes milieux qui se trouvent face à face . D'autre part, si l'action du milieu n'est pas unilatérale, elle n'épuise pas non plus la question . Elle ne peut expliquer ni l'ensemble de la situation, ni le tout de la société . Le recours à d'autres facteurs est nécessaire pour le comprendre ." (4)

### 1.5. La mise en place des hommes

Comment expliquer que sur des espaces aussi réduits et parfois très rudes se soient accumulées des populations aussi nombreuses ? Quelles furent les modalités de leur accumulation ? C'est à ces deux questions que nous tenterons de répondre dans les lignes qui suivent .

De nombreuses études (5) ont montré que le plateau Bamiléké a constitué un cul-de-sac migratoire dans le passé . Aussi semble-t-il établi aujourd'hui que, bien que les Monts Mandaras fussent habités depuis longtemps, les peuples s'y sont aussi maintenus pour éviter les assauts répétés des Peuls de la plaine environnante (6) . Quant aux Eton, ils se seraient fixés définitivement avec l'introduction de la cacao-culture et la circulation monétaire qui s'est développée par la suite (7) .

### 1.6. Aspect social de l'appropriation foncière

Il s'agit ici de trois sociétés dont le fond socio-culturel est loin d'être le même .

La société Bamiléké est très hiérarchisée et est centrée sur la personne du chef de village (8) . Les biens se transmettent en ligne directe à un seul héritier . Parfois, celui-ci donne en usufruit à ses frères et demi-frères une portion de la terre ; dans le cas contraire, seule reste ouverte la voie de l'émigration pour les autres .

(4) MARTIN, J. Y., "Les Natakam du Cameroun", p. 23 .

(5) GHONSI, E., "Les Bamilékiés du Cameroun . Essai d'étude historique des origines à 1920", p. 304 .

(6) WVEIG, E. cité par BOUTARIS, J., "La colonisation des plaines par les montagnards au Nord Cameroun (Monts Mandaras)", p. 107-108 .

(7) WEBER, J., "Structures agraires et évolution des milieux ruraux", p. 107-108 .

(8) Un village, ou chefferie est une unité territoriale à base ethnique de superficie variant entre 6 et 60 km<sup>2</sup> population de 5000 à plus de 100 000 habitants .

Dans les Monts Mandaras, les coutumes réglant la répartition des terres et sa transmission présentent également une remarquable homogénéité . L'appropriation individuelle est certes de règle, chaque exploitant dispose de la terre qu'il a reçue de ses parents et donc les fils ou, à défaut les collatéraux les plus proches hériteront suivant un système variable selon les ethnies mais toujours rigoureusement défini . Enfin, locations, achats, migrations permettent les ajustement nécessaires entre exploitations .

L'organisation sociale, dans la zone forestière camerounaise, comprend des clans exogamiques formés de tous les descendants en ligne d'un ancêtre, qui se subdivisent en fractions lignagères . En pays Eton, l'organisation de la production repose aujourd'hui sur une cellule sociale de petite taille . Avec l'introduction et le développement de la culture du cacao, l'importance marchande de ce produit s'est étendue à la terre . C'est pourquoi, à la mort du chef d'exploitation, la propriété est divisée en autant d'épouses ayant des enfants de sexe masculin .

De nos jours, dans les trois zones, il n'existe aucun accaparement des terres au profit des familles privilégiées : force de travail, superficies cultivées tendent à s'équilibrer au niveau de chaque unité de production . Aussi les conflits fonciers que les zones de fortes densités engendrent inévitablement sont relativement réduits .

#### 1.7. La situation et le comportement démographiques

" Les paramètres qui régissent l'évolution démographique des populations rurales sont multiples et leurs actions ne sont pas toujours à sens unique . Les uns sont d'ordre primaire : (natalité, fécondité, nuptialité, mortalité), mais ils se trouvent eux-mêmes sous la dépendance d'autres facteurs difficiles ou encore peu connus" (9) . Les autres paraissent moins immédiatement perceptibles et agissent plutôt sur le long terme, ils relèvent de l'environnement au sens large, de l'ensemble des conditions économiques qui favorisent la vie quotidienne des populations et font que certains lieux sont réputés agréables à vivre tandis que d'autres paraissent sans intérêt et sans avenir .

Ces trois régions dans l'ensemble formaient en 1976 un corps de 1.278.644 habitants, et on l'estime aujourd'hui à près de 1.799.782 habitants sur 2,9% du territoire national (10) . (Voir le tableau 1, et le tableau 2) . La forte démographie dans ces régions se traduit par la rareté des terres non occupées, l'aménagement et la mise en valeur des pentes raides (plateau Bamiléké et Monts Mandaras) . Si, sur le plateau Bamiléké, la mortalité semble réduite grâce à une meilleure salubrité du climat (11), dans les autres zones, elle serait légèrement plus élevée (12) . La fécondité semble être le facteur principal de la croissance démographique dans les trois zones comme le laisse voir le tableau 3. Au recensement de 1976, on a constaté une émigration ancienne et encore très importante à partir du plateau Bamiléké et des Monts Mandaras (tableau annexe n° 1). Ce phénomène qui serait très récent dans le pays Eton, a déjà atteint des proportions alarmantes (13) .

De cette même source, nous pouvons constater que les taux d'activités et les taux d'occupation sont relativement élevés dans ces régions, ce qui semble à priori contredire l'existence d'un chômage rural, et confirmer l'existence d'une pression sur la terre (tableau annexe n° 2) .

(9) FRANQUEVILLE, A., "Deux essais sur les relations Villes-Campagne au nord de Yaoundé", p. 117.

(10) KELODJOUÉ, S., "Estimation de la population du Cameroun en 1987", p. 14 .

(11) SUCHEL, J.B. (1972) cité in GOURADE, G., op. cit., p. 58 .

(12) HALLAIRE, A., "Problèmes de développement au Nord-Mandaras", p. 3 .

(13) Voir, en ce qui concerne une partie du pays Bamiléké, KELODJOUÉ, S. & KANAGAING, S., "Les échanges de population entre le département de la Mifi et les autres unités administratives du Cameroun", p. 214 .

Tableau N° 1 : Quelques informations statistiques

Zones de référence	SUPERFICIES		POPULATION		DENSITE Hab./km <sup>2</sup>
	(Km <sup>2</sup> )	%	Nombre	%	
REGION BAMILEKE(1)	6 200	1,33	771 327	10,8	124
MONTIS MANDARAS (2)	3 106	0,67	304 163	4,3	98
LEKIE (3)	2 995	0,64	203 159	2,8	68
Ensemble zones de référence	12 301	2,64	1 278 649	18	103,5
CAMEROUN	465 458	100	7 131 833	100	15

SOURCE : Recensement Général de la Population 1976 et KELDJOUE, S. "Les Départementales"

- (1) = Région (Pays ou Plateau) Bamiléké groupe 5 des 6 départements de la Province de l'Ouest
- (2) Mont Mandaras (Mandaras) = actuel département du Mayo Tsanaga dans la Province de l'Extrême Nord .
- (3) Lékié (Pays Eton) : le département de la Lékié se trouve dans la Province du Centre (ancienne province du Centre-Sud) .

Tableau N° 2 : Evolution de la Population dans les régions concernées

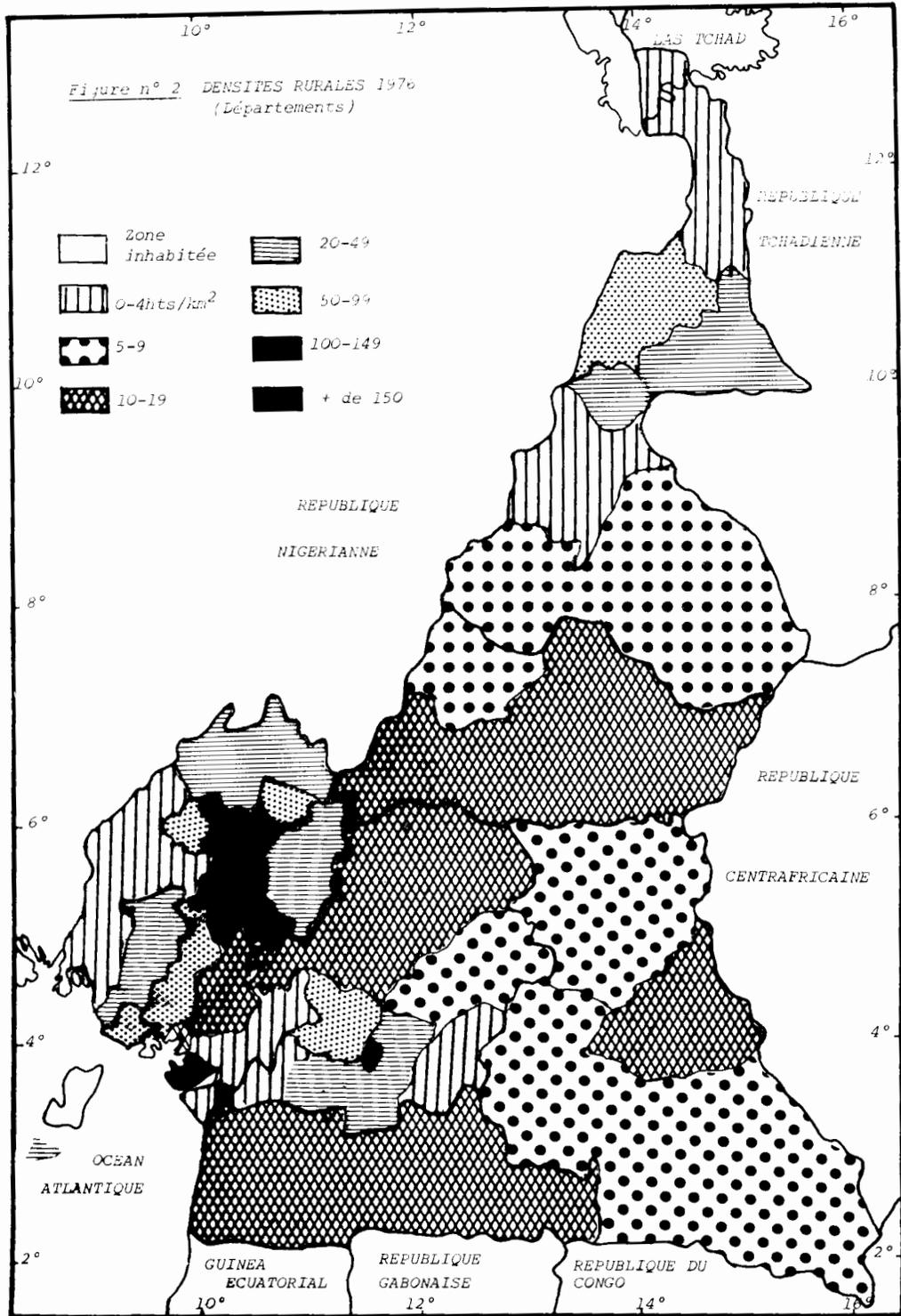
ZONES	DEPARTE- MENTS	ARRONDIS- SEMENTS	1966/67	1976	1987	DENSITE (1987)
MANDARAS	MAYO TSANAGA	MOKOLO	-	304.163	414.052	83
			618.197	771.327	1.092.736	193
BAMILEKE	HAUT NKAM	-	92.639	104.467	147.730	150
	MENOUA	-	158.106	201.409	284.477	206
	MIFI	-	175.004	242.316	343.788	294
	NDE	-	83.547	67.942	96.931	64
	BAMBOUTOS	-	108.901	155.193	219.810	187
ETON	-			203.159	292.994	98
	LEKIE	EVOODOULA		13.246	19.450	111
		MONATELE		26.400	37.882	97
		OBALA		68.225	96.381	121
		OKOLA		39.923	57.332	65
		SA'A		55.365	79.949	109
TOTAL			1.278.649	1.799.782		

SOURCE : KELODJOUÉ, S. "Estimation de la Population du Cameroun en 1987" .

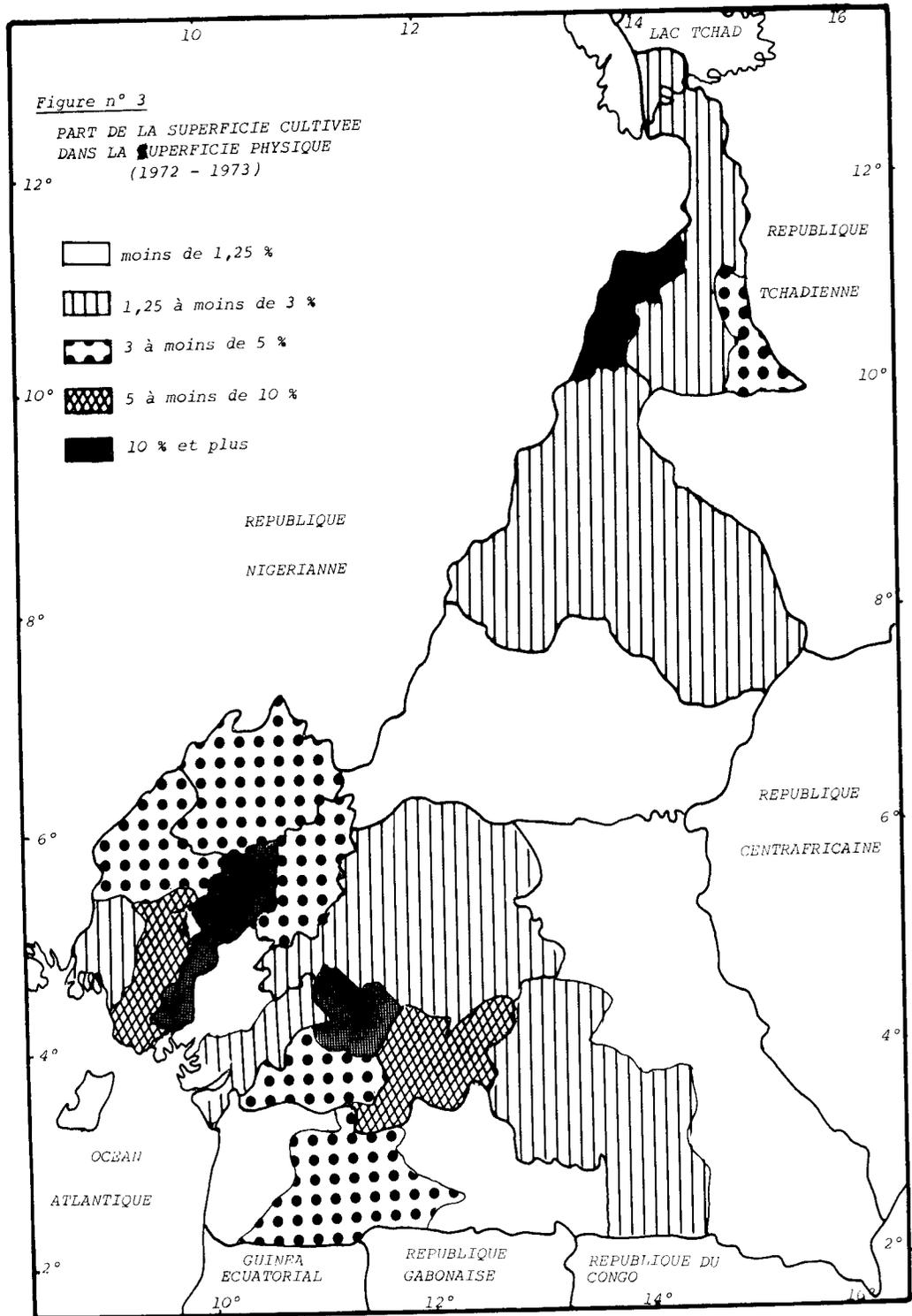
Tableau 3 : Descendance moyenne par femme (Dx) et âge des femmes à la première maternité (u) par province .

PROVINCE	Dx	u
Ouest	7,6	29,5
Centre-Sud	6,5	28,5
Extrême-Nord	5,7	27,5
CAMEROUN	6,2	27,5

Source : EMF (1978)



Sources : Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Cameroun (1976)



SOURCE : D'après les données PNUD-FAO 1977.

## II - LES SYSTEMES AGRAIRES DANS LES ZONES DE FORTES DENSITES CAMEROUNAISES

### 2.1. Une définition du système agraire

Pour CUNHA, A., GREER-WOTEN et RACINE (14), le système agraire n'est pas figé, mais dynamique, car il entretient un ensemble d'échanges avec son environnement spatial. C'est grâce aux échanges, aux transformations et aux transferts qui s'expriment sous la forme de flux de matières, d'énergies, d'informations, de populations et de biens, que la dynamique des phénomènes s'exerce ainsi sur l'ensemble de l'espace rural.

"Le système agraire comprend lui-même un système de cultures (formé par l'association des cultures dans une exploitation), un système agricole (formé par l'ensemble des techniques présidant à l'organisation de la production), et un système foncier qui se traduit par des modalités de l'appropriation du sol et par les relations entre ceux qui travaillent et ceux qui la possèdent" (15).

### 2.2. Le système foncier

Bien comprendre la situation foncière actuelle implique une reconstitution du modèle du départ.

Le terroir original sur le plateau Bamiléké, est celui de la chefferie. C'est l'unité géographique au sein de laquelle se déroule la vie politique, agricole, commerciale et sociale tout court. De ce fait, les terres appartiennent à la chefferie et par là, à son chef, reconnu comme tel par tous les autres membres de la communauté. Le chef est donc le propriétaire éminent du sol et il le distribue à sa guise (16). Chaque détenteur obtient ainsi sa propriété, cadre social de la production.

Dans la Lékié, la terre est défrichée dans la forêt par un clan suivant ses capacités physiques. En l'absence des premiers occupants, le clan s'installe et défriche sans problèmes. Il peut aussi le conquérir en guerroyant contre les autres clans. Le territoire existe en réalité, mais il est autant nécessaire pour les activités de chasse que pour les activités agricoles.

Dans les Monts Mandaras, à l'origine, les terres appartiennent à leur "créateur", c'est-à-dire à celui qui les débrousse le premier quelle que soit son origine voire son ethnie. Les droits de propriété vont par la suite se transmettre par héritage.

### 2.3. Le système agraire

Dans la région Bamiléké, l'organisation du système agraire est fondée sur la trilogie suivante : vallée (rivières, raphias), interfleuves (champs); sommet (pâturages). Ces trois éléments sont étroitement intégrés dans un système remarquablement équilibré (17). Favorisé par les qualités du milieu naturel, aiguilloné par la densité démographique, le travail est lourd pour tous et repose surtout sur la femme (et les enfants) qui passe en moyenne 10 heures par jour au champ. L'association culturelle est de règle (maïs, arachide, igname, haricots, taro, macabo, banane palmtain, etc.). L'outillage n'est qu'un simple prolongement de la main. L'homme se consacre à l'élevage, à l'arboriculture, et à quelques plantes nobles (raphia, kolatier, et récemment à la culture de rente).

(14) CUNHA, A., GREER-WOTEN B., RACINE, J. B., "Le concept d'écodéveloppement et la pratique des géographes en terrain vague et terres promises", p. 35.

(15) Cité par CUNHA, A. & GREER, op. cit., p. 35.

(16) L'ordonnance de juillet 1974 portant la réforme domaniale fait désormais de l'Etat le maître éminent des terres, mais, en réalité, la confusion persiste, d'où de nombreux conflits domaniaux.

(17) Voir les travaux de DONGMO, J. L. cités en bibliographie.

Dans les pays Eton, l'agriculture repose sur un système de culture sur brûlis et de longue jachère . La paysanne raisonne sur la base de la couverture de ces besoins . Les types de temps déterminent le calendrier agricole et les types de champs (arachides, ignames et, plus tard, cacao) .

Le système agraire des Monts Mandaras est très cohérent et les différents éléments sont en étroite conformité avec les aptitudes psychologiques et l'organisation sociale . Il y a relation entre la présence des terres et la culture permanente . Sur les Monts Mandaras, le système agraire est ainsi fondé sur une économie de subsistance, se caractérisant d'abord par les techniques : les terrasses, toutes les pentes sont aménagées en terrains plats séparées par des murets verticaux de soutènement . Elles limitent l'érosion et l'infiltration des eaux aux dépens du ruissellement ; ensuite, par la gamme très limitée des plantes cultivées, les rotations (mil, sorgho, arachides), les soins culturaux, la finesse de l'adaptation au milieu (18) .

Ainsi se résument les principales caractéristiques de ces milieux avant les mutations successives qui suivront .

#### 2.4. De l'évolution du système foncier

Le système foncier n'est qu'un niveau de la réalité sociale, il ne peut être saisi en dehors de la totalité . C'est évident, l'évolution foncière exerce une influence sur le milieu rural rural . C'est pourquoi, l'histoire, les événements économiques, politiques et sociales peuvent être utilisées pour expliquer son évolution .

Dans la région Bamiléké, comme dans la Lékié, le premier élément à prendre en considération doit être l'introduction des cultures de rente (cacao, café) et leur insertion dans le circuit qui survit . Les paysans ont commencé à avoir une perception très aigüe de la terre comme moyen de production à grande échelle . Et dès lors, ils vont user de tous les moyens et de leur sagesse pour disposer d'une superficie plus grande conforme non seulement à leur force de travail mais surtout à leurs désirs financiers . Dans les Monts Mandaras, ce sont surtout les locations, les achats qui ont permis des ajustements nécessaires .

Nous remarquons ici que la propriété privée devient de rigueur quand la ressource terre s'amenuise . Quand il y avait encore suffisamment, personne ne pensait sécuriser ses droits sur la terre . Mais il est évident qu'une telle stratégie ne bénéficiait qu'à ceux qui disposent des moyens financiers . Les autres sont alors voués à la misère, c'est-à-dire à demeurer des "paysans sans terre" ou avec très peu partageant leur force de travail sur un maigre lopin de terre .

Cette perception nouvelle du foncier se traduit concrètement aujourd'hui par : l'arrêt de la distribution des terres aux jeunes gens dans les villages, l'appropriation individuelle et clandestine des zones de pâturage et de marécages et leur mise en valeur, et le foisonnement des conflits domaniaux .

Dans l'ensemble, les règles de dévolution s'opposent pour l'instant à la constitution d'une classe des grands planteurs sur le fond du patrimoine lignager, néanmoins des formes de dépendance ne tendent pas moins d'apparaître comme nous pouvons le noter sur le tableau n° 4 .

Ces modes de faire-valoir traduisent la manière dont le ménage agricole à la jouissance des terres qu'il cultive : la sécurité foncière .

---

(18) De nombreuses études des éminents tropicalistes ont pendant longtemps vanté la technicité séculaire de ce peuple de montagne, certains le qualifiant de véritable "civilisation agraire".

Tableau N° 4 : Superficie utilisée d'après le mode de faire valoir (en % de la superficie totale)

Province (19)	Attribution coutumière	Propriété	Locations	Squatting
Nord	70,8	1,6	7,8	20,0
Centre-Sud	83,7	0,7	3,9	11,7
Ouest	87,3	2,0	7,6	3,1
Cameroun	77,1	3,9	7,5	11,5

SOURCE : COURADE, J., op. cit., p. 67 .

## 2.5. De l'évolution du système agraire

Des changements démo-économiques et social vont modifier l'espace agraire traditionnel et même menacer, sinon déstructurer l'équilibre séculaire . De nombreux facteurs, historico-économiques doivent être pris en compte : travaux forcés, recrutement de la main-d'oeuvre pour les grandes plantations, imposition, introduction des cultures de rente , croissance urbaine (20) . Dans la Lékié, par exemple, les conséquences de cette déstructuration sont nombreuses . La terre n'est plus accessible aux jeunes et le système de culture se calque sur la qualité de sols . Les jachères sont réduites à 3 ou 4 ans sans que changent les techniques culturales et la savanisation s'accompagne d'une érosion rapide, avec apparition de cuisasses latéritiques . Sur les Monts Mandaras, nous devons mentionner dans la plaine, les cultures de l'arachide et du coton qui ont poussé les paysans à abandonner leur montagne (21) . Nous aurons à revenir dans le cours de ce travail sur la signification de la densité démographique par rapport à d'autres critères .

## 2.6. La production agricole

L'agriculture a pour première fin de nourrir les hommes . Elle doit en outre assurer le développement social, humain, et économique des paysans . Par contre nous ne devons pas perdre de vue que les cultures de rente sont un enjeu pour l'Etat en tant que source de devises .

Les statistiques des productions sont difficiles à obtenir (22); nous pouvons cependant dire que les rendements sont relativement faibles à cause de l'utilisation des semences non sélectionnées : la sélection des semences ou des plantes se fait rarement . Dans les Monts Mandaras, la production du manioc progresse lentement dans la Lékié, mais celle des bananes plantain et des taros plus rapidement . Dans la région Bamiléké, la production du maïs est satisfaisante (23) . Autour des grandes villes, il y a une augmentation rapide des cultures maraichères .

La croissance urbaine des deux grandes villes (Yaoundé et Douala) suscite une compétition entre cultures de rente et cultures traditionnelles de subsistance dans l'ordre de spéculation d'un rayon de 200 à 300 km orientée vers les zones de hautes densités (Lékié, région Bamiléké et

(19) La province du Nord englobe ici tout le Cameroun septentrional, la province de Centre-Sud est représentée par la Lékié, et la province de l'Ouest comprend la région Bamiléké, plus le département du Noun .

(20) Nous renvoyons le lecteur aux Travaux de DONGHO, J.L. et MARGUERAT, Y. cité en Bibliographie pour ce concerne le plateau Bamiléké .

(21) Voir à ce propos d'abondants travaux de BOUTRAIS, J. HALLAIRE A.

(22) Les statistiques au niveau départemental n'étaient pas à notre disposition .

(23) Voir le tableau de production générale pour l'ensemble de la province en annexe .

Tableau N° 5 : Production des cultures vivrières du secteur traditionnelle en 1984 (Unité = 1 tonne)

	Mil et Sorgho	Arachide	Maïs	Manioc	Macabo et Taro	Plantain	Ignane	Banane	Huile palme
EXTREME - NORD	142 670	14 500	6 790	-	-	-	-	-	-
CENTRE		18 530	15 440	373 600	28 260	190 700	18 550	116 000	23 580
OUEST		10 520	112 760	87 600	40 330	126 900	38 140	156 800	4 630
	207 270	99 630	408 740	1 385 300	187 500	1 001 600	95 530	680 400	82 650

SOURCE : Extrait, Minagri "Recensement Agricole 1984"

Tableau N° 6 : Répartition de la superficie développée selon le type d'association des cultures sur la parcelle (1972 -1973))(unité=lha)

	Cultures de rente		Cultures de rente industrielles prépondérantes		Cultures mixtes		Cultures vivrières pures		TOTAL	
		%		%		%		%		%
NORD (1)	46 667	9,1	24 930	4,8	14 034	2,7	430 131	83,4	515 762	100
CENTRE-SUD(2)	1 775	0,5	223 908	57,1	62 391	15,9	103 899	26,5	391 972	100
OUEST	1 545	0,8	44 944	24,3	17 757	21,9	44 894	24,3	185 034	100
CAMEROUN	60 824	3,9	479 420	30,9	44,894	24,3	752 234	48,4	1 553 457	100

Sources : Extrait COURADE, J., op. cit. p. 35

(1) L'ancienne province du Nord englobait la région des monts Mandaras .

(2) L'ancienne province du Centre-Sud englobait le département de la Léké .

Bamoun) . Les milieux ruraux dans ces régions productrices de denrées agricoles sont très actifs . Les revenus monétaires que procure la culture de rente étant payés en plusieurs tranches (sans oublier la tranche "ristourne") au paysan, avec des retards et des prélèvements pour les fournitures diverses, celui-ci a tendance à se détourner vers les denrées vivrières, car "un régime de plantain peut même lui être acheté par les intermédiaires des villes avant livraison" (24) .

C'est pourquoi, il est artificiel de séparer cultures de rente ou d'exportation et cultures vivrières dans la mesure où, sauf exception, elles se trouvent physiquement sur les mêmes parcelles . Ces cultures de rente pourraient bien être à la base de la destructuration du milieu rural . Ce qui se traduirait par un déséquilibre alimentaire marqué : le travail ne servant plus à nourrir les hommes, mais à procurer de l'argent . De ce fait, l'autosuffisance alimentaire dans ces régions semble fragile .

L'impression d'abondance généralisée que présentent le plateau Familéké et le département de la Lékié semble à long terme factice et même dangereuse, car non seulement l'épuisement des sols est loin d'être arrêté, mais encore des difficultés de tous ordres entravent de plus en plus la constitution des stocks alimentaires de sécurité . A l'heure actuelle dans certaines zones dans ces deux régions, les paysans ont dû mal à produire suffisamment pour couvrir les besoins d'auto consommation et dégager les surplus pour le marché (25)

Dans les monts Mandaras, le paysan survit grâce à sa récolte : et certaines années l'autosuffisance alimentaire est difficilement réalisée alors que pendant les bonnes années jusqu'à 20 % des récoltes d'arachides sont vendues vers le sud . De même l'insertion dans l'économie monétaire est relativement limitée et le niveau de vie des paysans très faible sur les monts Mandaras, comme le montre le tableau suivant :

Tableau N° 7 : Calories et revenus par habitant en 1960 suivant la religion  
(Monts Mandaras)

	Plaine		Montagne (islamisés)
	(islamisés)	(païens)	
Calories J	2.386	2 161	2 009
Revenus monétaires	5 950	4 300	1 260

SOURCE : HALLAIRE, A., op. cit., p.

Plutôt que d'investir une partie des revenus dans le renforcement du capital d'exploitation, la logique de la reproduction sociale amène les paysans à privilégier d'autres objectifs non directement productifs, et à se lancer dans les dépenses matrimoniales, la construction d'une nouvelle case avec le toit en tôles, qui s'ajoutent bien évidemment aux charges sociales normales (santé, éducation des enfants, impôts, etc) .

(24) COURADE, G., op. cit., p. 39 .

(25) Voir en annexe les tableaux sur les revenus agricole monétaire dans deux villages de la Lékié (WEBER, J.) et le revenu moyen par province issu de l'Enquête Budget consommation de 1983 .

### III - ANALYSE DES FORTES DENSITES ET DES DISPOSITIONS EN TERRE AGRICOLES

#### 3.1. Répartition et tailles des exploitations

L'exploitation moyenne au Cameroun a une superficie cultivée de 1,6 ha . Dans l'Ouest du pays, en général, 52,7% de la superficie totale est constituée par des exploitations de petite taille . Ceci est bien à lier à la pression très forte sur la terre . Dans l'Extrême-Nord, et en particulier à Hodoway (terroir Mandaras) nous avons environ en 1965 0,78 ha par actif et 0,53 ha par habitant (26) .

Dans la Lékié et en général dans la province du Centre, la polygamie influe directement sur la taille des exploitations . Par exemple : un célibataire dispose jusqu'à 1,3 ha, le marié en moyenne 2,02 ha, le polygame marié à 3 femmes environ 3,34 ha et celui qui a plus de 3 femmes dispose entre 4 et 7,66 ha de plantations (27) .

Dans les franges de la Lékié et du plateau Bamiléké (Bengbis, Nde) où les densités sont faibles, les terres non appropriées sont encore abondantes . L'inégale répartition et l'héritage peuvent encore être contrebalancés par la possibilité qu'un individu a d'étendre ses plantations en défrichant la forêt .

Le problème est plus épineux dans la Mifi et la Lékié où les densités se situent entre 55 et 200 habitants /Km<sup>2</sup> . En premier lieu, cette inégale répartition rend les planteurs dépendants des autres pour l'accès à la terre . En second lieu, il y a émigration vers les villes ou vers d'autres zones rurales . De façon générale, dans ces zones l'indice d'utilisation du sol dépasse 100% (28), ce qui signifie que, compte tenu de la qualité des sols (moyens ou pauvres) et de la non utilisation des intrants, les sols sont utilisés au-delà de la capacité de leur reconstitution.

#### 3.2. Déséquilibre entre population et terres agricoles

Il y a donc un déséquilibre constant entre les densités de populations, la superficie par exploitation et les terres agricoles disponibles .

Les régions qui nous intéressent connaissent une forte pression démographique sur les moyens d'existence et sur les ressources en général . C'est cette pénurie de terre qui va lancer une partie importante de la population (Bamiléké, Mandara, Eton) vers la colonisation des nouvelles zones rurales (rive gauche du Noun, terres volcaniques du Mungo et plaine du Diamaré) ou tout simplement vers les grandes villes (29) .

Ceci va à l'intérieur des zones surpeuplées pousser les paysans à s'attaquer aux pâturages (déjà ils dépassent les 1500 m d'altitude sur les monts Bamboutos) . La divergence d'intérêt économique entre les agriculteurs et les éleveurs déclenche ou cristallise très souvent des conflits, des extensions de cultures ou des dégâts provoqués par les troupeaux en fournissant les motifs directs . Nous pouvons aussi mentionner l'invasion par des paysans limitrophes de la réserve nationale de faune de Santchou dans le département de la Ménoua .

---

(26) COURADE, G., op. cit., p. 66 .

(27) COURADE, G., op. cit., p. 67

(28) WEBER, J., op. cit., p. 121, cet indice vaut 120% .

(29) De nombreux ouvrages et articles repris en bibliographie traitent de ces mouvements de population dans le pays des Bamiléké, les Monts Mandaras, et le département de la Lékié .

De même dans les plaines qui entourent les monts Mandaras sur une largeur d'une vingtaine de kilomètres, aujourd'hui les densités dépassent les limites souhaitables, d'autant plus que la culture attelée permet d'augmenter la superficie des exploitations. La reconstitution des sols, qui repose ici sur la jachère, tend à se réduire de façon excessive. Il en résulte un risque de dégradation du capital pédologique, l'apparition d'un marché de la terre avec des prix de location élevés, et bien souvent des frictions entre autochtones et nouveaux venus (30).

Dans le Lékié, au-dessus de 30 habitants/km<sup>2</sup> dit WEBER (31), la terre peut être considérée comme totalement appropriée. Des lors, l'inégale répartition ne peut pas être contrebalancée. Le problème est encore plus épineux dans le Lékié où les densités se situent entre 55 et 150 habitants/km<sup>2</sup>, les conflits fonciers empoisonnent la vie sociale du village et sont à la source de tous les autres conflits; qu'un homme décède de maladie, et l'on trouvera pour "responsable", un individu avec lequel le défunt était en conflit pour un lopin de terre.

Aussi l'impossibilité pour les jeunes d'accéder à la terre, contribue-t-elle souvent à leur départ vers la ville où l'aventure urbaine se transforme alors pour beaucoup d'entre eux en un véritable chômage. Dans le meilleur des cas, ils s'insèrent dans le secteur informel et ne reviennent au village qu'à la mort de leur père pour attendre la désignation du successeur ou le partage de l'héritage.

Dans le Lékié, l'importance du sous-emploi rural des jeunes qui engendre généralement la délinquance, est d'autant plus grave que les activités artisanales y sont très réduites (vannerie en pays Eton, travail de fer en pays Mandaras, sculptures, tissages en pays Bamiléké) et peu rémunératrices. La seule voie qui s'ouvre dans ces milieux où le salariat agricole est quasi inexistant est "l'exil", à moins d'y rester pour "partager" le travail avec les autres (Work Sharing).

En effet, nous savons que pour les économistes classiques, à partir d'un certain moment donné, quand plusieurs personnes se mettent à exploiter une même quantité de terre, il y a diminution de la productivité marginale du travail du fait des rendements décroissants: cela veut dire en clair, qu'un travailleur supplémentaire produit moins. Aussi, il faut introduire des innovations technologiques qui se traduiraient par une amélioration qualitative et quantitative des terres (drainage des zones marécageuses dans certaines parties de la région Bamiléké, la "construction du sol" sur les monts Mandaras, et des systèmes de cultures plus denses qu'on nomme: intensification). Les paysans adoptent cette stratégie quand ils prennent conscience que leur survie est menacée par le système encore existant.

C'est à cette phase que se trouvent aujourd'hui les populations de la Lékié, du pays Bamiléké et des Monts Mandaras et elles n'aspirent plus qu'à la phase suivante.

### 3.3. Intensification et productivité

Mais cette intensification suffit-elle à assurer une production continue et toujours en hausse? Selon la Banque Mondiale: "Bien que l'intensification des cultures permette un relèvement du revenu net par hectare, une évolution favorable n'est pas garantie pour les revenus exprimés par journée. En général, l'intensification des cultures augmente le revenu par journée de travail dans le Nord-Cameroun, alors que dans le sud, le revenu net par journée reste le même sinon diminue" (32).

---

(30) HALLAIRE, A., op. cit., p. 14.

(31) WEBER, J., op. cit., p. 121.

(32) COURADE, G., op. cit., p. 27.

La notion d'intensification comme changement technique est donc une hypothèse trop forte . L'intensification doit être comprise comme "progrès technique" (33) . Pour Boserup (34), l'accroissement démographique est une condition nécessaire au passage à des techniques plus intensives de cultures .

Dans les régions faisant l'objet de notre étude, nous constatons que l'intensification a permis d'absorber une partie du surplus de la population rurale, mais n'a donné des résultats relativement bons à moyen et long à terme que sur des sols riches (35) .

#### 3.4. Effet de la pression démographique sur le milieu

La Lékéié, notamment, connaît déjà les prémices d'un changement dans le mode d'utilisation du sol . Celui-ci s'exprime rapidement du fait de la surutilisation dont il est l'objet (36) . La productivité du travail diminuant, le paysan est contraint d'accepter une intensification de cultures pour compenser l'épuisement des sols . Le rendement par unité de surface devient vital et l'emporte sur le rendement par unité de travail .

Sur les Monts Mandaras, la stérilisation de la montagne, la dégradation des terrasses ou leur abandon à plus ou moins longue échéance, est très catastrophique pour l'écosystème régional, car nous savons que non seulement les terrasses évitent l'érosion des pentes, mais elles ont aussi un effet régulateur sur les cours d'eau ; elles limitent les dégâts des crues qui emportent en plaine les terres les plus fertiles, alluvions récentes déposées le long des rives où le coton donne d'excellentes récoltes (37) . Leur suppression risque donc d'avoir des répercussions néfastes sur la plaine en y accélérant les processus érosifs, ceci au moment même où l'on s'inquiète d'une évolution climatique marqué par une modification des précipitations .

#### 3.5. Critique du paradigme classique sur les fortes densités et la pression sur la terre

Il apparaît ainsi que ce sont les fortes concentrations humaines pendant plusieurs décennies qui sont à priori à la base de la forte pression sur les sols dans les régions que nous étudions .

Nous ne pouvons non plus réfuter directement le fait que la plupart des transformations survenues dans le système agraire sont la conséquence d'une forte demande de la terre (accaparements des terres par les plus riches, glissement des champs de culture vers les pâturages, vallées inondables, domaines réservés nationaux, réduction des temps de jachères, utilisation de toute forme d'engrais) . De même si le paysan prend des dispositions pour accroître sa production, c'est qu'il est obligé d'une façon ou d'une autre par l'accroissement de la population dans sa propre famille : il a plus de bouches à nourrir . Aussi rejoignons-nous, par là, la thèse de E. Boserup selon laquelle : un accroissement dynamique de la population entraîne automatiquement un accroissement compensatoire de l'utilisation de la terre . L'accroissement de la population conduit à des changements dans l'agriculture, provoquant la transition d'un système à l'autre .

---

(33) WARREN, R. & SCHUTJET, W., "Agricultural Development and Demography", p. 317.

(34) WARREN, R. & SCHUTJET, W., *ibidem* .

(35) Il faut reconnaître que les conditions physiques du sol ne sont pas figées, car les investissements en travail des hommes peuvent le modifier .

(36) A. LEFEBVRE, 1972 .

(37) HALLAIRE, A., *op. cit.*, p. 17 .

Dans les régions qui nous intéressent, peut-on dire que ce sont les seuls critères de densité qui ont engendré des changements dans les systèmes agraires ? Existe-t-il d'autres facteurs (économiques, sociaux, historiques, politiques) qui peuvent expliquer les changements observés ? . N'oublions pas que nous nous trouvons dans un milieu socio-économique profondément déstructuré par l'impact de l'économie de marché, nécessitant dans l'espace agricole de vastes zones occupées par les cultures destinées à l'exploitation et dans l'espace économique par des types particuliers de déséquilibres entre l'homme et son milieu .

En effet lorsque nous analysons de façon approfondie les transformations en tenant compte de certains facteurs exogènes et historico-économiques, de leur apparition dans le milieu et de leur adaptation par le paysan local, nous pouvons penser sans trop nous tromper que, la pression démographique peut être considérée comme un facteur d'explication des changements dans les systèmes agraires . Mais il n'est pas le seul, il entre plutôt dans une combinaison de facteurs éminents dont le facteur dominant serait l'insertion de l'économie agraire de ces régions analysées dans une économie de marché (culture de rente, monétarisation de la société rurale, appel du marché urbain en produits vivriers), ou, en d'autres termes, la mercantilisation de l'économie traditionnelle (38) .

C'est donc le processus d'intégration du milieu socio-économique dans un système de marché qui serait le facteur premier dans la mutation structurelle de l'appareil de production agricole, dont les conséquences sont aujourd'hui : forte pression sur la terre et menace constante de l'autosuffisance alimentaire . Mais à partir d'un certain moment, (que nous pouvons situer approximativement avant 1960 dans les Monts Mandaras et le plateau Bamiléké, et après 1970 dans le département de la Lékié), la démographie (parcequ'elle a le pouvoir de faire évoluer rapidement les choses) n'est plus apparue comme la conséquence, mais comme la cause principale de la déstructuration du milieu rural .

Ainsi les mutations structurelles observées dans les systèmes agraires ne sont pas provoquées par un seul facteur ; elles sont nées des combinaisons dynamiques de facteurs liés entre eux par des rapports changeants et souvent complexes de causes à effets, et que suivant l'évolution de cette combinaison dynamique, de son équilibre ou non, tel ou tel autre facteur peut devenir dominant .

## VI - LES TYPES DE DYNAMIQUES

Deux types de changements doivent être distingués . Ceux qui émanent des milieux à fortes densités, eux-mêmes réagissant aux mutations qui leur sont "imposés", et ceux provoqués par des actions extérieures, des décisions administratives .

### 4.1. Les stratégies des populations concernées

Devant le problème : "Que faire quand il y a forte pression sur la terre ?", les stratégies suivantes ont été successivement adoptées par les populations des régions que nous étudions :

- augmentation de la terre par l'accroissement de la qualité de la terre sur les pentes abruptes du pays Bamiléké et des Monts Mandaras ; intensification pour élever le travail humain, association culturale et réduction du temps de la jachère dans la Lékié .

---

(38) KONU, F. "Pressions démographique et évolution des systèmes de culture en pays Ewé" .

- construction des sols par la mise en place des terrasses sur les Monts Mandaras, et le drainage des zones marécageuses dans le pays Bamiléké pour les cultures maraichères ;
- économie de la terre par l'emploi des différents types d'engrais naturels dont certaines légumineuses ;
- désintéressement de la culture de rente suite à la dépréciation de leur valeur marchande .

En clair, les réponses des acteurs locaux peuvent se regrouper dans les stratégies de types "économiques" (39) .

Mais la pression sur la terre n'ayant pas été jugulée totalement par l'intensification du système agricole, restait l'émigration : réponse "déméo-économique" spontanée dans le pays Bamiléké et sur les Monts Mandaras et l'exode rural en pays Eton .

L'émigration spontanée des Bamiléké s'est d'abord orientée vers les terres volcaniques du Mungo, et très récemment vers la vallée du Noun (40) .

#### 4.2. Les interventions étatiques

L'Etat a multiplié dans ces régions plusieurs formes d'interventions qui ont pour nom : Opération Yabassi-Bafang (41) pour la décongestion du plateau Bamiléké (entre autres) ; organisation de la descente des montagnards mandaras dans les casiers rizicoles dans la Semry dans la plaine (42) .

Nous pouvons aussi mentionner la création de l'Office National de Participation au Développement dont le premier centre fut créé dans la Lékié, ce qui a permis la réinsertion de nombreux jeunes sur les terres vierges du département de la Haute Sanaga . Tout récemment on peut citer le "projet route du Ndé" qui vise les mêmes objectifs .

Bien que la plupart de ces opérations visaient en terme général l'arrêt de l'exode rural, le pouvoir étatique a toujours continué d'encourager par-ci par-là, la culture de rente (café, cacao, arachide, coton, riz) en vue de la formation d'un surplus économique qui nous le savons est un enjeu socio-politique ; de ce fait, les nombreux pionniers sont retombés par la suite dans le cercle vicieux de la dépendance .

#### 4.3. Encore des recommandations

De nombreuses stratégies, résolutions, et politiques ont été proposées, élaborées, et même appliquées au Cameroun en ce qui concerne le développement rural en général, et en particulier les problèmes de l'exode rural, de la production de cultures vivrières, de l'insuffisance des structures de stockage et de conservation des aliments, de l'intégration entre l'agriculture et l'élevage, d'insertion des jeunes assujettis en milieu même peu peuplé en raison de l'hostilité des autochtones et des problèmes fonciers, de la mécanisation adaptée et intelligente, de l'emploi des intrants agricoles, la mise en place de groupements d'agriculteurs modernes (petits et moyens), etc... Ces politiques ont été le plus souvent intégrées dans le cadre des actions des organismes d'Etat tels : SEMRY, SODECOTON, SODECAO, MIDEVIV, Projet Haut Plateau de l'Ouest en ce qui concerne les régions qui nous intéressent dans notre étude .

---

(39) BILSBORROW, E.R., "Population Pressure and Agricultural Development in Developing Countries", p. 185 .

(40) Les travaux de DOMGMO, J.L., En dévelopent longuement .

(41) BARBIER, J.C. "Les Sociétés Bamiléké de l'Ouest du Cameroun", p. 105 .

(42) BOUTRAIS, J., op. cit., p. 161 .

Il nous paraît inutile de reformuler ces politiques qui existent déjà sous forme de nouvelles recommandations . Néanmoins, nous pouvons nous interroger si ces stratégies ont vraiment été prises en fonction d'objectifs conscients, c'est-à-dire la rationalité propre du système en combinaison avec les facteurs de production (la terre, les inputs...) .

Il n'est pourtant nullement dans notre intention de condamner ou de critiquer tout changement venu de l'extérieur du monde rural . Ces changements y sont nécessaires, ne serait-ce qu'en raison de l'incapacité de répondre efficacement à la pression démographique sur la terre et à certains besoins fondamentaux (santé) . Ces "discours" apparaissent comme des grands slogans, à travers lequel l'Etat n'utilise le monde rural que comme instrument des objectifs de croissance de sa propre reproduction . C'est pourquoi nous pouvons nous demander si les ruraux sont vraiment (ou se sentent-ils) concernés .

En effet, les sociétés rurales ne sont pas figées, inertes et condamnées (nous avons tantôt eu à montrer leurs capacités, leurs connaissances techniques et les différentes formes de résistance, d'adaptation aux mutations structurelles) . L'erreur est toujours de vouloir tout déduire de l'extérieur en ignorant les obstacles internes, la dynamique interne . C'est pourquoi les résultats obtenus démontrent suffisamment l'indaptation de cette conception du développement .

Nous pensons qu'il faut avant tout une volonté politique réaliste et pragmatique qui oriente ses actions vers :

- Le développement rural ou du secteur traditionnel qui se traduirait dans le cas qui nous concerne par la mise sur pied d'une politique adéquate des migrations intra-rurales; la redynamisation des politiques de colonisation des terres (qui permettent entre autres de promouvoir l'intégration nationale) il est nécessaire de prendre des mesures pour faciliter l'accès à la propriété foncière, condition préalable à la pratique de l'agriculture, redynamiser la production des cultures vivrières et la production pastorale en pratiquant des prix très rémunérateur pour les producteurs, et rationaliser la distribution et la commercialisation des produits vivriers (organisation des circuits de commercialisation, construction et entretien des pistes et des routes, etc...) .
- le développement d'un secteur moderne de l'économie qui soit capable de servir de débouché pour les produits agricoles qui seraient ainsi valorisés, ce qui pourrait faire stabiliser le pouvoir d'achat des agriculteurs en leur garantissant des revenus réguliers et en les soustrayant ainsi de la hantise de la non ou mauvaise commercialisation de leurs produits.
- Ainsi, l'axe démographique ne serait que la résultante de ces deux premières politiques si elles sont bien menées, car il est évident que si l'on réorganise dans cet esprit les milieux ruraux, cela pourrait influencer le niveau de fécondité et à terme contenir la pression sur la terre, ou le manque de terre dans ces régions à fortes densités .

## CONCLUSION

Le problème s'avère ainsi plus englobant que prévu, car maîtriser la pression sur la terre, maintenir l'autosuffisance alimentaire en zones très peuplées, revient à combattre "la pauvreté" en général . C'est aussi penser à l'équilibre social ou tout simplement à la justice sociale .

Les actions gouvernementales semblent avoir été jusqu'alors très sectorisées (Sodocao, Semry, Sodecoton, Mideviv...) . Ne faudrait-il pas, pour tenir compte (entre autres) des intérêts des ruraux, penser davantage à dynamiser à la fois les activités agricoles et non agricoles ? Ce qui suppose la prise en compte des interrelations nécessaires entre ces diverses activités productives.

Du coup, les problèmes théoriques apparaissent gigantesques et les phénomènes en termes d'interdépendances beaucoup plus complexes que ce que nous envisagions au début de ce travail .

Plutôt qu'une causalité linéaire, l'étude nous a permis de mettre en évidence des interrelations et des rétroactions pertinentes , preuve qu'une telle étude ne peut véritablement être cernée que de façon holistique .

BIBLIOGRAPHIE

- BARBIER, J.C., " Les sociétés bamiléké de l'Ouest du Cameroun : étude régionale à partir d'un cas particulier " in Communautés rurales et paysannes tropicales, Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 53, 1976, p. 103-130 .
- BILSBORROW, R., " Population pressure and agricultural development in developing countries : A conceptual framework and recent evidence", World Development, vol. 15, n° 2, 1987, pp. 183-203 .
- BINSWANGER, H.P. & ROSENZWEIG, M.R., " Behavioural and maternal determinant of production relations in agriculture ", Journal of Development Studies, vol. 2, n° 3, April 1966, pp. 503-539 .
- BOSEUP, E., Evolution agraire et pression démographique, Paris, Flammarion, 1970, 220 p.
- BOULET, J., " Magoumaz, étude d'un terrain de montagne en pays mafa ", Etudes rurales, n° 37-38-39, 1970, p. 198-211 .
- BOUIRAIS, J., " Entre le nomadisme et sédentarité : les Mbororos à l'Ouest du Cameroun ", in Le développement rural en question . Paysages, espaces ruraux, systèmes agraires ? Maghreb, Afrique Noire, Malésie, ORSTOM, collection "mémoires" n° 106, 1984, p. 125-255 .
- BOUIRAIS, J., " La colonisation des plaines par les montagnards du Nord du Cameroun (Monts Mandaras) ", Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 24, Paris, 1973, 280 p.
- BOOTH & SUNDRUM, Labour absorption in Agriculture, Oxford University Press, 1980, 157 p.
- CHAMPAUD, J., " L'espace commercial des Bamiléké ", in L'Espace géographique, n° 18, 1961, p. 196-206 .
- CHAMPAUD, J., " Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest, " Paris, éd. ORSTOM, coll. "mémoires" n° 98, 1983, 508 p.
- COURADE, G., " Les villes en Afrique : leurs rôles et leurs fonctions dans le développement régional et national : le Cameroun " (rapport définitif), ORSTOM, 1984, 87 cartes .
- COURADE, G., " La sécurité alimentaire implicite " : les femmes hors développement au Cameroun (Etat des lieux), in Femmes et politiques alimentaires, ORSTOM-CEE, p. 371-392.
- COURADE, G., " Vers une agriculture sans agriculteurs ", in Politique africaine, n° 14 .

- COURADE, G. " Des complexes qui coûtent cher ", Politique Africaine, n° 14.
- COURADE, G., BRUNEAU, M., " Développement et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde", Cahiers ORSTOM - Sciences Humaines, vol. IX, p. 59-92, Paris, 1983 .
- CUNHA, A., WOOTEN, B.G., RACINE, J.B., " Terres vagues et terres promises ", Cahiers de l'Institut universitaire d'études et de développement, P.U.F., Paris, 1981, p. 33-35 .
- DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE, L'Atlas aérien du Cameroun : campagnes et villes, Université de Yaoundé (Département de Géographie), COPEDITH, 1983, 138 p.
- DJAVAD, S.I., " On the Generalization of the Boserup Model : Some classifications ", onomic Development and Cultural Change, vol. 32, n° 2, 1984, p. 874-881 .
- DONGMO, J.L., " Le dynamisme Bamiléké (Cameroun) : la maîtrise de l'espace urbain ", Yaoundé, CEPER, 1981, 243 + 294 p.
- FRANQUEVILLE, A. " La population rurale africaine face à la pénétration de l'économie moderne : le cas du Sud Cameroun ", in Le Développement rural en question . Paysages, espaces ruraux, systèmes agraires . Maghreb, Afrique Noire, Malénesie, coll. "mémoires", n° 106, 1984, p. 433-460 .
- FRANQUEVILLE, A., " Deux essais sur les relations villes-campagnes au nord de Yaoundé ", ORSTOM, Centre de Yaoundé, 1973, 174 p. multi.
- GUILLOT, B., DIALLO, Y., " Système agraire et culture commerciale " : l'exemple du village de Boutazab (région de la Sangha au Congo), Paris, ORSTOM, 1984, 70 p. + cartes .
- HALLAIRE, A. " Les transformations d'un système de production chez les paysans montagnards du nord Cameroun ou les dangers du minétisme", in Le Développement rural en question . Paysages, espaces ruraux, systèmes agraires . Maghreb, Afrique Noire, Malénesie, ORSTOM, coll. "mémoires" n° 106, 1984, p. 257-266 .
- HALLAIRE, A. " Des montagnards en bordure de plaine " : Hodoway (Cameroun du Nord), Etudes rurales, n° 37-38, p. 22-231 .
- KELODJOU, S., " Production et commercialisation du maïs dans le département de la Mifi ", term paper, Yaoundé, 1979, 33 p.
- KELODJOU, S. " Le commerce de l'huile de palme dans le département de la Mifi ", mémoire de maîtrise, Yaoundé, 1980? 86 p.

- KELODJOUÉ, S. & KAMGAING TADJOUÉ, N., " Les échanges de population entre le département de la Mifi et les autres unités administratives du pays ", mémoire de fin d'études, IFORD, 1984, 57 p.
- KELODJOUÉ, S. " L'évolution de l'exploitation industrielle du bois dans la forêt dense camerounaise ", thèse de doctorat, Université de Yaoundé, 1985, 437 p. + planches .
- KELODJOUÉ, S., " Les départementales : projections de population par département et arrondissement au Cameroun (1980-1990)", MINIPAT/ISCN/SI, 1987, 30 p.
- KELODJOUÉ, S., " Estimation de la population du Cameroun en 1987 ", MINIPAT/ISCN/SI, 1987, 30 p.
- MARGUERAT, Y., " Des montagnard entrepreneurs : les Bamiléké du Cameroun", Cahiers d'Etudes Africaines, 92, 23-4, 1980, p. 495-504 .
- MARTIN, J. J., Les Ntakan du Cameroun, Paris, ORSTOM, coll. "Mémoires" n° 41, 1970, 213 p.
- MINIFOC, La province de l'Ouest, Yaoundé, SOPECAM, 116 p.
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN, Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976 : Vol. 1 : Résultats, Tome 4 : Données par arrondissement ; Vol. 3 : Analyse, tome 5 : Migrations internes, Yaoundé, SOPECAM, 1979, 341 p. et 195 p.
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN, Enquête nationale sur la fécondité du Cameroun, rapport principal vol. II-2 : Tableaux statistiques, Bayland, Charles North, 1983, 888 p.
- MINISTÈRE DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, Le VIe plan quinquennal de développement économique, CEPER, 1986, 400 p.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, L'agriculture camerounaise en chiffres 1986, Direction de l'Agriculture, Yaoundé, 1986, 28 p.
- MORIN, S., " Apport des images Landsat à la connaissance de la structure des hautes terres de l'Ouest " , Revue de géographie du Cameroun, vol. 1, n° 2, 1980, p. 181-190 .
- MURARA, J., " Densités de la population et agriculture au Burundi . Contribution à l'étude du concept de pression démographique". mémoire de fin d'études, IFORD, 1985, 42 p.
- PODLEMSKI, A.M., " La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun : entre la Bénoué et le lac Tchad " , Cahiers de l'ORSTOM . Série sciences humaines, vol. 13, n° 4, 1968, p. 79-83 .
- PONTIE, G., " Les Guizigi du Cameroun septentrional, Paris, ORSTOM, n° 55, 1973, p. 198-206 .
- SCHNETZLER, J., " L'agriculture camerounaise", Revue de géographie du Cameroun, vol. 5, n° 1, 1965, p. 1-22 .

- WARREN, R. & WAYNE, S., " Agricultural Development and Demographic Change : A Generalization of Boserup Model", Economic Development and Cultural Change, vol. 32, n° 2, 1984, p. 355-366 .
- WEBER, J., " Types de surproduit et formes d'accumulation, la province cacaoyère du Centre-Sud Cameroun", Cahiers de l'ORSTOM . Série sciences humaines, vol. 4, n° 2, 1977, p. 113-119 .

TABLE DES FIGURES

	<u>Pages</u>
Figure n° 1 : Localisation des zones à fortes densités rurales.....	84
Figure n° 2 : Densité rurale 1976 (Départements) .....	90
Figure n° 3 : Part de la superficie cultivée dans la superficie physique.....	91

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 :	Quelques informations statistiques.....	88
Tableau n° 2 :	Evolution de la population dans les régions concernées.....	89
Tableau n° 3 :	Descendance moyenne par femme (Dx) et âge des femmes à la première maternité par province.....	89
Tableau n° 4 :	Superficie utilisée d'après le mode de faire-valoir.....	94
Tableau n° 5 :	Productions des cultures vivrières du secteur traditionnel en 1984.....	95
Tableau n° 6 :	Répartition de la superficie développée selon le type d'association des cultures sur la parcelle.....	95
Tableau n° 7 :	Calories et revenus par habitant en 1960 (Monts Mandaras).....	96

Annexe 1

Tableau n° 1 : Taux de migrations nettes dans les zones étudiées (%)

	LES DEUX SEXES	MASCULIN	FEMININ
MAYO-TSANAGA	- 1,4	1,7	-1,1
BAMBOUCOS			
Batcham	- 213	- 4,9	- 0,4
Galim	+ 15,6	+ 18,6	+ 12,9
Mbouda	- 10,7	- 12,7	- 8,7
HAUT - NIGAM			
Bana	- 30,7	- 33,1	- 29,0
Bandja	- 9,6	- 7,6	- 11,1
Keken	+ 39,10	+ 38,2	+ 39,8
Bafang	- 37,10	- 40,8	- 33,5
MENOUA			
Bansoa	+ 2,9	+ 2,8	+ 2,9
Dschang	- 7,8	- 10,4	- 5,6
MIFI			
Bafoussam	- 5,1	- 6,8	- 3,5
Bamendjoun	- 12,8	- 16,6	- 10,1
Badjoun	- 14,1	- 18,4	- 10,8
Bangoun	- 26,0	- 31,8	- 22,1
LEKIE			
Evodoula	+ 15,5	+ 20,1	+ 11,5
Monatéfé	+ 12,8	+ 15,1	+ 10,3
Obala	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,3
Okola	+ 5,9	+ 11,9	+ 0,3
Sa'a	+ 1,1	+ 7,5	+ 3,0

Source : Extrait du tableau 1 p. 27-31, Vol. II, Analyse  
Tome 5 : Migrations internes  
Recensement Général de la Population, 1976 .

Tableau n° 2 : Répartition (en %) des ménages, des dépenses par zones agroécologiques

Zones agro-écologiques	Cacao-Tabac	Café	Coton-élevage	Non classée	Yaoundé	Douala	Grandes villes	Reste du pays
Ménage (en%)	17,4	31,8	33,6	6,3	5,3	5,6	10,9	89,1
Popula-tion (en %)	18,5	33,4	31,1	5,7	5,6	5,7	11,3	88,7
Dépenses de consommation finale (en %)	21,6	21,9	14,5	5,9	17,3	18,8	36,1	63,9
Moyenne par Personne (en CFA)	24.655	13.826	9.794	19.320	65.141	69.423	67.308	15.706
Moyenne par ménage	151.339	83.576	52.290	101.314	434.468	406.737	402.531	90.159

Source : Enquête Budget-consommation (2ème Passage/ Décembre 1963, Janvier-Février 1964)

Tableau n° 3 : Population active dans les régions concernées

REGIONS	DEPARTEMENTS	ARRONDIS- SEMENTS	POPULATION ACTIVE	POPULATION OCCUPEE	NOMBRE NET DE CHOMEUR
MANDARA	MAYO TSANAGA	MOKOLO	86.191	85.594	597
BAMILEKE	HAUT NIGAM		113.845	91.723	22.117
		MENOUA	18.570	17.289	1.281
		MIFI	27.259	24.764	2.475
		NDE	34.713	18.659	16.054
		BAMBOUTOS	9.926	9.088	838
		23.377	21.960	1.469	
ETON			40.634	38.561	2.073
	LEKIE	EVODOULA	2.618	2.636	82
		MONATELE	5.714	5.527	187
		OBALA	13.830	12.739	1.091
		OKOLA	8.158	7.864	294
		SA'A	10.314	9.895	419
TOTAL			240.670	215.883	24.787

Source : Calculs à partir des tableaux n° 4, Volume 1 Resultats  
Tome V - Données par Arrondissements - Recensement Général  
de la Population 1976 .

Imp. St-Paul, Yaoundé, 23.18.56